

Sénat

Commission des Affaires Étrangères

Du 1<sup>er</sup> Septembre au 24 novembre 1939

—

Procès-verbaux des séances.

—

(Séances de guerre, t. I)



Séance du vendredi 8 septembre 1939.

Présidence de M. Henry Bérenger, Président de la C<sup>on</sup>.

La séance est ouverte à 15 heures 30.

Présents: MM. Marcel Plaisant, vice-président, Paul Laffont et Aimé Berthod, secrétaires, Steeg, Gasmier-Duparc, Bardoux, Mireaux, A. Bruston, M. Desand, Parayre, Henry Hayg, Reibel, de Chambrun, Honorat, Boivin-Champeaux, Paul-Boncour, Ferrand, Laval, Peyronnet, Régisardins, de Ludre.

Excusés: MM. Fourment, René Renault, Lefebvre du Prey.

Notre Président. - Notre ordre du jour comporte, en premier lieu, l'organisation du travail de la C<sup>on</sup> dans les conditions anormales de la présente période: beaucoup de parlementaires sont retenus par leurs fonctions dans les départements, ils peuvent éprouver des difficultés à revenir, en sorte que nos réunions normales seraient entravées. Il m'a donc semblé que nous pourrions nous répartir l'étude des questions qui s'imposent, chacun de ceux qui le voudront se chargeant de celle pour laquelle il se sent compétent. Nous créerions ainsi un certain nombre de sous-commissions. On pourrait aussi se borner à désigner des rapporteurs.

M. Laval. - Les désignations se feront selon les indications qu'apporteront les circonstances.

M. le Pt. - Croquez-vous qu'il n'y ait pas intérêt à organiser dès maintenant une méthode de travail? Nous apercevons tout de même certaines répartitions, géographiques ou économiques par exemple, qui <sup>nous</sup> permettraient de choisir tels de nos collègues pour suivre particulièrement telles questions au sein d'un group.

M. Bort. - Pensez-vous à une question que vous pourriez nous citer?

M. le Pt. - Il y en a une de première importance, qui vient tout de suite à l'esprit: c'est celle du blocus des rapports avec les autres, du rattachement des ~~autres~~ <sup>autres</sup> M. Mireaux s'en est beaucoup occupé. Nous aurions pu la lui confier.

M. Laval. - Nous avons des questions de principe, beaucoup plus que de fait, à discuter. C'est à propos de chacune d'elles que pourrions se faire les désignations quand les circonstances



le voudraient. Pour moi, ce n'est pas au blocus que je pense en ce moment, mais à la position de la France vis-à-vis de certains pays.

M. le Prés. - Certes, la Com a un rôle d'ensemble à jouer. Mais vous savez comment cette mission a été remplie, au cours de la dernière guerre, par les grandes Com. J'ai eu l'honneur d'appartenir à la Com de l'Armée, ainsi que M. Peyronnet: dès le début, les questions principales avaient été réparties entre nos collègues afin de préparer les éléments de discussion. Je vous déclare qu'il me paraît très difficile qu'un seul homme puisse s'occuper à lui-même toute la masse des questions qui vont nous presser et à réunir la documentation nécessaire.

M. Paul Boncour. - Le contrôle général de la Com portera sur quantité de questions intéressant également d'autres Com, notamment celles de la Défense nationale. Vous savez qu'à la Chambre une organisation spéciale a été prévue pour suppléer à la réunion du Parlement. Nous pourrions faire de même en prenant contact avec les Présidents des Com de la Défense nationale, sous le haut contrôle du Président du Sénat.

M. le Prés. - Personnellement je suis de votre avis. Mais il convient que la Com nous indique si elle désire que cette méthode soit suivie.

M. Bort. - Sur la nécessité d'un blocus total, et du renforcement des alliés, nous sommes tous d'accord. Mais alors quel sera le travail du Rapp. spécial?

M. le Prés. - La Com se rallie-t-elle à la proposition de M. Paul Boncour: contrôle général sur la marche des opérations diplomatiques & militaires par contacts avec les Com de la Défense nationale, et, bien entendu, celle des finances, sous la haute autorité du Prés. du Sénat?

M. Reibel. - Nous sentons tous la nécessité, pour que la Com joue son rôle, d'organiser son contrôle, actuellement inexistant. Mais les questions de procédure peuvent-elles être tranchées dès maintenant? Je demanderai qu'on décide seulement, pour l'instant, que la Com se réunira, chaque semaine, à tel jour, et nous verrons, selon la marche des événements, comment organiser notre travail.

La Com, consultée par M. le Prés., décide de se réunir



tous les vendredis, <sup>à 15 heures,</sup> une permanence ayant lieu, d'autre part, tous les jours à 16 heures pour les membres présents à Paris, à titre consultatif.

M. le Prist. - J'ai proposé une méthode de travail selon laquelle nous attribuerions dès maintenant telle question à tel d'entre nous.

M. Steeg. - Quelles sont les questions que vous envisagez ?

M. le Prist. - J'avais noté, entre autres, celles qui concernent nos relations avec l'Amérique, avec l'Italie, ~~et~~ le Proche-Orient, les rapports franco-britanniques, l'Espagne, l'Extrême-Orient, les affaires méditerranéennes en général, l'Afrique, les Balkans, le blocus et le ravitaillement par les neutres posent, en outre, des questions qui ont été longtemps fort mal étudiées au cours de la dernière guerre : de telles études doivent être faites par les parlementaires, et non par les administrations éparpillées. Il y aurait encore à traiter la question des traités et pactes, et de l'organisme duquel ils relèvent, quel qu'en puisse être le discredet momentané.

La méthode que j'vous propose est celle que j'avais vu instaurer par Fregenet et par Clemenceau, aux Comités des Aff. étrangères et de la guerre, pendant la dernière guerre.

J'ai déjà réuni une masse de documents sur ce qui concerne les Etats-Unis, la Syrie, l'Est méditerranéen, l'Allemagne, la Pologne, l'Extrême-Orient, nos négociations délicates avec l'Italie, sur la Turquie, sur l'URSS et le Komintern. Si nos collègues voulaient m'aider dans une tâche fort lourde, j'en serais reconnaissant.

M. Jasquier-Dyarc. - Il est certainement utile qu'ils soient préparés à enseigner la Com lorsque chaque question viendra devant nous.

M. le Prist. - Je pourrais, dans ce cas, les habilités auprès du Ministère des Aff. étrangères.

M. Laval. - Je crains que, dans la situation actuelle, une telle méthode n'enferme la Com dans le détail de chaque effort particulier. Or, les questions ne sont pas indépendantes les unes des autres. Si, par exemple, les Allemands remportaient un grand succès en Pologne, on peut prévoir qu'il y aurait à prendre position devant de nouvelles propositions, italiennes, allemandes, ou russes. Je ne voudrais pas voir noyer le général dans le particulier.



M. le Près<sup>t</sup>. - Les deux aspects ne sont nullement contradictoires. Mais lorsque se posaient des problèmes encore insurpassés, nous aurions seulement préparé ce que j'appellerai des îlots de documentation. Je vous indique ceux auxquels j'aurais pensé et les noms des rapporteurs que j'vous proposais.

Conformément aux propositions de M. le Près<sup>t</sup>, sont désignés pour rapporter les questions suivantes :

Blous et travaillement:	M. Mireaux
Traité et pactes:	M. Plaisant
Relations franco-italiennes:	R. Besnard
Relations franco-américaines:	Elb. Buisson
Proche-Orient :	Henry Hays
Relations franco-britanniques:	Bardoux
Affaires franco-espagnoles:	P. Laffont
Europe Centrale:	A. Berthod
Extrême-Orient:	Honorat
Affaires méditerranéennes:	Steeq
Europe Orientale:	Bardoux
Relations avec l'Armée:	Ch. Reibel
Relations avec la marine:	Gasnier-Duparc

M. le Près<sup>t</sup>. - La seconde partie de notre ordre du jour comporte la communication de nombreux documents qui ont été mis à ma disposition, <sup>par le Près<sup>t</sup> d'Orsay</sup> qui sont du plus pressant intérêt, et dont j'ai vous donnez connaissance, en procédant par grandes divisions.

M. le Près<sup>t</sup> lit des documents concernant l'URSS.

M. Boret. - Si notre ambassadeur en Russie n'a pas ignoré les conversations germano-russes, pourquoi a-t-il donné un avis favorable à l'envoi d'une mission militaire?

M. le Près<sup>t</sup>. - Il a renseigné le g<sup>t</sup> français très exactement, de même que, de Berlin, M. Coulondre. Mais les g<sup>t</sup>s français et britannique ont estimé, devant la gravité des circonstances, devoir tenter de ramener l'URSS dans le g<sup>t</sup>, depuis dix ans, on a appelé un Pacte Oriental. Cette question est aujourd'hui dépassée.

M. Boret. - Si l'envoi d'une mission militaire a été une



Courde faute, il ne faudrait pas la renouveler.

M. le Prist. - Ce sera un des éléments de la question à étudier. Vous vous mettez en relations avec M. Bardoux pour étudier ces faits. Ce que j'appréhends de très grave dans ce que j'ai vu et lu, ce sont les instructions du Komintern et la nouvelle attitude de l'URSS à l'égard de la Pologne.

M. Bardoux. - Il n'est pas possible que ces faits n'entraînent pas immédiatement certaines décisions de la part du Govt.

M. Reibel. - Il faut d'abord voir la question dans son ensemble.

M. le Prist lit des documents concernant la Pologne.

M. le Prist. - La pression allemande s'exerce par deux pièces sur Varsovie, derrière laquelle il reste seulement une ou deux grandes villes, des marécages et des forêts. Si Varsovie est prise, on se trouvera devant des problèmes redoutables.

M. le Prist lit des documents concernant la Turquie, la Roumanie, puis des documents concernant l'Italie.

M. le Prist. - A l'égard de la neutralité <sup>italienne</sup>, deux tendances se font jour en France et en Angleterre: les uns disent que c'est une hypocrisie, les autres qu'il faut éviter de nous créer trois fronts, l'Espagne devant suivre l'Italie.

M. Gaonier-Duparc. - Avez-vous des raisons de penser cela?

M. le Prist. - Je me borne à vous mettre au courant d'une opinion qui se manifeste. Le Gal France a fait une déclaration de neutralité intégrale, il s'est conduit très correctement avec la France. Mais il a dit au Mal Pétain: "Il ne peut y avoir qu'une question difficile pour nous, celle des Baléares; il ne faudrait pas que la France soit de neutralité à cet égard. D'autre part, il y a tout de même certaines similitudes d'opinion entre l'Espagne actuelle, l'Italie et l'Allemagne."

J'ai l'impression qu'à l'heure actuelle le Govt français n'a pas marqué nettement sa politique; dans les hautes sphères françaises et britanniques s'exerce une pression très puissante pour amener une action contre l'Italie. Puisque la Convention prendra la part de responsabilité dans la direction et le contrôle de la guerre, elle aura là un rôle à jouer. Il



n'est pas possible de faire en même temps et de ne pas faire une politique. Actuellement, en France, en Angleterre, se manifestent de profondes divergences entre ceux qui tiennent la conduite de la guerre.

M. Laval... D'après ce que vous nous avez lu, on a fait un effort envers l'Italie, louable, mais tardif. Il serait vain de rechercher aujourd'hui les responsabilités passées. Mais la C<sup>on</sup> ne pourrait-elle suggérer au Govt certaines initiatives?

Les Italiens n'ont pas été très satisfaits de l'accueil fait à la proposition de médiation de Mussolini: il proposait un armistice, la France et l'Angleterre ont réclamé l'évacuation de la Pologne, ce qui rendait la proposition inopérante. En outre, la rapidité avec laquelle Londres a adressé son ultimatum a surpris et déçu Rome.

Je me suis souvent demandé ce qui avait déterminé l'alliance militaire de l'Italie avec l'Allemagne. J'ai cru comprendre que c'était l'accord anglo-turc et la cession du sandjak d'Alexandrette.

Aujourd'hui l'Italie est neutre; mais il est exact qu'il y a en certains lieux un courant qui pousse à attaquer sur elle au lieu de se heurter à la ligne Siegfried.

M. le Prêt... Le gal Gamelin, consulté, a déclaré que ce serait une erreur d'entreprendre une action militaire contre l'Italie pendant une période d'au moins 6 mois. C'est ensuite qu'a été faite la déclaration française au gal Iaricani.

M. Laval... nous nous inclinons devant le courage de la Pologne. Mais ne va-t-elle pas être rapidement conquise, et l'Italie ne fera-t-elle pas aussitôt une proposition de médiation? Quelle sera notre position alors? Réfléchissez-y, nous aurons à prendre chacun nos responsabilités. Certes notre destin est lié à celui de l'Angleterre, de qui viennent souvent les décisions. Mais j'ai cru que nous avons beaucoup à faire du côté de l'Italie, et que, si nous n'avons pas préparé le terrain, la neutralité ne soit abandonnée sans que ce soit à notre profit.

nous partons dans une très grave aventure. Si nous pouvons trouver en Italie une collaboration pour des solutions conformes à notre honneur, à nos desirs, à nos



intérêts, il faudra soutenir la conversation. Il est bon qu'il y ait eu des conversations entre le C<sup>te</sup> Ciano et M. François-Poncet, mais j'ai bien peur que M. Saladier n'ait encore jamais vu M. Gaerigis. Nous n'avons que quelques jours, quelques heures, avant de faire les choses indispensables : les laisser - t-on passer ?

M. Reibel. - J'ai été très frappé de lire, il y a quelques semaines, la traduction donnée par le Bulletin de presse du jour d'Oran, d'un article où M. Otto Strasser annonçait la guerre comme inévitable, d'après le plan de l'invasion de la Pologne, suivie d'offres à la France et à l'Angleterne, qui feraient de Hitler le maître de l'Europe. Si la France et l'Angleterne cèdent, c'est bon fin. Il faut, plus que jamais, que le G<sup>ral</sup> François ait le courage d'envisager toutes les hypothèses et sache se décider. Il est inquiétant qu'il y ait actuellement une telle incertitude sur les intentions de l'Italie. En ce moment, j'ai cru qu'elle joue le jeu de l'Allemagne, et sur l'invitation de celle-ci ; mais ce n'est pas une raison pour l'attaquer ; ce qu'il faut, c'est dissiper l'incertitude. Je l'ai écrit, le 28 août, au Président du Conseil. Je crois d'avis de faire avec l'Italie la négociation la plus généreuse qui soit, puis, si elle n'aboutit pas, de ne plus attendre. Nous vivons des heures qui comptent pour des années ; il ne faut pas que notre diplomatie laisse aller les choses. Il va s'agir du salut de la France.

M. Mireaux. - J'ai reçu, ce matin, une lettre de M. Gentizon, toujours bien informé, et qui signale un changement sensible de l'Italie à la suite du rejet de son offre de médiation, et de l'entrée de M. Eden dans le Cabinet anglais.

M. Reibel. - Le changement se manifeste de plus en plus à la Radio.

M. le Pr<sup>st</sup>. - M. François-Poncet a questionné à cet égard le C<sup>te</sup> Ciano, qui lui a répondu que c'est le bureau de finée dernière lequel il travaille favorablement.

M. Laval. - Je suis sûr qu'il y a encore quelque chose à faire.

M. Henry Haye. - Tout le monde sait que la neutralité italienne peut dissimuler le meilleur comme le pire. Ce qui nous frappe, c'est l'absence totale d'initiatives françaises, mises à part les menues satisfactions dont nous a parlé M. le Pr<sup>st</sup>, mais qui, en l'absence de contre-partie, ne peuvent qu'encourager une attitude plus exigeante. Il faut connaître rapidement la dimension des prétentions italiennes, et avoir un plan à la fois généreux et fort, et non plus égoïste et faible. Sachons



immédiatement et directement les revendications italiennes; si elles ne sont pas acceptables, il vaut mieux prévoir que subir. Dans ce domaine, la Com peut jouer un rôle utile.

Si nous ne nous enquêtons pas rapidement de ce point capital, on nous demandera un prix cent fois supérieur, une fois que des hostilités seraient engagées. Déjà on a décliné le retard de la réponse à l'offre italienne de médiation. N'attendons pas d'avoir à faire face <sup>seuls</sup> aux armées italiennes et allemandes, tandis que l'armée britannique est encore en formation, et pensons à ce que serait une victoire qui ne nous laisserait que des vieillards et des enfants. Il faut dire à Mussolini: vous pouvez obtenir actuellement un certain nombre d'avantages, sinon c'est la guerre sans merci et vous y perdrez votre pouvoir, comme Hitler.

Je voudrais aussi une diplomatie active aux Etats-Unis pour reformer l'opinion de certains sénateurs réticents qui ont influencé les décisions du Congrès, cela presse, car c'est de ce côté seulement que des déclarations pourraient agir sur l'Italie pour modérer ses demandes.

M. P. Laffont. - Comment faire pour que le Gt tienne compte de nos sentiments? Il prend ses décisions sans consulter les représentants du pays. Il y a des faits qui nous touchent: la faim, par exemple, dont l'Angleterre a fait savoir qu'il n'y avait pas de médiation possible, alors que la proposition italienne nous avait donné une occasion à saisir et que je l'avais dit à M. Bonnet.

Actuellement, on signe ou l'on prépare ou l'on réclame des pactes interdisant à la France de sortir de la guerre tant que n'auront pas été atteints les buts fixés par l'Angleterre. Il faut que nous puissions faire connaître au Gt notre opinion.

M. le Prés. - Jusqu'ici la Com n'a pas formulé ses avis par un vote. Vous pouvez demander l'institution d'une procédure nouvelle, on pourra voter <sup>sur</sup> ce sujet lorsqu'il aura été inscrit à l'ordre du jour. Mais jusqu'à présent la Com n'a fait que se renseigner.

M. Peyronnet. - On peut convoquer d'urgence la Com et envisager l'envoi d'une délégation au Gt.

M. le Prés. - Il faut évidemment que l'ensemble de la Com ait



pu connaître de la question. En tout cas, on ne saurait dire que le g<sup>t</sup> n'ait pas été informé de ce qui se passe entre nous.

M. Laffont. - Sans doute, mais en tient-il compte?

M. le Pr<sup>s</sup>. - Sans son sein même et en vous disant qu'il y ait unanimité? J'attire votre attention sur l'extrême difficulté de notre mission.

M. Boivin-Champeaux. - Ce qui nous trouble est l'incertitude de notre politique à l'égard de l'Italie. Nous avons besoin d'être renseignés, et tout de suite, sur cette politique. Que la C<sup>m</sup> examine les moyens de l'être le plus rapidement possible.

M. le Pr<sup>s</sup>. - Je vous ai communiqué les renseignements que donnent les dépêches, montré les difficultés qu'elles font apparaître, indiqué certaines initiatives favorables à l'Italie qui ont été prises par le g<sup>t</sup>, je vous ai dit aussi qu'il n'y a pas, dans ce domaine, unité de vues au sein du g<sup>t</sup>.

M. Honnorat. - Y a-t-il unité de vues dans le g<sup>t</sup> britannique, et entre celui-ci et le nôtre?

M. Mireaux. - Il n'y a pas unité de vues dans le nôtre, et le g<sup>t</sup> britannique joue de cette dualité.

M. le Pr<sup>s</sup>. - Officiellement, l'accord est complet entre Londres et Paris.

M. M. Plaisant. - Toute la presse parle de la "neutralité" italienne; or, les documents que vous nous avez fait connaître se bornent à dire que l'Italie s'abstiendra de toute action militaire. Comment une déclaration si ambiguë a-t-elle pu être enregistrée sans réplique et suivie de l'assurance que nous ne commettrions aucune agression?

M. le Pr<sup>s</sup>. - Sir Percy Corriane a répondu également qu'il prenait acte avec plaisir de la communication italienne. L'action de la diplomatie franco-britannique à Rome a été absolument concordante.

M. Plaisant. - Le g<sup>t</sup> Pariani a précisé qu'il ne parlait pas de neutralité, mais que la chose était dans son esprit. Nous voudrions connaître exactement la position de notre g<sup>t</sup>.

M. le Pr<sup>s</sup>. - Elle ressort des dépêches que je vous ai lues.

M. Paul Boncour. - Sur ce qui peut être fait actuellement, les avis peuvent différer au sein de la C<sup>m</sup>, mais nous sommes unanimes à considérer que la question italienne, en ce moment, est le point essentiel. Il y a des points à préciser: par exemple, serait-il vrai que, si les Balkans devenaient



un champ de bataille, l'Italie se tournerait-elle nous?  
Vous pourriez faire connaître au G<sup>t</sup> le désir unanime  
de la C<sup>m</sup> ~~de voir~~ éclaircir ~~la~~ la position de l'Italie.

M. Laval. -

Je ne suis pas de cet avis. Ce qu'il faut avec l'Italie, c'est une explication complète qui n'a jamais eu lieu. Il faut lui demander si elle ne redoutait pas comme nous l'hégémonie allemande. M. Mussolini ne se sent pas de "sécurité" dans ses rapports avec la France. Il y a un problème des rapports franco-italiens, dans lequel la question de la neutralité au des Balkans ne doit venir qu'en dernier lieu. En mars, Mussolini était prêt à faire avec nous un accord qui ne nous coûtait rien, on n'a pas voulu. Si vous lui dites de choisir, il vous répondra aussitôt que son choix est fait. ~~Surtout~~ ~~pas~~ à quelque point de vue qu'on se place, le concours de l'Italie est pour nous capital. Je crois que, malgré des difficultés accrues, il y a encore quelque chose à faire.

Je ne trahirai nul secret, n'agut jamais de consulte, en disant que les membres de notre G<sup>t</sup> ne sont pas d'accord sur la question italienne. Je réjete qu'il est nécessaire que le problème des relations franco-italiennes soit examiné dans son ensemble.

M. Plaisant. - A condition que la chose ne puisse pas apparaître comme une marque de faiblesse.

M. Laval. - Il ne s'agit nullement de faiblesse, mais de montrer à l'Italie que nous ne sommes pas son ennemie, que ses intérêts forment et les nôtres sont identiques. Et nous aurons un appui auprès de Mussolini : c'est France.

Nous pourrions nous réunir demain, Monsieur le Président, pour envisager une manière de faire connaître notre sentiment au G<sup>t</sup>.

M. Le Président. - J'allais proposer cette réunion à la C<sup>m</sup>, car je n'ai nullement fini de vous communiquer les dépêches et documents qui m'ont été remis. Il reste, et il apparaîtra encore, bien des questions d'une extrême importance à examiner.

La C<sup>m</sup> se renvoie au samedi 9 septembre, à 15 heures.  
Séance levée à 18 heures 45.



Séance du samedi 9 septembre 1939 -

Présidence de M. Henry Bréger, Président.

Présents: MM. Plaisant, vice-président, Laffont et Berthod, secrétaires, Steeg, Garnier-Dufay, Bardoux, Desjardins, Laval, Peyronnet, Mireaux, Parayre, A. Buisson, Millerand, Reibel, de Chamberun, Henry Haye, Honorat, Boivin-Champeaux, Thouny, Paul Boncar, C. Ferrand.

Excusé: M. Alexandre Bachelet, Lefebvre du Prey, René Renault, Fourment.

Séance ouverte à 15 heures.

M. le Prést - Je poursuis la lecture, que j'avais commencée hier, des principales dépêches venues entre mes mains. (Approbation)

M. le Prést lit des documents relatifs à: l'Italie.  
l'Extrême-Orient.

M. le Prést - A l'égard du Japon non plus, il n'y a pas eu unité d'attitude de notre côté. Il faut bien préciser que ce que désire le Japon, c'est uniquement que nous ne prenions pas position dans l'affaire de Chine, et non pas que nous lui offrions des avantages dans d'autres secteurs.  
Je rends hommage à l'action de M. Georges Bonnet, qui a réparé l'erreur commise dans le refus d'<sup>apport</sup> appui à un haut personnage présenté pour l'ambassade du Japon à Paris.

M. le Prést lit des documents relatifs à: la Pologne,  
l'Allemagne

M. Reibel - Je crains que, dans des documents que vous venez de nous lire, ne se manifeste une crédulité qui, en pareil moment, appelle les plus grandes réserves.

M. le Prést - Je vous ai lu ce qui m'a été communiqué. Mais vous savez qu'en 1918 on se refusait aussi à croire que la situation en Allemagne fut ce qu'ensuite elle est devenue.

M. Reibel - C'est particulièrement sur certains conseils d'ordre militaire que notre inquiétude est éveillée.

M. Bardoux - Du point de vue économique aussi, il y a des revues spéciales qui donnent des renseignements différents.



M. le Prêst. - C'est que j'y vois ai harmonies émanant d'organes sérieux.

M. le Prêst lit des documents relatifs aux Etats-Unis.

M. le Prêst. - Les lectures que je viens de faire montrent qu'un grand nombre d'Américains ne voient pas les affaires européennes de la façon que nous croyons, et qu'il faut ne pas trop se hâter d'y substituer la nôtre.

M. Baibel. - Vous avez raison, et c'est surtout en ce domaine qu'il faut la plus extrême discrétion.

M. Gual. - Mon expérience personnelle m'a appris que les indiscretions à craindre ne viennent pas de notre Com<sup>on</sup>, mais peuvent venir de beaucoup plus haut; c'est ce qui m'est arrivé quand j'étais Ministre des Aff. Etrangères, à propos du plan du Comité des Cinq.

M. le Prêst. - Pour ma part également, lorsque j'étais, à titre d'ambassadeur aux Etats-Unis, engagé dans une négociation très grave et délicate, j'ai eu trois fois en présence de difficultés inattendues provenant d'une indiscretion qui n'était pas imputable aux Com<sup>on</sup>s parlementaires.

M. Mireaux. - Il m'arrive souvent d'apprendre à l'extérieur des choses secrètes qui se sont dites ici.

M. le Prêst. - Oui, mais ce n'est pas d'ici que viennent alors les fuites.

M. le Prêst lit des documents relatifs:  
à l'Luxembourg  
à la Syrie  
à la Belgique  
à la Hongrie et à la Roumanie

M. le Prêst. - Mon impression est que la situation dans les Balkans n'est pas stable; ces pays attendent.

M. Paul-Boncour. - On avait déjà parlé d'une mobilisation hongroise, notre Min<sup>re</sup> à Budapest n'a-t-il pas donné d'indication à cet égard?

M. le Prêst. - Je m'en renseigne.

M. le Prêst lit des documents relatifs à la Yougoslavie,



et à l'Espagne.

M. Paul Brousse. - Il n'y a rien de Sofia. Il faudrait avoir la raison des restrictions très graves édictées en Bulgarie comme s'il s'agissait d'une nation en guerre.

M. Camille Ferrand. - Est-il arrivé des troupes anglaises en France?

M. Le Prêtre. - Il doit venir 4 divisions, certains éléments ont déjà débarqués, mais ne doivent pas aller au feu avant d'avoir subi un certain entraînement. Notre Etat Major a fait valoir à l'encontre de cette restriction la nécessité de produire sur nos troupes un certain effet moral.

M. Mireaux. - Est-ce ~~des~~ corps expéditionnaires anglais, troupes de métier, et même de choc, qu'il s'agit?

M. Le Prêtre. - L'Angleterre est un immense empire aux prises avec des difficultés considérables dans beaucoup de ses possessions, notamment en Palestine, et force d'y envoyer des troupes exercées. Du point de vue moral, sans doute, la question posée est du plus grand intérêt. Mais soyez persuadés que vous verrez arriver les troupes anglaises de plus en plus. Au reste, le problème n'est pas nouveau: il s'est posé avec une grande acuité au cours de la dernière guerre, et a fait l'objet des discussions les plus animées à notre Corps de l'Armée. Cependant n'oubliez pas que, pour gagner cette guerre, 800 000 Anglais ont tombés. Ne perdez pas de vue non plus qu'aujourd'hui la guerre ne fait que commencer; non seulement elle sera longue, et l'opini anglais s'y affirmera de plus en plus, mais elle sera sans doute générale, elle s'étendra aux autres continents, et il faut voir l'ensemble des champs de bataille par tout l'univers.

Certes, chacun de nous en ce moment souffre dans ses affections les plus intimes, et j'ai pu en parler pour ma part, et comprendre d'autant mieux votre émotion à tous. Mais la France et l'Angleterre se sont engagées dans un duel gigantesque, j'ai confiance que nous en sortirons vainqueurs, mais nous ne pouvons pas espérer que ce soit sans de douloureux sacrifices.

M. C. Ferrand. - Nous vous demandons d'intervenir auprès



du g<sup>t</sup> pour qu'il demande à l'Angleterre d'envoyer sur le front français le plus de troupes possible.

M. le Pr<sup>s</sup>... C'est entendu. Et d'ailleurs c'est ~~assez~~ <sup>au</sup> ~~non~~ <sup>de la C<sup>on</sup></sup> vous le rappellez, que j'avais été demander à M. Daladier de faire en sorte que la grande-Bretagne vote la conscription, et j'ai bien de croire que cette démarche n'a pas été sans produire d'effet.

M. Albert Buisson... Avez-vous des informations récentes sur la prétendue mobilisation russe?

M. le Pr<sup>s</sup>... Je vous ai donné celles que j'avais à ce sujet, ainsi que sur le retour des troupes russes à la frontière polonaise et sur la probabilité d'une action russe.

M. Caval.... Les documents que vous nous avez communiqué nous montrent où peuvent, sur des points du monde entier, apparaître des difficultés. M. Camille Ferrand a exprimé la crainte de tous les Français d'avoir à supporter longtemps seuls tout l'effort. Regardez en Europe orientale tous les pays déjà occupés, ou bientôt menacés. J'ai toujours dit que, pour gagner la guerre avec certitude, il faudrait avoir l'Italie avec nous. Dans quelques jours, nous pourrions nous trouver devant une proposition faite par l'Italie ou l'Allemagne, et le Parlement devra dire son mot. Supposons que, demain, parce qu'on n'a pas fait assez tôt ce qu'on devait, l'Italie passe du côté allemand; France est trop le débiteur <sup>politique</sup> de Mussolini pour ne pas le craindre. Quelque vaillance qu'aient nos soldats, je crains que mon pays ne soit alors dans une situation dramatique. Le problème posé ne ressemble en rien à celui de 1914. Je suis persuadé que après le secours anglais celui des Etats-Unis viendra, mais dans quel état serons-nous à ce moment-là? En 1914, la France attaquée se défendait; aujourd'hui on veut abattre un régime et un homme: là-dessus, si le g<sup>t</sup> a ses responsabilités, nous avons aussi les nôtres à prendre. La session n'a pas été close, le Pr<sup>s</sup> du Sénat peut convoquer la Haute-Assemblée, je ne vous demande pas d'agir précipitamment, mais de réfléchir, pour une de nos séances ultérieures, à



une démarche auprès du Pr<sup>est</sup> du Sénat, auquel notre Président pourrait, dès maintenant, au cours d'une simple conversation, laisser voir le sentiment de la Com<sup>on</sup>.

C'est à quoi j ne puis me résigner, c'est à l'inaction de notre G<sup>t</sup> du côté italien; sans doute on règle des détails, mais il reste toujours à envisager l'ensemble des rapports franco-italiens. Il y a eu un moment où M. Daladier aurait dû comprendre qu'il devait s'adresser directement à M. Mussolini. Il fallait montrer à celui-ci qu'à l'issue de la grande aventure où l'on s'engageait, ce serait le Brenel qui serait l'arbitre. On ne l'a pas fait. Et ce pour des raisons de politique intérieure.

Je voudrais demander à la Com<sup>on</sup> de retenir que nous aurons à envisager une consultation éventuelle du Sénat, et à M. le Pr<sup>est</sup> de continuer à exprimer au G<sup>t</sup> nos sentiments.

M. le Pr<sup>est</sup>. - Je dois faire remarquer que, ni sur l'opportunité d'une réunion du Sénat, ni sur la collaboration avec l'Italie, il n'y a eu de vote de la Com<sup>on</sup>, et que j'ai seulement entendu s'exprimer les impressions des uns et des autres.

M. Paul Boncour. - C'est une grosse question que la réunion du Parlement, alors que la même discipline ne fonctionne pas à la Chambre française qu'à aux Communes. Hier, j'avais proposé que le Sénat organise son contrôle, comme l'a fait la Chambre, par un contact entre ses grandes Com<sup>on</sup>s. J'insiste pour que vous voyiez avec M. le Pr<sup>est</sup> du Sénat comment procéder à cet égard. Je vois que la Com<sup>on</sup> m'approuve, nous vous donnons mandat à cet effet. Il en est ainsi décidé.

M. Paul Boncour. - Quant à l'accueil fait à la proposition de médiation italienne, ou à celui qu'il faudrait faire à de nouvelles offres, il ne faut pas qu'il y ait de malentendu. D'abord, j crois être en mesure de dire que la politique intérieure n'a nullement joué dans la circonstance. Ensuite, il faut ne pas oublier que le G<sup>t</sup> français n'avait nullement écarté la proposition faite par Mussolini le soir du 2 septembre, le Conseil des ministres l'avait même finalement acceptée. Noter qu'elle était pleine de dangers: c'était la Confiance à



quatre, ou à cinq, et la révision des traités. Je reconnais que l'acceptation s'est produite, il est vrai, dans de certaines conditions chronologiques. Mais, quand on ~~se~~ regrette l'échec de la proposition de négociation, il faut reconnaître, car la question peut se poser de nouveau prochainement, qu'on est partisan de cette politique de révision.

En acceptant, le Gov<sup>t</sup> français posait comme condition, d'accord avec l'Angleterre, l'évacuation des territoires polonais déjà envahis par le Reich. Était-ce refuser d'entrer dans les vues de Mussolini? Valait-il donc sanctionner le fait accompli? Cela, d'ailleurs, a-t-il amené une rupture avec Mussolini? Pas du tout, puisque celui-ci a transmis la réponse à Hitler, qui ne l'a pas écartée non plus, mais a considéré que c'était un ultimatum à délai trop court, et voulu réfléchir, puis, sans attendre la réponse de Mussolini, a poussé les hostilités. La proposition italienne n'a donc rencontré ici aucune mauvaise volonté.

En tout cas, nous voulons tous que soit tirée au clair, actuellement, l'attitude italienne.

En ce qui concerne le concours anglais, ne méconnais-je pas l'écrasante supériorité navale qu'il assure aux Alliés. Tenez compte aussi de la situation retournée à notre profit, par rapport à la dernière guerre, en ce qui touche la liberté des détroits. Moi non plus, je n'accepte l'idée ni d'engagements imprudents sur la ligne Siegfried, ni d'une guerre de durée illimitée, mais, précisément, supériorité navale et liberté des détroits montrent sur quel point on peut agir et utilement employer <sup>un</sup> corps expéditionnaire anglais. <sup>et français.</sup>

Or, les opérations auxquelles je pense changent du tout au tout selon que l'Italie est avec nous, neutre, ou hostile, et je serais disposé à payer assez cher son concours: mais alors je veux qu'on prenne toutes garanties que la neutralité, si neutralité il y a, sera bienveillante.

M. Laval. - Nous sommes tous d'accord là-dessus, mais je dis que, si nous faisions maintenant et dans ces conditions une démarche, l'Italie déclarerait aussitôt



qu'elle est liée à l'Allemagne. J'ai eu à traiter avec Mussolini, j'ai connu l'interlocuteur. Mais je prétends qu'il y a autre chose à lui dire; j'ai cru, avec la très grande majorité des Italiens, que les intérêts permanents des deux pays se confondent et que, même l'Italie doit alliée de l'Allemagne, une victoire allemande serait désastreuse pour elle. En 1938, j'avais tout préparé pour une alliance militaire franco-italienne, que rendait possible le danger allemand. Ce danger, Mussolini le comprendrait encore. Mais il ne veut pas qu'on puisse le comparer aux anciens gouvernements italiens qui ont trahi la Triple. Vous n'obtiendrez pas qu'il rompe l'axe. Mais il y a un climat à créer, une atmosphère, des contacts à établir, et, s'il est l'Allemagne aller trop loin, vous risquez qu'il préfère, dans un traité, les intérêts de l'Italie à ceux de l'Allemagne. Je tiens à dire ces choses avant que de nouvelles erreurs ne puissent être commises, par exemple dans des choix de Ministres. Le bruit court en Italie qu'une <sup>action</sup> ~~proposition~~ s'organise ici sous la pression anglaise pour donner à l'Italie de choisir; rien ne serait plus fâcheux. Il y a encore quelque chose à faire, mais chaque jour qui passe rend la solution plus difficile; dans quelques jours ou quelques heures il sera trop tard, et la solution sera contraire à la France.

M. Parayre. - Pour conclure notre discussion, je propose à la Com. de décider qu'elle délègue auprès de M. Daladier notre Président, accompagné de MM. Paul-Boncour et Laval, pour lui faire connaître la pensée nuancée, mais ferme et unanime, de notre Com.

M. Honnorat. - Oui, mais à condition que la démarche ne donne pas lieu à un communiqué à la presse.

M. Laval. - Je demande, au contraire, qu'il y en ait un. La France entière a les yeux tournés vers l'Italie, et j'ai vu jusqu'à des socialistes militants affirmer qu'il ne faut rien négliger pour trouver une solution.

M. Honnorat. - Un communiqué pourra être donné après la démarche, mais pas avant.

M. P. Laffont. - Il apparaît que, le 2 septembre, la paix ou la guerre a tenu à un cheveu: la France avait accepté la



principe d'une Conférence à Cing, on semblait près de s'accorder sur un retrait symbolique des troupes allemandes. c'est alors qu'à 22 heures les dés ont été jetés par Londres déclarant toute négociation impossible.

Si demain une situation analogue se présente à propos de nouvelles offres, la France aura-t-elle toute sa liberté, ou sera-t-elle liée à des ~~propositions~~ propositions prises par d'autres? Vous avez vu que, par une note officielle à son ambassadeur à Tokio, Londres a déjà répondu non par avance à toute médiation. Il y a un danger extrême à laisser notre gouvernement en face du gouvernement britannique. On peut envisager une réunion du Sénat pour que nous puissions faire connaître notre sentiment, et sans perdre de temps. En attendant, je souscris à la proposition de M. Parayre.

M. Henry Hayg. - J'y souscris également, et j'ajoute ces observations. Je n'exclus pas une réunion du Parlement: les pleins pouvoirs ont été accordés à un gouvernement qui va être incessamment modifié, et dont nous ne connaissons plus la ligne politique. Nous devons être unanimes à vouloir être entendus à cet égard.

Je suis loin d'être anglophobe, étant descendant d'Écossais. Mais il est déprimant de constater que c'est l'intransigeance britannique qui a rendu inopérante la proposition de négociation, alors que le concours des troupes anglaises ne sera guère effectif qu'au bout d'un an, moment où notre population virile aura été saignée à blanc.

M. Baudoux. - Sur la question italienne je suis d'accord, en principe, avec M. Laval, et, du point de vue historique, avec M. Paul Bancour. Mais je crois que, de toutes façons, après le traité germano-russe, rien ne pourrait plus arrêter la volonté de Hitler de se jeter sur la Pologne.

Ne minimisons pas l'effort militaire britannique. D'abord il n'est pas indifférent que la flotte franco-britannique soit plus que double de celle de l'ennemi, même au cas où l'Italie se rangerait aux côtés de l'Allemagne. Et puis, même



pour les armées de terre et de l'air, ce qu'a fait et qu'apporte l'Angleterre est déjà très important: j'ai les preuves et les chiffres sous les yeux.

J'ajoute que l'Angleterre, loin de mal voir un rapprochement franco-italien, a souvent insisté auprès de notre Gouv<sup>t</sup> sur la nécessité de créer dans ce domaine une atmosphère nouvelle, de ne pas faire de marchandage, mais d'envisager le problème dans son ensemble en marchant à l'Italie où est son propre intérêt.

M. Honnorat. - J'appuie ces observations. Il serait tout à fait imprudent d'alarmer nos amis britanniques.

M. Gastien Duparc. - Le Parlement ne doit certes pas obéir à la mission de contrôle, mais non plus l'outrepasser, ni se substituer au Gouv<sup>t</sup>. N'oublions pas que nous sommes en guerre, et que telles attitudes, en pareille situation, peuvent avoir les plus graves inconvénients, telles actions, si elles sont rendues publiques, servir même nos adversaires. La seule chose qui puisse faire hésiter Hitler sera de savoir qu'il a en face de lui des adversaires résolus et indissolubles.

M. le Prist. - Je vais appeler la Com à se prononcer sur la proposition de M. Parayre. Je dois d'abord lui rappeler les conditions d'opportunité dans lesquelles nous nous trouvons, sans même m'attarder, comme je pourrais avoir à le faire, sur les règles qui limitent les pouvoirs des Commissions parlementaires. Ce n'est un secret pour personne qu'il y a aujourd'hui une crise ministérielle ouverte, provoquée par la politique extérieure; un successeur est peut-être déjà choisi à M. Bonnet, et qui semble devoir être M. Herriot. Je vous mets en garde: les démarches sont faciles à décider, mais ensuite il est moins facile d'en arrêter les conséquences. Une démarche faite à l'heure présente par trois personnes, dont deux seraient d'anciens Présidents du Conseil, anciens Ministres des Affaires étrangères, ne va-t-elle pas donner lieu à des interprétations inexactes et que vous n'aurez pas voulues? N'allez-vous pas provoquer des effets tout



différents de ceux que vous attendez?

M. Reibel. - J'approuve l'initiative de M. Parayre. Je crois qu'il faut exprimer au g<sup>te</sup> nos préoccupations sur la question de l'Italie, qui domine tout. Mais j'ai été très frappé de la noble intervention de M. Gastien-Duparc, et je crois que la démarche ne doit pas être rendue publique.

M. Laval. - Il y aurait toujours publicité pour les milieux parlementaires. Il est certain que nous avons accordé les pleins pouvoirs à un g<sup>te</sup> qui va être chargé, notamment en son m<sup>re</sup> des Aff. étrangères. Le nom qui a été cité, et qui n'est pas bien vu à Rome, risque de rendre inopérante, peut-être même dangereuse, ma démarche. Notre Président pourrait dire à M. Saladier que je n'ai pu prendre part à la démarche en raison de la modification <sup>européenne</sup> du cabinet, lui rapporter l'essentiel de ce qui s'est dit ici, et le sentiment unanime de la Com<sup>on</sup> que l'affaire italienne est capitale et qu'il faut tenter immédiatement ce qui n'a pas encore été tenté.

M. le Pr<sup>es</sup>. - Jusqu'ici votre Com<sup>on</sup> des Affaires étrangères a joué, et dans le pays et à l'étranger, d'une autorité réelle et considérable. ainsi a-t-elle pu exercer, à des heures graves, des actions effectives: je vous rappellerai notamment le rôle qu'elle a joué pour faire triompher la non-intervention dans les affaires d'Espagne. Aussi n'en faut-il que davantage veiller à rester dans notre rôle et à l'exercer scrupuleusement. Je vous ferai remarquer qu'il existe des tendances diverses à la Com<sup>on</sup>, et que nous ne devons omettre de tenir compte d'aucune; les circonstances ont-elles permis que toutes ces tendances, celle par exemple de la Gauche démocratique, se manifestent normalement? D'autre part, vous m'avez invité à voir le Président du Sénat, et j'ai dû vous signaler la nécessité d'agir avec beaucoup de prudence, les sentiments exprimés ici par l'Italie pouvant ne pas être partagés, afin que notre démarche ne puisse pas être interprétée comme une série de manœuvres, qui n'étaient pas dans nos esprits.

~~H. Je ne vois pas pourquoi accepter la proposition de M. Laval.~~



M. Mireaux. - Précisément parce que nous sommes en crise ministérielle et que la politique de la France va être engagée par la solution de cette crise, il est indispensable que vous mettiez le Gout au courant des sentiments profonds et quasi-unanimes de la Com, et qu'il ne puisse pas nous dire que nous ne l'avions pas averti.

M. le Prést. - Je lui ai déjà fait connaître ce sentiment; j'en ai pas obtenu tout, mais j'ai obtenu cependant qu'on assiste à Tokio, à Madrid, à Rome, et peut-être l'homme qui va s'en aller est-il victime de ces interventions. L'histoire établira les responsabilités; j'ai fait ce que j'ai considéré comme mon devoir; mais encore une fois je vous mets en garde contre les interprétations possibles de la démarche envisagée.

M. Paul Boncour. - Si cette démarche peut laisser apparaître la moindre hostilité à l'égard de la personne peut-être déjà désignée, pour ma part je m'abstiens.

M. le Prést. - J'ai trop d'amitié et pour vous et pour M. Laval pour bien laisser faire qui donne prise à une interprétation malveillante.

M. Laval. - Je vous demande de dire au Prést du Peil, avec la mission dont vous êtes chargé par la Com, que, devant la modification envisagée du Gout, un débat est nécessaire.

M. Mireaux. - nous n'entendons poser aucune question de personne. <sup>seule</sup> la question est celle des rapports avec l'Italie.

M. Aimé Berthod. - Il ne faudrait pas que, parce que mes amis et moi nous sommes tenus dans la réserve, on préjugât de notre opinion et qu'on s'en prévalût. En tout cas, nous entendons rester à l'écart de toute question touchant à un remaniement ministériel.

M. de Chamberlain. - Je m'associe à ces paroles sages. nous ne pouvons pas peser sur les Gouts s'il y a crise: nous pouvons renverser les hommes, mais non pas les choix. nous ne pouvons pas déléguer notre Prést pour influencer ces choix; d'ailleurs, sur les questions mêmes qui ont été soulevées, possédons-nous tous les éléments de jugement? nous ne savons pas tout ce qui s'est dit entre les Gouts français et anglais. Une démarche de notre Prést interprétant un vote de la



Com<sup>on</sup> peut avoir des conséquences imprévues et dans le pays et au dehors, diviser les alliés, servir l'ennemi. N'encourons pas des risques si graves. En ce qui concerne l'Italie, M. Paul-Boncour a eu raison d'insister sur l'importance ~~de la situation~~ des droits, que nous tenons: ainsi l'Italie est enfermée comme dans un aquarium; c'est à elle de venir nous demander, et nous sommes prêts à l'accueillir.

M. le Pr<sup>s</sup> - Des diverses opinions qui viennent de se manifester il résulte, j'ai cru, que la Com<sup>on</sup> insiste pour confier à son Pr<sup>s</sup>, selon la proposition de M. Paul-Boncour et d'aval, la démarche à faire auprès du Pr<sup>s</sup> du C<sup>eil</sup>. (Assentiment)

Je ferai donc cette démarche avec toute l'énergie dont je suis capable. Je ferai connaître à nouveau à M. le Pr<sup>s</sup> du C<sup>eil</sup> le sentiment de la Com<sup>on</sup> sur les affaires italiennes. La Com<sup>on</sup> a paru désirer aussi que je lui demande pourquoi l'on ne réunit pas les Assemblées. (Adhésion) Je poserais cette question.

D'autre part je verrai, comme vous m'en avez chargé, M. le Pr<sup>s</sup> du Sénat, et j'appellerai son attention sur les points que nous avons examinés.

La Com<sup>on</sup> décide de se réunir le vendredi 15 septembre, à 15 heures.

La séance levée à 19 heures 1/2.



Séance du vendredi 15 septembre 1939, à 15 heures.

Prés. de M. Henry Bréange, Prést.

Présents: MM. M. Plaisant et Lefebvre du Prey, vice-présidents, Paul Laffont et A. Berthod, secrétaires, H. Hays, Steeg, Millerand, Garmier-Duparc, Mireaux, Bardoux, Parayre, Reibel, Boret, Boivin-Champeaux, de Ludo, Peyronnet, Fourment, Buisson, Thourmyre, de Chambrun, Labrousse, Desjardins, Mollard, Paul-Bronck, P. Kaval, R. Renault, C. Ferrand, Honnorat.

La Com. adopte à l'unanimité une motion de MM. Millerand, Bardoux et Reibel, exprimant "à la nation polonaise l'admiration de la Com. pour l'héroïsme avec lequel depuis quinze jours elle résiste à l'agression brutale d'un ennemi redouté, supérieur en effectif et en matériel et l'assurant de la fidélité et de la résolution du peuple français".

M. le Pt. - Vous m'avez chargé de deux missions, l'une touchant l'organisation de nos travaux, l'autre le fond des problèmes examinés. Je les ai accomplies.

Dès le lendemain de notre séance j'ai vu M. le Prést du Sénat. D'autre part, après avoir adressé à M. le Pt du Collège une lettre le 12, j'y suis allé, aujourd'hui même, pendant plus d'une heure.

J'ai, en outre, rendu visite à M. le Pt de la République, qui m'a reçu dès le lundi soir longuement, et j'ai cru qu'il serait incorrect de ne pas voir également M. G. Bonnet.

Mon entrevue avec M. le Pt du Sénat a été cordiale.

Je lui ai exposé les désirs de la Com. pour l'organisation de ses travaux. Après m'avoir observé que les Com., en principe, doivent s'entendre à l'examen des projets et propositions qui leur sont soumis, il a admis, dans une période exceptionnelle comme celle-ci, leur souhait d'une collaboration de contrôle avec le Pt, et s'est déclaré prêt à nous secourir si une difficulté se présentait.

Loin de s'opposer à une coordination entre les grandes Com., il l'a, au contraire, suggérée de lui-même, son idée



étant: des Comités indépendantes, mais non pas étanches. Sans se rallier à un système de périodicité trop rapprochée ni de permanence, il propose que les bureaux des grandes Comités se réunissent une ou deux fois par mois, acceptant que, sans caractère officiel toutefois, ce soit dans son bureau et sous son égide. Il verra nettement d'ici le rôle des Présidents des grandes Comités, et même il a commencé de le jouer.

Quant à une coordination du Sénat, réclamée par certains, il ne saurait en prendre l'initiative sans avoir conféré avec le Président de la Chambre, le Président du Conseil et le Président de la République; il désire de plus s'enquérir du sentiment des autres Comités auprès de leurs Présidents.

A M. Daladier j'aurais soumis les points sur lesquels le Comité s'agit trouvé unanime et indiquer ceux sur lesquels des préoccupations divergentes s'étaient manifestées.

Dans la période de crise ministérielle que vous rappelez, j'ai demandé à voir le Président du Conseil en évitant tout ce qui aurait pu donner prise à une équivoque sur nos vraies intentions. Aussi bien cette crise elle-même que la réunion du Conseil suprême franco-anglais ont retardé le moment où j'ai pu être reçu; aussi, le mardi 12, sentant la nécessité de faire savoir d'urgence au chef du Gouvernement l'essentiel de nos délibérations, j'ai pris sur moi-même de vous adresser la lettre dont je vous donne lecture:

Paris, le 12 Septembre 1939

Monsieur le Président,

A l'issue et comme conclusion de ses deux séances des 9 et 10 Septembre, la Commission sénatoriale des Affaires Etrangères m'a chargé de vous faire part, d'extrême urgence, du point de vue qu'après une longue délibération elle a été amenée à adopter.

1<sup>o</sup> - La Commission est convaincue, dans le moment actuel, de la nécessité de ne prendre aucune initiative qui puisse entraîner l'Italie à se joindre à l'Allemagne.



La Commission estime même qu'une carte diplomatique peut être jouée à Rome, en plein accord avec la Grande-Bretagne, qui a fait connaître là dessus son sentiment au Gouvernement Français, pour consolider la neutralité de l'Italie dans un sens utile à la juste cause de la France, de l'Angleterre et de la Pologne. Il ne s'est pas trouvé une seule voix à la Commission, au cours de ces deux longues séances, pour recommander une attitude agressive contre l'Italie ni une action quelconque, diplomatique ou militaire, en ce sens.

2°- La Commission estime qu'une politique analogue s'impose en ce qui concerne l'Espagne. Nos communications avec la Méditerranée et l'Afrique sont vitales pour nous. Il faut donc tout conduire pour qu'elles ne soient pas mises en danger sur plusieurs fronts en même temps.

A Monsieur Edouard DALADIER,  
Président du Conseil des Ministres  
à PARIS

.....

- 2 -

3°- La Commission estime que notre politique extérieure en Extrême Orient doit être inspirée des mêmes considérations de prudence et de sécurité. Après avoir pris pleine connaissance des dépêches de nos Ambassadeurs à Tokyo et en Chine, elle insiste pour que le rétablissement normal des relations diplomatiques avec le Japon soit opéré le plus tôt possible et pour que soient mises énergiquement à profit les chances offertes à la France par le changement de Gouvernement Japonais consécutif au Pacte Soviété-Allemand.

4°- La Commission a pris acte des communications diplomatiques faites à son Président par le Ministre des Affaires Etrangères, et elle s'est félicitée d'y constater les récentes initiatives d'une politique de cette nature, à laquelle elle demande qu'il soit donné un renforcement plutôt qu'un affaiblissement ou un changement.

5°- La Commission s'est interdit délibérément toute considération de politique intérieure. Elle appelle l'attention du Chef du Gouvernement sur l'extrême importance de ne rien entreprendre qui puisse paraître contraire aux considérations ci-dessus.



J'aurais voulu, Monsieur le Président, vous exposer de vive voix ces délibérations de la Commission, et j'avais prié, dès le 10 Septembre au matin, votre Cabinet de vous le faire savoir. N'ayant pu jusqu'ici être reçu par vous, j'ai jugé préférable, vu l'extrême gravité des circonstances, de ne pas tarder à vous tenir informé. Il va de soi que je reste à votre entière disposition pour l'entretien que vous voudriez bien me fixer.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président de la Commission des  
Affaires Etrangères  
HENRY BERÉNGER

M. Daladier m'a fait dire, et j'aurais déjà, qu'il avait pris note de ma lettre dès sa réception. Je l'ai vu ensuite, ce matin même, et il m'a déclaré en avoir tiré profit, précisant que nous lui aurions fait des choses qui lui auraient été utiles.

Sur ce qui concerne l'Italie, l'Espagne, Japon, il se déclare en parfait accord avec nous, ajoutant que les instructions lues ici même le prouvaient, car elles avaient été données avec son entière approbation; il tient à ce qu'on sache que, en dépit de certains bruits, entre la politique <sup>extérieure</sup> de M. Bonnet et la sienne "il n'y a pas un millimètre de distance". Et nos observations le soutenaient pour aller plus loin.

Je lui ai répété le vœu de la Com que rien ne soit fait qui puisse rapprocher l'Italie de l'Allemagne alors que l'axe a perdu de son efficacité, et demandé si, en dehors des instructions connues de nous, s'exerce une action réelle, et ce qu'elle aurait obtenu.

Il m'a répondu avoir fait plus qu'aucun autre gât, de ce côté, et rappelé l'hommage rendu par lui "au noble effort de M. Mussolini pour la paix", acte hautement apprécié en Italie.

D'autre part, et selon des instructions écrites et téléphonées, notre ambassadeur a gardé un contact permanent avec le cte Ciano. Celui-ci est revenu de Salzbourg, où M. de Ribbentrop et le Führer l'ont traité comme un simple "gaulois", extrêmement mécontent,



et ses sentiments ont retournés. L'Allemagne réclame le commandement de l'Italie à la guerre contre la Pologne et au déploiement de celle-ci. Il s'y est refusé; car le pacte conclu le 26 mai 39 prévoyait, dans ses clauses secrètes, que ce serait seulement au bout de 4 ans que l'Italie accepterait d'envoyer s'il y avait nécessité d'une guerre, en outre, l'Italienne pourrait oublier son amitié avec la Pologne, même si elle n'aurait pas approuvé l'acte fait par elle-ci aux propositions allemandes.

Lors le rapport de M. Ciano au retour, le Duce, bien qu'émue dans un silence caustique, a été considéré comme très vivement touché par les faits, et peu disposé à se prêter à une action de l'Allemagne. Et, en effet, il s'est abstenu.

Notre ambassadeur a été chargé de suivre l'affaire, y a travaillé, a obtenu des résultats, et M. Daladier s'est déclaré décidé à persister dans la même voie. Sur ma demande, il a ajouté ne pas écarter du tout l'idée d'intervenir lui-même auprès de Mussolini, ou de le rencontrer, mais étant entendu qu'il ne s'exposerait ni à un échec ni à payer une carte trop chère.

Il tient à dissiper les rumeurs répandus sur un prétendu dissentiment, dans ce domaine, entre militaires et diplomates, et, pour mieux en marquer l'inexactitude, a ~~exposé~~ <sup>exposé</sup> entre ses mains guerre et affaires étrangères. Dès hier soir, il a ainsi réuni à ses côtés le Général Gamelin et M. Coulondre, et de cette consultation conclut avec plus de force encore que le commandement ne veut nullement la guerre avec l'Italie; il y a accord absolu pour désirer, comme nous-mêmes, de maintenir l'Italie neutre.

Je lui ai fait observer qu'actuellement celle-ci est seulement en position d'abstention militaire, d'attente, et demandé si le Gt avait délibéré de précautions à prendre dans les Balkans pour le cas où cette attente se résoudrait en hostilité à notre égard.

Il m'a répondu que, ce matin même, de Belgrade et de Moscou, il avait été averti que la Russie, qui a mobilisé 6 classes et mis sur pied de guerre toute sa région Ouest, préparait une intervention si multanée en Pologne et en Roumanie; d'autre part l'Allemagne, si son avance en Pologne se poursuivait, entrerait en Roumanie, d'accord avec



la Bulgarie. La Yougoslavie réclamait une intervention française rapide. Les circonstances nouvelles peuvent ne pas laisser au P<sup>t</sup> du Ciel, m'a-t-il dit, le temps de rechercher un accord avec l'Italie pour une intervention franco-anglaise dans le proche Orient.

D'ailleurs, le g<sup>l</sup> Weygand serait appelé à commander l'armée qui opérerait dans ces pays, et déjà des troupes sont en Syrie, avec mission au moins initiale de faire la liaison avec l'Egypte en cas d'attaque sur hier. On n'a voulu (gise) que ce qui pourrait être fait avant d'avoir des assurances du coté italien et espagnol.

M. A. Berthod. - La radio d'Ankara annonce aujourd'hui le voyage à Moscou du M<sup>re</sup> des Aff. Étrangères Turc, et prétend prévoir un pacte de non-agression de la Turquie avec l'URSS, peut-être même avec l'Allemagne.

M. le P<sup>t</sup>. - Le voyage n'a rien d'anormal, étant connue l'amitié des Turcs avec les Russes.

M. P. Laval. - Le traité turco-russe interdit à la Turquie de contracter aucun accord avec une autre nation sans le consentement des Soviets. Le traité anglo-franco-turc n'a pas été ratifié, et ne le sera sans doute pas sans ce consentement.

M. le P<sup>t</sup>. - Il n'y a pas de traité, il y a eu seulement des déclarations, et des projets non signés. Il s'agit là d'une situation dont il ne faut pas méconnaître toute la délicatesse.

M. Labrousse. - alors pourquoi la cession du sandjak?

M. le P<sup>t</sup>. - Vous pouvez interpellé le g<sup>l</sup> à ce sujet. Il s'agirait, je crois, de dégager la Turquie, à un moment où la question était capitale. Vous avez entendu trois fois le M<sup>re</sup> des Aff. Étrangères sur ce sujet. Un décret l'a ratifié l'accord, qui n'a donc pas été soumis aux Chambres. Pour ma part, je me borne à vous renseigner le plus clairement possible.

En ce qui concerne l'Espagne, M. Daladier m'a déclaré que le g<sup>l</sup> Franco observe strictement une neutralité courtoise, j'ai lui ai signalé les incidents qui auraient été soulevés à propos d'un sous-marin et



d'un personnage politique espagnol qui vivent sans existence à ses yeux. Il n'exclut pas que l'Espagne puisse nuire l'Italie si celle-ci se retournait contre nous, aussi entend-il veiller à ne pas ébranler leur position actuelle.

De côté du Japon, il reconnaît la nécessité d'éviter un front de plus, a fait entamer des négociations, et demande la nomination d'un ambassadeur japonais, ce qui va être fait. Il semble que de grands progrès aient déjà été acquis, la question des concessions européennes serait hors de cause en échange de la non-intervention sur le continent chinois.

D'autre part, vous vous rappelez que des questions aient soulevé parmi nous certains vœux d'opinion, j'en ai indiqués au P<sup>t</sup> du C<sup>eil</sup>. En ce qui concerne la conception même de la guerre et d'un objectif idéologique, il m'a dit en traiter avec nos alliés en parfaite confiance réciproque et sans perdre de vue les nécessités politiques de chaque pays.

Quant à une courtoisie éventuelle du Sénat, ne fût-ce qu'une fois par mois ou deux, il considère la chose, sans s'y montrer hostile, comme grave et délicate, et soumise à la nécessité de créer l'atmosphère et de trouver la forme.

Mon entretien avec le P<sup>t</sup> de la République a porté sur les mêmes points; j'ai pu constater la précision extrême de sa documentation, il connaît à fond tous les dossiers diplomatiques et militaires. Il est d'accord avec nous sur tous les points. C'est lui qui m'a conseillé d'écouter au P<sup>t</sup> du C<sup>eil</sup>.

J'ai enfin vu M. Bonnet pour le remercier, en votre nom, de nous avoir parfaitement documentés depuis un an et d'être venu 7 fois devant nous. Il est, lui aussi, d'accord avec nous. De bonnais c'est M. Coulondre qui mettra à notre disposition les dossiers diplomatiques, il n'y aura rien de chargé à cet égard.



M. R. Bernard. - Les événements inattendus que vous nous avez fait pressentir en Europe orientale ne risquent-ils pas d'être exploités par certains éléments militaires, qui ne sont pas du côté du général Gamelin, et qui pourraient à une action contre l'Italie?

M. le P<sup>t</sup>.

Il ne s'agit pas seulement des militaires.

M. R. Bernard. - Je sais, en effet, que dans certains milieux, des personnalités qui ne sont nullement qualifiées donnent de dangereux conseils. Or, la neutralité italienne est essentielle pour nous. Commettre des erreurs de ce côté serait criminel.

M. C. Ferrand. - M. Daladier vous a-t-il parlé des effectifs anglais? Ceci est important pour le moral des nôtres.

M. le P<sup>t</sup>.

Il m'a demandé que, ayant obtenu (avec notre appui) la conscription anglaise, nous lui fassions confiance pour obtenir la mise en ligne rapide des contingents britanniques.

M. P. Laval.

Vous vous réjouissez, haut le P<sup>t</sup>, de votre exposé complet et substantiel. L'organisation de notre travail de contrôle doit-elle prochainement aboutir?

M. le P<sup>r</sup>és.

Le P<sup>t</sup> du Sénat et le P<sup>t</sup> du C<sup>eil</sup> sont d'accord pour admettre les missions spéciales de certains rapporteurs à qui seraient ouverts les dossiers diplomatiques.

Le P<sup>t</sup> du Sénat, quand il aura vu les P<sup>t</sup> des autres C<sup>or</sup>s, nous réunira. Il a déjà l'accord des C<sup>or</sup>s de l'armée, de la marine pour cette coordination de nos travaux.

M. Laval.

La délégation que la C<sup>or</sup> voulait nous donner, à M. Paul-Boncour et à moi, pour accompagner auprès du P<sup>t</sup> du C<sup>eil</sup>, et que la crise ministérielle nous a fait décliner, nous l'accepterions par cette réunion.

M. le P<sup>t</sup>.

Le règlement ne connaît, vous le savez, qu'un P<sup>t</sup>, 8 vice-P<sup>r</sup>és<sup>t</sup> et 2 secrétaires pour chaque C<sup>or</sup>. Si vous envisagez une procédure supplémentaire, pourquoi, disant ou, telles personnes et non telles autres? M. le P<sup>t</sup> du Sénat a proposé une méthode, attendons d'en voir les résultats, et de connaître les propositions



et les vues des autres (ous).

Un échange d'observations a lieu à ce sujet entre M. Steeg, Labrousse, Lafont, le Pt.

M. le Pt. Faites-moi confiance pour saisir le Pt du Sénat de vos vues, le moment venu. (Approbation)

M. Garnier-Duparc. - La situation du côté turc m'inquiète. Je la crois réglée par la cession du Soudjak. Il ne faudrait pas que nous nous laissions devancer par les événements.

M. le Pt. - Si vous désirez entendre à ce sujet le Pt du Peil, comme l'a demandé la 12<sup>e</sup> de la Chambre, je puis le lui demander: lui seul pourra vous répondre.

M. le Pt lit des documents concernant l'Italie et les Balkans.

Il invite M. Mireaux à rendre compte d'un entretien avec M. François Poncet, auquel il a assisté.

M. S. Mireaux. - M. Poncet nous a fait connaître ce qu'il indiquait toute l'heure M. le Pt sur la clause du pacte italo-allemand excluant la guerre pendant 10 ans, et sur le mécontentement provoqué par les entreprises agressives de Salzbourg, ce mécontentement a été accentué par le pacte avec la Russie.

D'autre part, le Duce a été déçu et ulcéré de voir tomber son offre de médiation, le 2 septembre, et sa première réaction a été très vive, elle semble ensuite s'être atténuée.

Pour la paix travaillent, en Italie, le roi, la Cour, la grande industrie, une bonne partie de l'armée, l'unanimité du peuple, et le Cte Ciano. A la guerre pourrissent les chefs et les sub. majors locaux du Parti fasciste, qui ont une forte action sur Mussolini. Celui-ci est une énigme pour le moment, son prestige reste grand et auprès du Parti, et auprès du peuple, qui voit en lui un sauveur dans les moments difficiles.

L'Italie continue à préparer la guerre, et en même temps semble installer la nation dans la paix, notamment tous les bateaux, qu'on aurait fait rentrer, ont repris leurs voyages.

Il y a, dit M. Poncet, des choses à éviter: à la fois



les questions défectives et une approbation trop élatante de l'abstention militaire actuelle, éviter aussi des négociations ressemblant à des marchandages, et enfin éviter une expédition balkanique.

Ce qu'il faut: créer une atmosphère, en continuant de régler rapidement les questions de détail, insister sur la solidarité des intérêts franco-italiens, le danger del'égémonie allemande et la défense de la civilisation méditerranéenne. Enfin développer les relations commerciales, surtout avec les industries del'Italie du nord.

La partie n'est pas gagnée, il faut se garder des fautes, les événements militaires peuvent influencer considérablement, et d'ailleurs dans l'un ou l'autre sens. On devrait passer de la non-hostilité à la neutralité, à la surveillance, et atteindre le moment où se placeraient des négociations pour aller plus loin.

M. Paul-Boncour. - Dans les documents qui nous ont été lus, l'intervention ni par les Balkans ni par la Baltique n'apparaissant possible at'angleterre, nous aimerions connaître le plan envisagé par celle-ci pour secourir la Pologne et la Roumanie conformément aux engagements pris.

M. P. Laval. - nous croyons que la cession du sandjak nous assurerait le concours turc. Je ne puis oublier que, j'en ai dit, l'Italie a pris prétexte des projets d'accord avec la Turquie pour hâter la conclusion d'un pacte avec l'Allemagne.

Non seulement Mussolini a gardé son prestige en Italie, mais il n'a pas cessé d'être le maître absolu de la politique extérieure, et tous les cadres du Parti n'agissent qu'en parfait accord avec lui.

En ce moment, les événements vont vite, ce serait une erreur renouvelée que d'ignorer encore le moment de tenir au seul Italien qui



rassemble tous les fils le langage qui courent. Mussolini ne peut pas envisager de gâter de cœur l'hégémonie allemande. Mais le g't ne semble pas disposé à la politique qui serait de circonstance. N'attendons pas que de graves événements de l'Europe orientale risquent de faire pencher la balance. Je crois qu'il faut aller très vite avec l'Italie, - mais aussi qu'il faut faire bien les choses. Elle a un chef, c'est lui qu'il faut toucher, trouver la formule pour avoir avec lui une conversation. Sans doute, même si l'Italie se tourne contre nous, j'ai foi que la France et l'Angleterre l'emporteront: mais au prix de quels sacrifices! Or, les intérêts, les sentiments, de l'Italie sont de notre côté; mais il y a une politique qu'il faut faire avec elle: notre g't la veut-il?

M. Labrousse. - Un homme politique italien me disait récemment: la destinée de nos deux pays est d'être brouillés pendant la paix pour se retrouver sur les champs de bataille.

M. H. Hays. - Le champ de bataille balkanique aurait semblé exclu. On envisagerait de nouveau des bases d'existence de ce côté. Quelle y serait la participation britannique? Ou bien le seul champ de bataille serait-il sur notre front? La pièce italienne prend toute son importance sur l'échiquier. Il faut éviter de se jeter au cou des Italiens, mais aussi d'arriver trop tard et d'avoir trois ou quatre fronts. En ce qui concerne l'Espagne, notre ambassadeur se plaint que les anciens adversaires du général Franco trouvent ici certains accès inattendus. Il faudrait, sur tous ces points, une direction ferme dans les conseils du g't.

M. Parayre. - Le parti germano-russe a provoqué en Espagne des réactions heureuses pour nous. Mon ancien groupe de la Chambre m'a approuvé unanimement de ~~ces~~ <sup>ces</sup> ~~propos~~ <sup>propos</sup> qu'il n'y ait plus aucune relation avec les anciens adversaires de Franco.

On nous a dit que nous pourrions être saisis prochainement de propositions allemandes, et qu'elles seraient repoussées. Mais alors il faudrait préparer, sans tarder, des contre-propositions, prévoyant notamment une organisation économique du monde, qui auraient un grand retentissement dans le pays et dans tout l'univers et



M. le Pt. feraient encore mieux ressortir la justice de notre cause.  
Il serait évidemment important d'étudier les problèmes que touche votre proposition.

Après échange d'observations entre MM. Labrousse, Paul Banaur, Berthod, le Pt, la Commission en Prést de demander à M. le Pt du Ciel de venir devant elle.

Ministère  
Des  
Affaires Etrangères

Le Sous-Secrétaire d'Etat

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 18 Septembre 1939

Monsieur le Président et Cher Collègue,

Par lettres du 13 de ce mois, vous avez bien voulu me faire connaître que la Commission des Affaires Etrangères, en plein accord avec vous-même, a désigné plusieurs de ses Membres, MM. Jacques BARDOUX, Aimé BERTHOD, René BESNARD, Albert BUISSON, Henri HAYE, HONNORAT, Paul LAFFONT, Marcel PLAISANT, Théodore STEEG, pour étudier respectivement diverses questions auprès de mon Département, et rapporter devant elle lesdites questions.

Je tiens à vous informer qu'il me sera profondément agréable de seconder nos Collègues de la Commission des Affaires Etrangères dans l'accomplissement de l'importante mission qui leur est ainsi confiée. J'avise d'ailleurs chacun d'eux personnellement qu'il me sera agréable de le recevoir moi-même lorsqu'il voudra bien passer à mon Cabinet. Après échange de vues avec nos

P

...../

Monsieur Henry BERENGER  
Ambassadeur de France  
Président de la Commission des  
Affaires Etrangères  
Palais du Sénat  
PARIS.-



Séance du vendredi 22 Septembre 39 - 15 heures.

Prés. M. Henry Bérenger, Prist.

Présents: M. M. M. Plaisant, vice-Prist, P. Laffont et A. Berthel, Secrétaires, Millerand, Bessard, Gasnier-Duparc, Reibel, Desjardins, de Luder, Boret, C. Ferrand, Mireaux, Capus, Hég, Bardoux, Peyronnet, H. Bachelot, Honnorat, de Chambrier, H. Hays, Laval, Boivin-Champeaux, Paul Boncour, A. Buisson, Thourmy.

Excusés: M. M. R. Renault, Pourment, Parayre.

M. le Prist donne la parole à M. Mireaux pour présenter son rapport sur l'organisation du blocus et la question des neutres.

M. Mireaux, rapp. - Mon exposé englobe l'organisation générale économique de la guerre. Je vous communiquerai les enseignements mis à ma disposition très largement et cordialement, notamment par le ministre du Blocus.

M. le Prist - J'avais vu M. Champetier de Ribes pour le prier de réserver le plus libéral accès à nos rapporteurs, et l'avais trouvé très empressé à nous satisfaire.

M. le Rapp. - Cette fois, au contraire de ce qui s'est passé précédemment, la guerre économique a commencé le même jour que la guerre proprement dite: sur le champ, Londres créait un ministère spécialisé, la France vient d'en faire autant.

Je vous rappelle que le régime des prises maritimes en temps de guerre relève, non pas du droit international, mais bien du droit intérieur, et que chaque nation, à l'ouverture des hostilités, se fixe les règles qu'elle entend suivre. Je vais vous exposer celles qui ont été adoptées ainsi que la façon dont le système fonctionne et les résultats qu'on peut en attendre.

Blon la décision prise par la C<sup>m</sup> sur la proposition de son Président, l'exposé de M. Mireaux sera dicté et imprimé en un nombre restreint d'exemplaires que les membres



Collègues je le mettrai en rapport, suivant votre désir,  
avec le Service compétent de mon Administration.

Je saisis cette occasion, Monsieur le  
Président et Cher Collègue, de vous exprimer le grand désir  
que j'aurais de m'entretenir avec vous à une occasion que  
je souhaite aussi prochaine que possible. C'est dans ce  
sentiment que je vous prie de vouloir bien trouver ici une  
nouvelle assurance de ma haute considération et de mes  
sentiments bien dévoués./.

A. Champetier de Ribes

M. & P.

Je vous envoie mieux notifié la suite de notre cause.  
Je serai évidemment l'interprète d'Alfred  
Médinas qui backe cette proposition.

Après échange d'observations entre M. & P. & P.  
Paul Rancour, Berthel, la P. & P. la P. & P. & P.  
de demander à M. & P. & P. de venir observer elle.  
la (on se rendra au vendredi 22 septembre, à  
15 heures.

Je vous envoie à 18 heures.



Séance du vendredi 22 Septembre 39 - 15 heures.

Prés. M. Henry Bérenger, Prist.

Présents: M. M. M. Plaisant, vice-Président, P. Laffont et A. Borthes, Secrétaires, Millerand, Bessard, Gasnier-Dugarc, Reibel, Desjardins, Leclercq, Boret, C. Ferrand, Mireaux, Capus, Huez, Bardoux, Peyronnet, Al. Bachelet, Honnorat, de Chambrier, H. Hays, Laval, Boivin-Champeaux, Paul Boncour, A. Buisson, Thourmy.

Excusés: M. M. R. Renault, Pourment, Parayre.

M. le Prist donne la parole à M. Mireaux pour présenter son rapport sur l'organisation du blocus et la question des neutres.

M. Mireaux, rapp. - Mon exposé englobe l'organisation générale économique de la guerre. Je vous communiquerai les enseignements mis à ma disposition très largement et cordialement, notamment par le Ministère du Blocus.

M. le Prist - J'aurais vu M. Champetier de Ribes pour le prier de réserver le plus libéral accès à nos rapporteurs, et j'aurais trouvé très expressé à nous satisfaire.

M. le Rapp. - Cette fois, au contraire de ce qui s'est passé précédemment, la guerre économique a commencé le même jour que la guerre proprement dite: sur le champ, Londres créait un ministère spécialisé, la France vient d'en faire autant.

Je vous rappelle que le régime des prises maritimes en temps de guerre relève, non pas du droit international, mais bien du droit intérieur, et que chaque nation, à l'ouverture des hostilités, se fixe les règles qu'elle entend suivre. Je vais vous exposer celles qui ont été adoptées ainsi que la façon dont le système fonctionne et les résultats qu'on peut en attendre.

Elon la décision prise par la C<sup>m</sup> sur la proposition de son Président, l'exposé de M. Mireaux sera distribué en un nombre restreint d'exemplaires que les membres



de la Commission pourront consulter sur place.

Un de ces exemplaires est annexé au présent procès-verbal. Le rapport sera transmis au Jeur.  
(v. ci-après)

M. le Pt félicite et remercie M. le Rapp<sup>t</sup>.

M. Steeg. - Le remarquable exposé que nous avons entendu vise les importations de l'Allemagne. A-t-on envisagé aussi le problème des exportations destinées à lui procurer des devises?

M. le Rapp<sup>t</sup>. - ~~Non~~ Oui, mais il est encore plus délicat; il faudra des négociations avec les neutres.

M. M. Raissant. - La Radio allemande a donné une énumération massive de denrées déclarées contrabande de guerre; elle gênera considérablement les neutres. Le Jt entend-il faire quelque chose à cet égard?

M. le Rapp<sup>t</sup>. - Là aussi, il y aura évidemment des discriminations à observer entre les divers pays neutres.

M. Laval. - Il faudrait éviter des scandales comme ceux qu'a vu se prolonger la dernière guerre, où des trains entiers de coton, de bois destinés aux reliques et aux crosses, d'essence de trébenthine, passaient directement de France à l'adresse de l'Allemagne par la Suisse. Sur le nickel se produisaient des trafics étonnés.

Les chiffres donnés par M. Mireaux sont très intéressants. Mais l'Allemagne ne va-t-elle pas avoir à porter de la main bleie et pétrole roumain?

M. le Rapp<sup>t</sup>. - Dès à présent une Cont<sup>e</sup> franco-Britannique est en Roumanie pour procéder à des achats massifs de pétrole.

M. le Prést. - Le nécessaire est prévu également pour des destructions massives.

M. Laval. - Il ne faudrait pas nous endormir sur l'illusion que le blocus suffirait à nous donner la victoire.

M. Paul-Boncour. - Il est évidemment capital de prévenir la main-mise allemande sur les produits roumains.

M. le Prést. - Dès le début, des missions ont été envoyées pour préparer la destruction des principaux puits de pétrole.

M. Laval. - En combien de temps pourraient-ils être remis en



marche?

M. le Pr<sup>st</sup>. - Pendant la dernière guerre il a fallu 3 ans.

M. le Raff. - Les spécialistes estiment qu'avec les moyens actuels ce délai pourrait être ramené à moins d'un an.

M. Paul Boncour. - Quelle garantie avons-nous que l'Italie, à qui nous accordons des facilités pour certaines denrées, et qui est limitrophe de l'Allemagne, observera envers celle-ci l'interdiction de réexporter?

M. le Raff. - La meilleure garantie est sans doute l'espionnage économique.

M. Paul Boncour. - En ce qui concerne le ravitaillement de l'Allemagne par la Russie, outre qu'elle peut améliorer les moyens de transport actuels, <sup>il s'agit de</sup> elle dispose des voies maritimes de la Baltique.

M. le Raff. - Sans doute, mais la Russie, de ce côté, n'a que le port de Leningrad.

M. Paul Boncour. - En ce qui concerne les transports en mer noire, la question de la Roumanie est essentielle.

M. Laval. - J'insiste pour que l'attention du J<sup>t</sup> soit attirée sur la nécessité d'éviter le retour des scandales que je viens de signaler.

M. le Pr<sup>st</sup>. - J'avais eu moi-même à m'en préoccuper au cours de la dernière guerre. Je porterai vos observations au Pr<sup>st</sup> du Conseil.

M. A. Buisson. - Ce ne sont pas des devises que procurent à l'Allemagne ses exportations, car il s'agit de véritables trocs: comment le blocus pourra-t-il paralyser ces systèmes d'échanges?

Quant à la garantie italienne de non-réexportation, je vois bien qu'on peut la contrôler s'il s'agit de matières premières; mais comment faire quand celles-ci ressortent sous forme de produits ouvrés, et, par exemple, s'il entre du tungstène et qu'il sorte de l'acier? Je reviendrai sur la question.

M. le Raff. - Les importations sont adressées à certaines maisons, qui ne doivent pas réexporter dans certaines directions.

J'engagerai les questions que vous nous apporterez, je les soumettrai aux autorités compétentes, et vous ferai connaître les réponses.

M. le Pr<sup>st</sup>. - Sur un sujet aussi important, il sera de bonne



méthode, en effet, que les questions provoquées par un rapport puissent donner lieu à la présentation d'un rapport supplémentaire.

à la demande de M. Paul. Prévost, M. le Rapp.<sup>t</sup> interrogera le Ministère des Affaires Étrangères sur la possibilité, en Mer Noire, de manœuvres navales intéressant le blocus.

M. Thoumyre. Pour les transports maritimes, les alliés disposent d'un moindre tonnage que pendant la dernière guerre, et les armateurs neules hésitent davantage à courir des risques. Il faut donc acheter des bateaux à tout prix.

M. le Rapp.<sup>t</sup> Des cons d'affrètement fonctionnent; ce peut être la préparation pour des achats futurs.

M. Laval. Encore serait-il bon de ne pas décourager les armateurs étrangers, italiens notamment (ceux-ci très francophiles), qui offraient leurs services.

M. A. Buisson. C'est une question capitale et urgente que d'améliorer les transports terrestres et de trouver le fret nécessaire pour que nos exportateurs puissent livrer ~~leurs~~ <sup>les</sup> commandes reçues de l'étranger.

M. Honnorat. Il est de toute importance aussi que l'on sache quelles marchandises on peut exporter.

M. Laval. Un bateau italien, qui d'ordinaire fait son plein de mazout à Alger, n'a pu en obtenir la qu'une très petite proportion, et a dû compléter en Espagne. C'est des pratiques très regrettables.

M. le Prét.<sup>t</sup> Vous avez raison. Ces diverses questions seront retenues par M. Mireaux en vue d'un nouvel exposé.

M. le Prét.<sup>t</sup> Selon notre ordre du jour, j'ai dû maintenant à la com le compte rendu de mes conversations avec MM. Daladier et Champetier de Ribes, appuyés par des communications de documents reçus de M. Coulondre. Je vous ai dit déjà l'accueil parfait que nous réserve M. Champetier de Ribes. Vous avez pu voir également



que le Ministre du Blocus a documenté aussi complètement que possible M. Mireaux, comme suite à une demande, et conformément à la lettre dont j'vous donne lecture:

Ministère  
Des  
Affaires Etrangères

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 20 Septembre 1939.

*Affixe au Procès-verbal  
de la séance du 22 Septembre 1939.*

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, conformément au désir que vous avez bien voulu m'exprimer au nom de la Commission des Affaires Etrangères du Sénat, j'ai reçu M. le Sénateur Emile MIREAUX, et j'ai envoyé à mes services les instructions nécessaires pour qu'ils donnent à votre rapporteur toutes facilités lui permettant d'accomplir utilement sa mission.

Je tiens à vous renouveler l'assurance de la collaboration entière que je suis heureux d'apporter à la Commission et à vous-même.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments de très haute considération. *et de meilleurs*

LE MINISTRE DU BLOCUS :

*D. Berenger*

Monsieur Henry BERENGER,  
Président de la Commission des Affaires Etrangères du Sénat.



D'autre part, le Com<sup>te</sup> m'avait demandé de voir le P<sup>r</sup> du Conseil et de lui demander de venir prendre contact avec elle. Je lui ai communiqué les questions qui avaient été posées ici. Il a accepté en principe de venir devant nous aussitôt qu'il le pourrait. Il s'excuse de ne pouvoir le faire dès aujourd'hui, en raison de la gêne de ses occupations du moment, et par désir aussi de paraître à peu près simultanément devant les Com<sup>tes</sup> des deux Assemblées. Mais il pense que ce sera assez prochain, et, loin de se montrer mécontent, il entend hausser avec les grandes Com<sup>tes</sup> parlementaires.

Il a souligné avec force la complexité de la tâche, après la concentration, entre ses mains, des problèmes militaires et diplomatiques, l'ayant décidée pour éviter toute dualité de conception, même apparente.

Il s'est félicité, et de son voyage sur le front, où il a trouvé les troupes et les populations dans le plus courageux état d'esprit, et de son entente avec le Govt. britannique, la création du Conseil suprême ayant démontré qu'entre les deux armées et les deux G<sup>ts</sup> il n'y a pas la moindre fêlure.

Il veut conduire la guerre avec prudence et fermeté, éviter les offensives précipitées menaçant le sang de la France. Au nom de plusieurs d'entre vous, j'ai insisté sur la nécessité de ne pas donner prise au sentiment que les sacrifices ne soient pas égaux entre les deux pays alliés. Il est entièrement d'accord avec nous sur ces points.

Je lui ai demandé si les deux G<sup>ts</sup> sont d'accord sur une politique de guerre, et ~~avant~~, étant assurée une "offensive de paix", ils ont examiné la question. Il m'a répondu qu'il serait prématuré de fixer des buts de paix, qu'il faut commencer par gagner la guerre, et que ses buts actuels sont de consolider l'unité franco-britannique et de préparer l'assistance américaine, laquelle, ne vient-elle même qu'au bout d'un certain temps, sera décisive, mais aussi de ne pas nous faire des ennemis inutilement: sur ce dernier point, il remercie la Com<sup>te</sup> de l'avoir aidé dans une tâche ingrate et difficile;



il pensait à l'Italie, à l'Espagne, au Japon, j'y reviendrai.

Il a insisté sur la nécessité absolue de pratiquer l'union la plus serrée entre tous les Français et toutes les parties de l'Empire, condition essentielle de la victoire définitive.

Je lui ai transmis les questions posées par un certain nombre de nos collègues.

Sur l'arrivée des contingents britanniques, il a précisé que ceux-ci trouvaient pas seulement à l'intérieur, mais déjà rapprochés du front, qu'ils continuent d'y arriver, parfaitement équipés et préparés, que d'ici peu leur nombre dépassera 100 000 hommes, qu'il importe grandement de ne pas méconnaître les proportions considérables de l'appoint aérien, car les Anglais ont tenu l'air comme ils ont tenu la mer pendant la dernière guerre, ce qui suppléera aux lacunes que nous pouvons avoir encore à réparer.

Dans ce domaine, d'ailleurs, j'ai vu par M. Guy la Chambre, que j'ai interrogé, quels progrès ~~il nous~~ nous avons faits depuis quinze mois. Actuellement, appareils et outillage, notre matériel est de premier ordre. Mais il y avait une distance importante à combler.

Avec l'Amérique, pour répondre à une question soulevée ici par M. H. Hagg, le Pt du Cal convient qu'il y a quelque chose à faire. Il communique fréquemment par téléphone avec M. Roosevelt. Il considère qu'il ne faut agir qu'avec prudence et en ménageant les susceptibilités. D'après les enseignements qu'il en a communiqués, les résultats importants sont déjà acquis, qui confirment, au surplus, le dernier message de M. Roosevelt, aussi habile que considérable.

Pour l'Extrême Orient et la nécessité de n'y pas créer un front de plus, comme s'en inquiétait M. Bonorat, le Pt du Cal est entièrement d'accord avec nous. Il voudrait, malgré l'opposition des bureaux, de télégraphier son assentiment



à la nomination de M. Satoda, l'une des plus hautes personnalités japonaises, comme ambassadeur à Paris. Il ne prétend pas avoir résolu une question très difficile, mais rétabli des rapports normaux. Le Japon n'a rien demandé, la question des concessions n'a pas été soulevée.

Pour l'Italie, dont se préoccupaient M. Loubet-Bernard, le Pt du Cail communique continuellement avec nos deux ambassadeurs auprès du Tsar et du Khan. Leurs télégrammes sont fluctuants de jour en jour; les grands événements récents ont eu leur répercussion à Rome. Sans que soit abandonné l'esprit d'obstination militaire, et le retour indirect à des possibilités de conversations avec les franco-britanniques, un certain refroidissement a suivi l'écroulement du front polonais et les menaces sur les Balkans. Il faut donc aller doucement. Jusqu'ici rien de décisif, mais rien non plus de cassé. La question italienne est liée à celle des Balkans et à celle de l'action franco-britannique; depuis le 7 septembre, nous pressons vigoureusement l'Angleterre d'en finir avec les atermoiements et de décider si elle veut ou non porter une garantie réelle à la Roumanie.

Pour avoir une base d'action il faut s'installer à Salonique, ou à Constantza. Il importe de tâcher de s'entendre au préalable avec l'Italie, sans peine de s'exposer à des dangers redoutables. Il faudra bien arriver à la décision, mais sans la précipiter, et ce pourra d'ore dans quelques jours.

Comment, avait demandé M. Paul Boncour, entend-on secourir la Roumanie & consolider le front oriental? Le Pt du Cail m'a répondu que les quelques divisions de l'armée d'Orient déjà créées peuvent être augmentées, pour se porter, soit sur Suz, soit en Mer Noire, et qu'il a obtenu que le voyage de M. Zaradynski à Moscou soit retardé et subordonné à la signature



du traité franco-anglo-turc

M. A. Berthod. - M. Zarakopoulou n'est-il pas parti maintenant?

M. Le Pt. - Cela ne m'a pas été indiqué. M. Deladier a réussi à faire opérer des modifications importantes dans le traité, qui est sans doute signé et l'œuvre présente.

M. Le Pt donne lecture de plusieurs textes concernant le traité avec la Turquie et les échanges de vues franco-anglo sur la possibilité d'une base d'assistance dans les Balkans.

M. Le Pt.

En attendant que la question soit résolue, le g't a ravitaillé la Roumanie, qui le demandait, et invité l'Angleterre à en faire autant. Il a fait agir nos troupes, où apparaissent d'incessantes oscillations.

Il ne x dissimule pas les redoutables difficultés créées par la collusion germano-russe. S'agit-il d'une alliance de grande envergure, durable et générale, ou passagère, et conciliable avec la neutralité affirmée par l'URSS? C'est peut-être le plus grand problème de l'heure. Si Russie & Allemagne, qui ont toujours poursuivi des conversations multiformes, ont vraiment, avec une hypocrisie féroce, envisagé un programme applicable à l'Europe & à l'Asie, nous nous trouvons devant quelque chose qui dépasse même les prévisions du discours Chamberlain contre le hitlérisme. Si, au contraire, il n'y a qu'une <sup>une</sup> entente passagère, elle peut être exploitée par les diplomates pour élargir les plaies. après de longues hésitations, Londres et Paris ont résolu de ne pas rompre avec Moscou.

M. Deladier a fait demander à M. Molotov comment Emilien sa déclaration de neutralité avec l'apertion contre la Pologne. Notre chargé d'affaires n'a obtenu de voir que M. Potemkine, qui lui a répondu ne pas connaître les secrets du Présidium, et l'a renvoyé à la réponse déjà faite par l'ambassadeur soviétique à Paris. J'ai demandé ce qu'il dit, M. Deladier m'a dit de m'en référer à la marche des événements, et j'ai constaté qu'on n'aurait pas rompu avec l'URSS.

Le concours germano-russe vise-t-il tout l'Occident, en s'efforçant d'ailleurs de rallier le Japon, ou bien n'est-ce



que la reprise de l'ancienne politique tsariste pour reconquérir tous les territoires de races apparentées? Heureux sont ceux qui disent la Russie inquiète de la marche allemande vers l'Est, et désireuse de s'assurer un développement sur une bande de territoire entre Baltique & Mer Noire. Mais nous savons quelles sont les instructions générales du Komintern, reflétées dans le manifeste communiste, et visant à faire déchirer entre elles les puissances capitalistes pour préparer la voie à la révolution stalinienne.

Joignez à cela les informations parvenues sur les manœuvres russes dans la Baltique et la Mer Égée; la flotte soviétique, craint-on à Tallinn, saisirait des prétextes pour se répandre sur les côtes baltes et préparer l'occupation. Nous savons qu'à Salonique les Russes ont préparé leur installation. Leur arrivée dans ces parages ressusciterait une histoire qui n'est pas bien vieille encore. Il est fort possible que la Bulgarie livre passage à leurs troupes. La Turquie, elle, nous est fidèle sans doute, mais elle n'aimerait pas à enrisquer un conflit avec la Russie. Tout cela commande la réflexion. La Yougoslavie elle-même avait enrisqué un pacte de non-agression avec l'U.R.S.S. Enfin il ne faut pas oublier que la Bohême et la Moravie ont été le premier bastion russe, et l'U.R.S.S. verrait aussi à y créer un foyer.

La collusion avec le nazisme a été renforcée par les démarches qui ont abouti à la conclusion d'une trêve prolongée avec Tokio, où le parti militaire relève la tête et reprend son action antibritannique. La partie n'est pas plus gagnée pour nous à Tokio qu'à Rome.

Le but provisoire peut être la domination germano-russe sur l'Europe & l'Asie, le but définitif la révolution universelle au profit du bolchevisme, dont le nazisme ne serait qu'une annexe.

J'ai demandé à M. Daladier ce qu'il faisait à l'égard des communistes français, qui ont publié un manifeste en faveur de la collusion nazi-bolcheviste. Il peut y avoir un grand danger, si l'on pense à certaines



éventualités, à tolérer une propagande très redoutable.

Le Gt est en face de considérations diverses qu'il doit peser, les unes et les autres. Pour nous, nous avons à nous mettre également en face de la réalité, si redoutable qu'elle apparaisse, et à travailler ensuite de notre mieux. (10)

M. Steeg. -

Vous nous avez, dans un bref, ~~un effet~~ <sup>un effet</sup> impressionnant mais dont nous nous savons gré, <sup>montré</sup> divers remous dans les Balkans à la suite de l'intervention russe. Et en Italie?

M. Le Priol. -

à Rome il y a deux centres de résonance. Dans l'un, au Vatican, le successeur de Pie XI, même homme de décision que le grand pontife, qui a fait l'impossible pour rapprocher France et Italie, laisse entendre que la Pologne aurait dû écouter les conseils des hautes autorités catholiques anglaises, et que l'Italie aura à jouer un rôle utile pour la chrétienté. Dans l'autre, au palais Chigi, notre ambassadeur a fait longuement le tour des questions avec le Cte Ciano, inquiet de la collusion russo-germanique pour l'Occident, mais qui dit: le Duce ne se prononcera pas immédiatement l'Italie ne veut pas prendre part dans le conflit actuel, elle aura à intervenir à son heure et on sera bien heureux de la trouver quand il s'agira de sauver le monde occidental, alors elle fera sa politique selon les intérêts qui la concernent.

M. Steeg. -

Elle peut se trouver, elle aussi, débordée par les événements.

M. Laval. -

Jamais j'n'aurais prévu un tableau aussi inquiétant, mais nous vous remercions de nous l'avoir présenté avec une si grande lucidité. Je suis très inquiet: avec les Soviets on a échoué, avec la Turquie on n'a pas abouti, avec l'Italie on nous demande d'attendre. N'attendons pas qu'elle ait passé dans l'autre camp! On se fonde sur l'espérance de la collaboration américaine, qui est vraisemblable, mais à quel moment se décidera-t-elle? Je ne crois pas que le Gt ait bien interprété notre désir en ce qui concerne la politique à faire avec l'Italie. Il insiste pour que le Sénat se réunisse en Comité secret et examine la situation à la lumière des informations que vous nous avez communiquées. Je crains qu'on ne joue malicieusement la carte italienne, qui est essentielle. Je vous demande de faire à ce sujet une nouvelle



démarche auprès du P<sup>t</sup> du C<sup>eil</sup>.

M. Millerand. - Certes de graves fautes ont été commises dans le passé à l'égard de l'Italie, mais actuellement, il serait particulièrement inopportun de courager le Parlement dans de telles conditions, au risque de provoquer une crise ministérielle, alors qu'il est essentiel de maintenir la confiance à l'intérieur et à l'extérieur.

M. H. Hays. - Tous nous avez, Monsieur le Président, admirablement montré quel immense danger menace la civilisation occidentale. La masse même des efforts restés déjà passés en Pologne ~~révèle~~ l'étendue des crises orientales. Si l'on pouvait faire apparaître aux neutres, aux balkaniques, à l'Italie d'abord, la gravité du péril qui les menace eux-mêmes, ils sortiraient de l'expectative. Sans doute des concours nous viendraient, mais il ne faut pas que ce soit quand la France se sera sacrifiée pour la civilisation et épuisée. Il faut en finir avec tous les retards.

M. Bardoux. - Devant la situation qui vient de nous être exposée de façon si émouvante, des décisions et diplomatiques et militaires s'imposent. D'abord il faut éviter toute offensive qui entraînerait prématurément et gravement nos disponibilités. D'autre part, une action diplomatique du côté italien viendrait maintenant à son heure: l'Italie, qui a joué depuis des années la carte balkanique, ne peut rester indifférente à la menace venue de ce côté. Ce qu'il faut, comme l'a dit il y a peu M. Laval, c'est un contact direct et rapide avec la Duce, ainsi qu'en a usé plusieurs fois M. Chamberlain. On ne peut plus se borner à des conversations d'ambassadeurs, ne pourrions-nous le signaler au P<sup>t</sup> du C<sup>eil</sup>?

M. le Pr<sup>s</sup>. - Dans la précédente conversation que j'ai eue avec lui, vous vous rappelez qu'il avait évoqué la possibilité de telles communications directes et personnelles. Je n'ai pas besoin de vous dire que, ayant été moi-même le premier à aller voir M. Mussolini, dès 1932, j'ai resté fidèle à la pensée qui m'inspirait alors et selon laquelle



une faute grave a été <sup>plus tard</sup> commise à Genève en 1938. Mais il faut reconnaître que M. Daladier a déjà fait un grand pas sur une nouvelle route en rendant plusieurs fois un hommage public aux initiatives italiennes. J'ai obtenue, en votre nom, son adhésion à la politique d'action que nous préconisons, et cela n'allait pas sans difficultés. Il a accepté l'idée de téléphoner, quand ce sera possible, au Duce. Si vous voulez forcer les choses, vous risqueriez de provoquer des contre-coups favorables à d'autres thèses qui, il n'y a pas si longtemps, se faisaient jour dans certains milieux politiques. Ce que le Pt du C est déjà fait n'était pas facile, je lui exprimerai encore votre sentiment en lui disant que le temps presse et qu'il ne faut pas attendre de voir les Russes à Salonique. Je me borne à vous appeler qu'en tout ceci, et aussi bien en Italie qu'en France, peuvent jouer bien des éléments de politique intérieure.

M. A. Berthod. - La Turquie, si j'ai bien compris, ne veut pas être engagée contre la Russie; elle interviendra si l'Allemagne entre en Grèce ou en Bulgarie, mais non si c'est en Roumanie, hypothèse qui semble la plus menaçante.

M. Le Pâst. - Elle peut laisser la France et l'Angleterre agir si la Russie est en cause; elle soutiendra leur action en Méditerranée; pour le reste il y aura "des consultations réciproques dans un esprit bienveillant". Nos juristes ont longtemps retardé la conclusion du traité turc, c'est le Pt du C est qui a compris la nécessité d'en finir.

M. P. Ferrand. - Ce que nous défendons, c'est l'intérêt même des Balkaniques et de l'Italie; mais ces pays le sentiraient peut-être mieux, si l'importance du concours anglais leur montrait mieux notre force en face du bloc qui nous menace. Ne pourrions-nous signaler à nouveau la nécessité urgente d'accroître les contingents anglais?

M. Le Pâst. - J'ai déjà signalé la question au Pt du C est, je le ferai à nouveau, mais je vous demande de me laisser la faire de vive voix.

M. Reibel. - J'ai partagé l'émotion de nos collègues devant le tableau si remarquable que vous nous avez fait. Il ne



faut toutefois pas en exagérer la gravité: car, actuellement, l'Europe est dans un état chaotique, tous les pays encore hésitants; peut-être, à mesure que les événements se dérouleront, verrons-nous les situations se clarifier.

M. le Près. - Oui, mais dans la mesure aussi où nous serons unis et forts militairement.

M. Reibel. - Nous ne saurions trop approuver l'intervention de M. Millerand, et nous devons, en effet, tous nous ranger derrière le G<sup>t</sup>, l'aider, le conseiller, après tout pour qu'il fasse cesser les hésitations de certaines nations. On n'a pas, dans les premières heures de la guerre, écarté certains conseils visant l'Italie, et l'on a bien fait, mais alors il faut faire complètement la politique de rapprochement. Il faut agir sur les nations intéressées pour qu'elles s'engagent à elles-mêmes le sort de la malheureuse Pologne. L'entrée en action de la Russie est un fait dont nous devons nous servir, et qui peut être décisif à l'égard de l'Italie. Je voudrais n'avoir pas le sentiment que notre diplomatie n'est pas assez active à tirer parti des événements.

M. Bardoux. - La Com ne pourrait-elle, Monsieur le Président, vous charger d'une mission?

M. le Près. - La méthode ne serait pas sans inconvénients. Faites-moi confiance pour continuer de communiquer vos sentiments au G<sup>t</sup>. (Approbation)  
Séance levée à 18 h. 45.



(Annexe au Procès-Verbal de la séance  
du 22 septembre 1939.)

Rapport de M. Emile Mureau sur l'organisation  
du Blocus, la guerre économique et les Relations  
avec les neutres -  
LA GUERRE ECONOMIQUE  
Messieurs,

Le jour même où il déclarait la Grande-Bretagne en état de guerre avec l'Allemagne, le gouvernement britannique décidait la création d'un ministère de la guerre économique. Lors du remaniement ministériel il a été institué en France un ministère du Blocus. Ainsi à côté de la guerre proprement dite, a été entreprise par les deux pays une guerre parallèle sur le plan économique.

Principes. - Le régime des prises paraît, par sa nature, d'ordre essentiellement international. Cependant les règles applicables aux prises maritimes en temps de guerre ne relèvent que du droit intérieur des peuples. Chaque nation se fixe à elle-même, dès l'ouverture des hostilités, les dispositions et prescriptions qu'elle entend suivre en ce qui concerne les captures. La raison en est que, au contraire de ce qui est admis en matière de guerre terrestre, la propriété privée en mer n'est pas inviolable et est susceptible d'être capturée. Le droit de capture est applicable non seulement aux biens appartenant à des sujets des Etats ennemis, mais même, dans certains cas, à ceux des neutres des nationaux de l'Etat capteur. La saisie a pour conséquence d'effectuer, sans indemnité, un transfert de propriété sous la seule réserve que la capture soit reconnue valable par le tribunal des prises compétent.

Jusqu'à la Déclaration de Paris du 16 avril 1856, il n'existait aucun accord international d'ordre général en ce qui

.....



concerne les prises maritimes. Cette déclaration dispose:

- 1°) que la course est et demeure abolie;
- 2°) que le pavillon neutre couvre la marchandise ennemie, à l'exception de la contrebande de guerre;
- 3°) que la marchandise neutre, à l'exception de la contrebande de guerre, n'est pas saisissable sous pavillon ennemi;
- 4°) que les blocus, pour être obligatoires, doivent être effectifs, c'est-à-dire maintenus par une force suffisante pour interdire réellement l'accès du littoral à l'ennemi.

Une conférence des principales puissances maritimes a eu lieu en 1908-1909. Cette conférence a élaboré une déclaration dite Déclaration du 26 février 1909. Cette déclaration était beaucoup plus complète que celle de 1856 et comprenait 71 articles. Mais elle n'était pas ratifiée lorsqu'éclata la guerre de 1914. La seule déclaration en vigueur est donc celle de 1856.

Comment fonctionna le blocus des puissances centrales de 1914 à 1918. - On attendit sept mois pour l'organiser. C'est seulement en mars 1915 que le gouvernement français et le gouvernement britannique décidèrent d'arrêter sur mer, quels que fussent les navires où elles étaient chargées, toutes les marchandises appartenant à des sujets allemands, ou venant d'Allemagne, ou expédiées en Allemagne. Cette décision fit l'objet de la déclaration des gouvernements français et britannique du 1er mars 1915. En 1916 cependant on renonça à cette déclaration et on revint au régime de la déclaration de 1856.

Dans la pratique, les deux grandes règles suivantes furent appliquées :

- 1°) la contrebande de guerre était saisie purement et



simplement;

2°) les marchandises ne faisant pas partie de la contrebande de guerre et destinées à l'Allemagne n'étaient pas confisquées mais simplement séquestrées pendant la durée de la guerre pour être remises à la paix à leurs propriétaires. En cas de nécessité, elles pouvaient être vendues pour le compte de leurs propriétaires.

Comment la question se pose-t-elle aujourd'hui ?

Le problème est infiniment plus difficile que lors de la dernière guerre.

A partir de 1916 en effet, les seuls pays neutres voisins de l'Allemagne étaient les Pays Scandinaves, les Pays-Bas et la Suisse. A l'heure actuelle, la liste des pays neutres européens susceptibles de faire du commerce avec l'Allemagne est infiniment plus étendue. Elle comprend d'abord la Russie. Mais le cas de la Russie est tellement important et particulier qu'il mérite un examen séparé. Considérons d'abord les autres pays. Ce sont, outre les Pays Scandinaves, les Pays-Bas et la Suisse qui étaient déjà neutres en 1914-1918, les Pays Baltes, la Belgique, l'Ita<sup>si</sup>lie et tous les Etats balkaniques. C'est dire que nous voulons organiser le blocus de l'Allemagne, il nous faut ~~donc~~ organiser la surveillance et le contrôle du commerce extérieur de la majorité des pays européens.

En ce qui concerne le commerce maritime, la chose n'est pas matériellement inconcevable. En Méditerranée, nous contrôlons en effet ou pouvons contrôler facilement les deux entrées du bassin (Gibraltar, Suez). La police de la mer du Nord qui inté-



resse la Belgique, les Pays-Bas, les Pays Scandinaves et la Baltique n'est pas au dessus des forces franco-britanniques. Mais à côté de la question matérielle de la surveillance des routes maritimes, le contrôle du commerce maritime des neutres pose des questions diplomatiques, assez complexes, sur lesquelles nous reviendrons. Première difficulté.

La deuxième difficulté que soulève l'organisation de la guerre économique est la suivante : un certain nombre de neutres susceptibles d'approvisionner l'Allemagne possèdent des excédents de matières premières ou de denrées alimentaires dans leurs territoires métropolitains. Il s'agit, pour ne pas parler de la Russie, de la Roumanie (pétrole et céréales), de la Yougoslavie (cuivre, bauxite et chrome), de l'Italie (soufre et pyrites) et de la Turquie (chrome), de la Hongrie (bauxite). Est-il possible de limiter les exportations de ces deux catégories de pays vers l'Allemagne ? Et pour le faire quels sont les moyens qui sont à notre disposition.

Voilà comment, dans ses termes les plus généraux se pose le problème de la guerre économique.

Voyons quelles sont les mesures qui ont été prises.

#### Les premières mesures.-

Au moment où la guerre a éclaté la Grande-Bretagne préparait la guerre économique depuis deux ans déjà. Tous les services étaient donc à pied d'oeuvre. Il a suffi de les grouper en un département ministériel. Le jour même de la déclaration de guerre, le 3 septembre, était publiée une proclamation royale définissant la contrebande de guerre.



En France, l'instruction du 8 décembre 1928 avait donné mission au Ministère des Affaires Etrangères de préparer, dès le temps de paix, l'organisation des services appelés à fonctionner en temps de guerre, pour contrôler l'action économique à l'étranger. Ce sont ces services qui ont fourni les cadres du Ministère du Blocus qui a été lui aussi à même de fonctionner sans délai. La liste de contrebande de guerre a été publiée dès le 4 septembre au Journal Officiel.

La guerre économique a commencé dès la déclaration de guerre.

#### Coopération franco-britannique.-

Le principe fondamental qui a présidé à l'organisation de cette guerre est une étroite coopération franco-britannique.

Cette coopération existe d'abord en ce qui concerne la législation et la réglementation : les listes de contrebande de guerre sont identiques; les deux pays se communiquent les listes noires. C'était le domaine le plus facile.

Mais elle existe aussi dans le domaine beaucoup plus complexe de la politique à suivre à l'égard des neutres.

Afin de maintenir cette étroite liaison, une mission française de guerre économique, qui dépend aujourd'hui du Ministère du Blocus, a été installée à Londres. Ses membres sont distribués dans chacune des sections du Ministère de l'Economic Warfare, de telle sorte qu'à l'occasion de chaque décision à prendre une consultation immédiate peut avoir lieu entre les Autorités françaises et britanniques pour l'application des principes généraux sur lesquels elles sont d'ores et déjà d'accord.



On notera que cette liaison n'existe pas seulement dans la conduite de la guerre économique proprement dite, mais qu'elle a été établie également en ce qui concerne les achats de la France et de la Grande-Bretagne à l'étranger. Ainsi se trouve écartée toute possibilité de concurrence sur les marchés extérieurs. Là aussi, pour rendre effective cette étroite liaison, ont été installées à Londres des missions d'achat dont le personnel a été fourni par les différents ministères fournisseurs français et qui sont placées sous l'autorité de l'Ambassade de France à Londres, en fait du Conseiller commercial près cette Ambassade. La même collaboration existe en ce qui concerne les affrètements, la distribution du tonnage neutre. Une mission française d'affrètement fonctionne à Londres. En résumé, coordination complète en ce qui concerne les approvisionnements en vivres et fourrages, charbons, pétrole, minerais, métaux, produits chimiques, textiles et cuirs, en ce qui concerne les affrètements et les transports.

Telle est, en France et en Angleterre, l'organisation générale des services chargés de conduire la guerre économique.

Nous allons voir maintenant comment ils fonctionnent. Leur activité s'exerce dans trois directions, dans trois domaines.

- a) contrôle de la contrebande maritime;
- b) contrôle du commerce des neutres continentaux avec l'Allemagne;
- c) négociations avec les pays neutres.

#### Contrôle de la contrebande maritime.-

Pendant la dernière guerre, les Alliés avaient posé



le principe de la saisie ou de l'arrêt de toutes les marchandises allemandes, de provenance allemande, ou à destination de l'Allemagne. La contrebande était saisie, les autres marchandises étaient arrêtées et sequestrées.

En raison des circonstances, c'est-à-dire du grand nombre de pays neutres, cette doctrine n'a pas été maintenue. On est revenu à la doctrine de la Déclaration de 1856. Donc les marchandises qui ne figurent pas sur les listes de contrebande ne seront pas arrêtées, la contrebande elle, étant saisie. Mais la liste de contrebande est si étendue que, dans la pratique, à peu près toutes les marchandises peuvent être saisies.

D'autre part, pour éviter les protestations des neutres, on a maintenu la distinction entre la contrebande absolue, saisissable du moment qu'elle est destinée au territoire ennemi (armes, munitions, carburants, moyens de transports, machines, pièces détachées, métaux, etc.....) et la contrebande conditionnelle, qui n'est saisissable que si elle est destinée aux armées ou aux administrations de l'ennemi (vivres, fourrages, vêtements, etc...). Mais en fait, comme le gouvernement allemand exerce son contrôle sur toutes les opérations <sup>normales</sup>, la distinction est à peu près purement théorique.

Voilà pour le droit.

En ce qui concerne l'exécution, les gouvernements anglais et français ont d'abord organisé l'exercice du droit de visite. Ils ont invité tous les navires neutres à venir se faire visiter volontairement dans un certain nombre de ports (pour la France, Brest, Oran et Sète). D'autre part, des croisières ont été ins-



tituées pour dérouter les bateaux qui ne viendraient pas se faire visiter volontairement.

Mais l'exercice du droit de visite n'est pas la seule précaution. Des listes noires ont été établies, listes de maisons des pays neutres soupçonnés de faire du commerce avec l'ennemi.

Enfin un troisième procédé de contrôle de la contrebande maritime a été mis en oeuvre. C'est celui des contrats d'affrètement. L'Angleterre et la France s'efforcent, à l'heure actuelle, de mettre la main, par voie de contrat, sur la plus grande partie du tonnage disponible. Elles ont, en même temps, décidé que les navires allemands réfugiés dans les ports neutres ne pourraient en aucun cas changer de nationalité : interdiction absolue de transfert de pavillon pour la flotte allemande. Cette politique d'affrètement est complétée et couronnée par une politique d'assurances, destinée à rendre plus difficiles ou plus onéreuses les assurances maritimes pour les compagnies soupçonnées de transporter de la contrebande.

#### Commerce des neutres continentaux avec l'Allemagne.-

C'est de beaucoup la question la plus difficile et la plus délicate. Il est impossible de leur interdire tout commerce, même celui qui concerne des produits fabriqués avec des matières premières importées et faisant partie de la contrebande de guerre. Il ne peut être question que de limiter leur commerce avec l'ennemi. A cet égard on a décidé en principe de distinguer deux catégories de neutres :

a) celle des pays sur lesquels la pression alliée sera la plus forte (Norvège-Belgique-Pays-Bas-Suisse-Portugal-



Espagne);

b) celle des pays sur lesquels la pression de l'ennemi sera égale ou supérieure à la pression alliée (Etats-baltes-Finlande-Hongrie).

En ce qui concerne les neutres voisins de l'ennemi rentrant dans la deuxième catégorie, les Gouvernements français et anglais leur demandent en principe de limiter volontairement leurs exportations aux chiffres d'avant-guerre, faute de quoi une pression économique serait exercée sur eux. La France comme la Grande-Bretagne ne leur expédieraient plus de marchandises, ne leur en achèteraient plus et limiteraient leurs importations en produits d'outre-mer.

Pour ceux rentrant dans la première catégorie, on peut escompter qu'en échange des ménagements à l'égard de leur trafic, il sera possible d'obtenir d'eux qu'ils limitent au niveau du temps de paix (années de référence normales) leur commerce avec l'Allemagne et les neutres adjacents. Dans certains cas même, on devra obtenir qu'ils n'exportent pas vers l'Allemagne certains produits considérés comme d'importance vitale pour elle.

La Roumanie et la Yougoslavie ne figurent pas dans les énumérations ci-dessus. A leur égard, il ne peut être question d'exercer une pression brutale qui les exposerait aussitôt à une agression allemande. Avec le gouvernement britannique, il a été convenu de recourir plutôt à une politique d'achats aussi développée que possible.

Vis à vis de l'Italie, les circonstances politiques commandaient d'avoir une politique particulièrement nuancée. Celle-ci doit se traduire par certaines marques de confiance,



assorties de garanties de non-réexportation au-delà des courants normaux et d'une surveillance très active concernant l'exécution bona fide des accords à conclure. Vis à vis de ce pays, comme de ceux qui ont été précédemment cités, il y a complet accord entre les politiques française et britannique.

Négociation avec les neutres.-

Pour régler ces deux questions : limitation du commerce avec l'Allemagne, et achats éventuels, des négociations ont été entamées par la France et l'Angleterre.

Des négociations sont déjà en cours avec les pays suivants : pays scandinaves, Grèce, Suisse (achats de machines-outils), Italie (livraisons de produits français avec garantie de non-réexportation; autorisation du transit à travers la France, avec même garantie). Belgique (accord minéral français-coke, avec garantie de non-réexportation; octroi d'un contingent de minéral étranger, avec contingent de réexportation). Pays-Bas (prochainement). Yougoslavie (difficulté: cuivre de Bos et matériel de guerre).

Problème russe.-

Quelles sont les principales exportations de l'U.R.S.S.?

Chiffres de 1937 :

Froment	845.000 tonnes	
Seigle	204.000	'
Orge	220.000	'
Bois	5. 000.000	'
Pétrole	1.900. 000	' (1)
Manganèse	1.000. 000	"

(1) production 30 millions de tonnes.



-II)

Donc possibilités théoriques considérables.

Mais pour la Russie le problème n'est pas seulement un problème de disponibilités. Il y a aussi et surtout un problème de transports. Le bois s'exporte surtout par les ports de la mer Blanche et de l'Océan glacial, faciles à contrôler. Les céréales sont surtout produites dans les plaines du sud, mais le transport par fer est très difficile, faute de matériel. Quant au pétrole et au manganèse produits du Caucase, le transport par fer est encore plus difficile; pour le pétrole, il est même pratiquement impossible.

Pour les céréales, le pétrole et le manganèse, la seule voie pratique vers l'Allemagne c'est la mer Noire et le Danube. Très grave problème. Comment assurer le contrôle de la navigation maritime dans la mer Noire ? C'est toute la question des Détroits, de nos relations avec la Turquie, et des relations de la Turquie avec la Russie, qui se trouve ainsi posée.

#### Conclusion.-

Quelle peut être l'efficacité de la guerre économique ? Quelques chiffres :

Principales importations allemandes.

Céréales panifiables :	1.350.000 tonnes
"    non panifiables :	2.540.000 "
Minéral de fer	23.600.000 "
Pétrole	4.940.000 "
Métaux	422.000 "
Laine	156.000
Coton	660.000



7

quels sont les stocks ?

Céréales panifiables .....	10 mois
Coton .....	5 "
Caoutchouc .....	10 "
Minerai de fer .....	3 "
Cuivre et manganèse .....	1 an
Pétrole (production et stock)	7 millions de Tonnes.

[illegible]

22 Septembre 1939.



Vendredi 29 Septembre 39 - 15 heures -  
Présidence: M. Henry Berenger, Prist.

Présents: MM. M. Plaisant, vice-Pr., P. Laffont et A. Berthod, Secrétaires,  
Steg, Millerand, Desjardins, Capes, Bardoux, Honorat, Mireaux, de  
Ludre, Boret, Labrousse, Gasmier-Duparc, R. Renaelt, Lefrançois, R. Bernard,  
Boivin-Champeaux, Laval, de Chambrun, C. Ferrand, A. Brissson,  
Paul-Boncour, M. Bachelet, Reibel, Thourmyre, H. Hays, Jorelet.

M. le Pt lit les textes des récents traités germano-russe et russo-estonien, ainsi que la note officielle destinée à résumer la position franco-britannique.

M. le Pt. - Le secret n'a été demandé, bien que la nouvelle ait été répandue dès hier dans les couloirs, sur le fait que le traité franco-anglo-turc, non encore définitivement signé, va l'être. La France avait demandé à M. Saradjoglou de ne pas partir pour Moscou avant de l'avoir signé; il l'avait promis, cependant il est parti auparavant; mais d'Ankara on nous assure que la signature allait intervenir.

Dans les rencontres à Moscou de cette semaine, M. Saradjoglou a été très bien reçu, du point de vue mondain, mais sans avoir de conversations politiques avec les dirigeants, et semble avoir été tenu à l'écart de la négociation germano-russe. De son côté, la France, par une action appuyée à Ankara, obtenait que le traité qui l'intéresse fût signé par le Prist du Conseil Turc, en attendant le retour du M<sup>le</sup> des aff. étrangères. Il y aurait là un certain équilibre avec ce qui s'est passé à Moscou.

M. Gasmier-Duparc. - A l'heure actuelle, il semble qu'il soit signé sans l'être.

M. le Prist. - Nous n'oublions pas qu'il comporte une annexe stipulant qu'en aucun cas il n'y aura acte inamical de la Turquie contre la Russie, ni réciproquement.

Je crois que toutes les autres informations que j'avais travaillé à vous apporter s'effacent devant l'événement sensationnel d'aujourd'hui, cette collusion absolue entre germanisme et panslavisme pour une marche sur l'Orient.



qui marque une nouvelle page de l'histoire du monde.

M. Laval. - Si j'ai bien saisi le communiqué allemand, aucune tierce puissance ne sera admise à discuter les nouvelles frontières de la Pologne. Or, si la France et l'Angleterre sont fidèles à leur engagement solennel de soutenir la guerre pour défendre ou restaurer la Pologne, elles n'admettront pas cette prétention. Il est vrai qu'elles sont en guerre, à ce titre, contre l'Allemagne, mais non contre l'URSS. Cependant vous nous dites que la paix avec la Turquie exclurait toute hostilité de celle-ci contre la Russie : c'est dire qu'il n'est guère de nature à suspendre les échecs que nous nous enregistrons sur le terrain diplomatique.

Maintenant va se produire l'offensive de paix germano-russe, avec le concours probable d'une puissance neutre ou d'une puissance amie; si elle échoue - et j'appelle mon insistance à vouloir connaître quelle va être ~~notre~~ l'attitude de notre G<sup>t</sup> en face d'une telle offensive - les nouvelles conversations germano-russes signifieront une alliance militaire. L'attitude russe devant conditionner celle de la Turquie, ce que nous pouvons dire de celle-ci devrait fort sujet à caution.

M. le Pt. - Les nouvelles font allusion à l'intervention possible du chef d'une petite puissance et du chef d'une puissance amie. D'après une haute personnalité belge que j'ai vue hier, il pourrait y avoir dans son pays, cette semaine, d'actives conversations, dans les milieux les plus autorisés, à ce sujet.

M. Laval. - Je crois que les puissances visées sont la Belgique, en fait, et l'Italie. J'ai été fâcheusement impressionné de voir celle-ci retirer des troupes du Dodécanèse, comme si elle n'avait pas à se prémunir contre la Turquie. C'est très fâcheux. On dit aussi qu'elle en a envoyé en Libye et sur le Brenner, sans doute pour être prête à toute éventualité.

Nous allons arriver à l'heure la plus difficile de la guerre diplomatique, il va falloir choisir entre les maux le moindre; ne perdons plus aucune des cartes qui nous restent, préparons-nous à adopter une position



assortie à nos moyens et à nos intérêts. J'exprime à nouveau mon idée invariable: pour empêcher la guerre, il fallait la courir de l'Italie; pour l'arrêter, si possible, il le fallait encore; et pour la poursuivre, il le faudra encore plus. Je ne sais pas ce qui a été fait à cet égard.

M. le Pt. - Le matin même, M. Daladier a consacré M. Guariglia pour un entretien très sérieux. Vos efforts n'ont donc pas été vains.

M. Laval. - Excusez-moi de n'avoir <sup>pas</sup> fait et acte une grande admiration.

M. le Pt. - Vous vous plaignez que le Pt du Ct n'eût jamais un C'ambassadeur. Je me suis fait l'écho de vos plaintes, et voici la troisième fois qu'il le reçoit.

M. Laval. - Je rends hommage à votre activité. Mais je redoute que nous n'allions à de nouvelles déconvenues. Comment dire que nous avons rempli tout notre devoir si nous laissons le Gt accumuler fautes ou insuccès. On nous dit que nous ne devons pas gêner, ni consacrer le Parlement avec un risque de crise, quand l'ennemi nous observe. Mais je me rappelle que, pendant la dernière guerre, on ne s'est pas privé de renverser les Gt, et l'on a fini par celui de Clemenceau et par la victoire. Je demande si on nous permet de remplir honnêtement notre mandat de représentants du pays. En présence d'événements formidables, il s'agit d'organiser la défense de notre sol, de notre honneur: que le Gt vienne devant l'Assemblée, en Comité de Crise si l'on veut, et qu'on prenne les mesures nécessaires.

M. A. Berthod. - Le moment est venu de savoir exactement pourquoi on se bat et de quels moyens on dispose. Ces deux questions élémentaires ne semblent pas avoir été posées.

Celle de l'organisation de l'Europe orientale doit l'être nettement. S'agit-il de rétablir les frontières du traité de Versailles, établies sur des données qui se sont révélées fragiles? On échelonnait, contre l'Allemagne et contre la Russie de Piest. à Iovsk, une série de nouveaux petits Etats, qui ne pourraient plus vivre dès que l'Allemagne serait réarmée et la Russie redevenue forte. Au moment de

l'élaboration du traité j n'ai dit qu'un modest petit; puis j l'ai approuvé en croyant à la sécurité collective. Aujourd'hui j demande si nous allons faire tuer des millions de Français pour



reconstituer des impossibilités. Il faut méditer dans ce domaine une conception nouvelle et savoir par quels moyens la réaliser. Ce serait une chimère de croire que la France et l'Angleterre seules y suffiraient, sans le concours de l'Italie, des neutres et des intéressés.

M. J. Bardoux. - Il est surprenant qu'en réponse aux graves documents germano-russes ait été publiée, avant l'audition de M. Daladier par la Com de la Chambre, la note Havas, officieuse, et aussi inopportune pour le fond que fâcheuse dans la forme. On y retrouve la même marque que sur tant de documents du Quai d'Orsay qui nous ont inspiré bien des réserves.

M. le Pt. - Vous faites allusion à une puissance cachée laquelle se sont brisés de nombreux ministères.

M. Laval. - C'est souvent du dehors qu'il faut être prisés.

M. Al. Bachelet. - nous souhaiterions tous de voir l'Italie de notre côté. Mais quelles sont ses conditions? Elles qu'avait énoncées Mussolini sont inacceptables. En tout cas, notre Com pourrait demander à être renseignée.

M. le Pt. - nous entendons, la semaine prochaine, le 1<sup>er</sup> du Ciel. L'Italie n'a pas formulé de revendications nouvelles. Elle avait demandé un port franc à Djibouti, le retour au régime de 1895 en Tunisie, l'entrée d'un administrateur à Tunis. On a refusé.

Le Duce avait déclaré que sur trois points on pourrait s'entendre. On aurait pu trouver le moyen de régler pour un temps les relations franco-italiennes. Aujourd'hui il importe que l'Occident considère la double avalanche qui descend sur lui, celle du bolchevisme pourissant devant lui le nazisme, qui n'en diffère pas beaucoup. Si les peuples de l'Occident veulent continuer leurs broutilles, ils disparaîtront de la carte. Il faut que l'Occident se réveille; et d'autant plus qu'il a derrière lui tout cet autre Occident né de lui, toute cette arrière-civilisation des Amériques.

Il ne doit rien y avoir d'inconciliable entre ce qui a été demandé par l'Italie et les paroles patriotiques de notre Gt.



D'un autre côté, j'ai eu, pour ma part, effrayé par les déclarations faites dès le premier jour à la Chambre des Communes, et où M. Chamberlain <sup>annonçait</sup> ~~disait~~ que nous allions connaître un chef d'Etat et un régime intérieur: fixer de tels buts, ce que n'auraient jamais fait les grands politiques, c'est amener celui qu'on menace à chercher n'importe quels alliés, et regrouper autour de lui tous ses ~~les~~ nationaux.

Hitler, en effet, a aussitôt poussé à fond l'alliance des barbares contre les Occidentaux. Les Soviets ont trouvé l'occasion excellente et pour le panslavisme et pour la révolution universelle. Mais l'Angleterre n'a pas déclaré la guerre à l'URSS: c'est que, puissance asiatique, elle songait à l'Afghanistan et aux Indes.

Ici l'on a fait de même. D'où une situation à la fois grave et confuse, le peuple se demande ce que cela veut dire. Je n'entends nullement qu'il y ait à renverser la politique, et, moins encore, les alliances, qui sont vitales pour nous. Mais il faut que se manifeste une véritable activité pour la recherche des solutions.

M. Millerand. - M. Chamberlain a dit qu'il faisait la guerre à Hitler, comme l'Angleterre avait fait pour Napoléon, mais au régime intérieur allemand seulement dans la mesure où celui-ci doit être transporté au dehors et appliqué aux petites nations.

M. Jovelet. - Notre gt ne pourrait-il amener l'Angleterre à agir envers l'Italie, auprès de qui son crédit doit être grand?

M. le gt. - Je vous ai montré récemment l'arché concordante des ambassadeurs des deux pays à Rome. Mais on s'obstine toujours à causer par leur intermédiaire et par celui du cté Ciano, sans tenter de voir M. Mussolini. On prétend, alors que Russie et Allemagne avancent sans cesse. Je ne crois pas qu'on obtiendrait, à cet égard, plus de M. Chamberlain & Halifax que de M. Daladier. A celui-ci j'ai exprimé avec force tous les inquiétudes produites ici, j'ai fait plus, j'en ai écrit la lettre suivante qui sera annexée au Procès-verbal:



66

66

1

23 Septembre 1939

à Monsieur Edouard DALADIER, Président du  
Conseil des Ministres  
Ministère de la Guerre  
rue Saint - Dominique à Paris

Monsieur le Président,

Comme nous en sommes convenus lors de notre dernier entre-  
tien, je me permets de vous adresser par écrit, les points essen-  
tiels de la délibération de la Commission sénatoriale des Affai-  
res Etrangères dans sa séance d'hier vendredi 22 Septembre 1939.

Tout d'abord, la Commission a été unanime à se féliciter  
du contact cordial établi, de façon régulière, entre le Chef du  
Gouvernement et son Président.

La Commission a également marqué sa satisfaction de la ma-  
nière efficace dont vous avez bien voulu régler, par l'organe de  
M.M. Champetier de Ribes, Pernot et Coulondre, l'exercice, au  
Ministère des Affaires Etrangères, de son contrôle et de sa colla-  
boration parlementaires pendant la durée des hostilités.

Ce contrôle et cette collaboration ont aussitôt commencé  
de fonctionner, par la désignation et la mise au travail de onze  
rapporteurs pour certains problèmes déterminés concernant les  
relations extérieures de la France.

Un de ces rapporteurs, M. Emile MIREAUX, a déjà donné à la

(K.v.p.)

(E.J.V.P.)



3

La Commission vous félicite de votre action personnelle auprès du Gouvernement Turc et vous demande instamment de la continuer sans relâche, par la signature et la mise en oeuvre la plus rapide et la plus efficiente possible du Traité tripartite mis sur le chantier diplomatique depuis de si longs mois.

Enfin, Monsieur le Président, la Commission a accueilli avec joie l'indication que vous avez bien voulu me donner de votre prochaine venue devant elle, aussi rapidement que les circonstances et vos autres obligations le rendront possible.

Je vous serai reconnaissant de bien vouloir me fixer un rendez-vous prochain, ainsi que vous avez bien voulu m'autoriser à vous le demander et je vous prie de croire, Monsieur le Président, à la nouvelle assurance de ma haute considération et de mes sentiments tout dévoués.

Le Président de la Commission :

Henry Bérenger



Commission lecture d'un rapport sur le Blocus et les relations avec les Neutres, rapport qu'elle a approuvé à l'unanimité et qu'elle m'a chargé de transmettre à M. le Sous-Secrétaire d'Etat chargé du Blocus ainsi qu'à vous - même.

La Commission a, d'autre part, approuvé le compte-rendu que je lui ai fait de notre dernier entretien. Elle a manifesté son accord en ce qui concerne le resserrement chaque jour plus intense de la coopération franco-britannique et de l'amitié franco-américaine. Elle a apprécié à son juste prix votre action personnelle de ces derniers temps en ce qui concerne l'amélioration de nos rapports avec l'Italie, l'Espagne et le Japon.

S'agissant spécialement de l'Italie, la Commission m'a demandé d'insister tout particulièrement auprès de vous pour qu'une action franco - britannique plus déterminante soit exercée sans délai à Rome dans le sens d'une coopération active dans les Balkans pour barrer la menace grandissante d'une collusion germano - russe jusque sur les rivages de la Méditerranée.

La Commission m'a aussi chargé de vous demander des éclaircissements sur le caractère exact des relations franco - britanniques avec le Gouvernement des Soviets, qui a envahi la moitié de la Pologne en accord avec le Gouvernement du Reich, tout en proclamant sa " neutralité " à l'égard des puissances garantes de la Pologne, de la Roumanie et de la Grèce.

La Commission s'est montrée soucieuse de savoir par quelles interventions rapides et effectives le Conseil Suprême franco - britannique entend faire face à l'ébranlement de l'équilibre balkanique dont font état tous les rapports des agents diplomatiques français et anglais dans les régions de l'Europe Centrale et Orientale ?



3

La Commission vous félicite de votre action personnelle auprès du Gouvernement Turc et vous demande instamment de la continuer sans relâche, par la signature et la mise en oeuvre la plus rapide et la plus efficiente possible du Traité tripartite mis sur le chantier diplomatique depuis de si longs mois.

Enfin, Monsieur le Président, la Commission a accueilli avec joie l'indication que vous avez bien voulu me donner de votre prochaine venue devant elle, aussi rapidement que les circonstances et vos autres obligations le rendront possible.

Je vous serai reconnaissant de bien vouloir me fixer un rendez-vous prochain, ainsi que vous avez bien voulu m'autoriser à vous le demander et je vous prie de croire, Monsieur le Président, à la nouvelle assurance de ma haute considération et de mes sentiments tout dévoués.

Le Président de la Commission :

Henry Bérenger



M. Peyronnet. En présence de la situation actuelle, j'en demande de faire une nouvelle démarche pour que M. Daladier vienne devant la C.S. le plus tôt possible, avant vendredi prochain.

Il en est ainsi décidé.

M. le Pt. J'accomplirai cette démarche avec le sentiment que nous vivons la journée la plus raisonnable. Sur le cadavre de la Pologne, et face à nos armées, Allemagne et Russie ont signé une alliance complète à tous points de vue, - et j'en parle pas de tous les pays d'Europe et d'Asie qui, pris de panique, ont les yeux tournés vers Moscou.

M. Laval. Rien ne serait moins désirable que de prendre l'Angleterre pour intermédiaire auprès de l'Italie. L'Angleterre ne pardonnera jamais à l'Italie son humiliation dans l'affaire éthiopienne, ni M. Mussolini et l'Angleterre d'avoir voulu l'entraîner en 35, il lui reproche aussi d'avoir répondu par un ultimatum rapide à son offre de médiation récente. Cela n'empêche pas les rapports corrects entre les deux gts. Mais il y a, en dépit des maladroits caprices, beaucoup plus d'affinités entre l'Italie et la France.

A aucun moment, l'Italie ne nous a officiellement adressé de demande précise. Mais il y a eu de petits faits importants. Et notamment les propositions reçues de Ciano et Mussolini par M. Baudouin en janvier 35 et que M. Daladier a connus le 5 février.

M. le Pt. Il n'aurait pas allé à Rome sans avoir causé avec le gt français.

M. Laval. Les journaux défavorables à l'Italie paraissent s'en émeuvraient. De quoi s'agissait-il cependant ? à Djibouti, création d'une zone franche, du même type que celle de la Japodavie à Salonique, et cession onéreuse de la partie éthiopienne du chemin de fer ; - à Suez, favoriser l'attribution à l'Italie d'une part correspondant à celle de son trafic ; - en Tunisie, cristallisation de la situation existant



depuis 1885.

depuis, ~~j'ai~~ <sup>n'ai</sup> pas <sup>connaissance</sup> que l'Italie ait demandé de ~~de~~  
sans doute l'axe Berlin-Rome n'en devrait pas être  
rompu, mais l'amélioration des rapports franco-italiens  
l'aurait affaibli. Cependant on n'a pas donné suite à la  
proposition. Je reconnais qu'en suite l'action de M. Bonnet,  
celle de M. de Mouzie et de M. François Ponce ont réussi à  
créer un meilleur climat. Les bateaux italiens transportent  
nos nationaux et notre fret, l'Italie nous livre du matériel.  
Il se produit cependant encore des maladroites. Or, les  
heures qui passent sont meurtrières, l'affaire italienne,  
délicate, importante, n'a jamais été résolue. Aujourd'hui  
j'apprends l'envoi de M. Pfeiffer à Rome: se rend-on bien  
compte de la situation?

Je veux bien que nous entendions M. Daledier, mais  
quelle sanction s'ensuivra? Je demande que le Parlement  
se réunisse, que la <sup>Commission</sup> ~~Commission~~ <sup>proclame</sup> la conciliation, ainsi  
apparaîtra, par-delà les divergences d'opinion, une  
pensée commune.

M. Steeg... Nous venons d'apprendre l'accord germano-russe  
Total et l'annonce de propositions de paix, qui posent des  
questions hautes; sur ces points chacun de nous doit  
s'exprimer avec responsabilité, et la Commission communiquer  
ses conseils au Gt.

M. le Pt... Nous sommes d'accord pour penser que, devant  
le bouleversement actuel, il nous faut envisager la  
réponse que la France, l'Angleterre, d'autres nations  
peut-être, auront à faire aux propositions de paix  
annoncées. La situation n'est plus la même que lors de  
notre première réunion. Il faut que nous sachions si la  
position prise alors par le Parlement français (et dans  
des conditions sur la régularité desquelles des doutes  
ont été élevés) est maintenue telle quelle, si l'Angleterre  
maintient celle qu'elle avait prise à l'égard de l'Allemagne,  
après celle qu'elle a prise à l'égard de la Russie.

Il est exact que nous sommes ici les conseillers  
seulement du Gt. Nous aurons à délibérer sur les droits.  
Je crois qu'il faut d'abord entendre le Pt du Gt,  
sur un questionnaire que nous devons rédiger aussi.



court que possible, réduit à un très petit nombre de questions essentielles, et l'entendre le plus tôt qu'il se pourra.

Il en est ainsi décidé.

M. Mireaux. - Une des questions devrait être, je crois, celle qu'auroit soulevée M. Labrousse, de nos possibilités militaires présentes, en hommes et en matériel, ainsi que celle de ~~nos~~ possibilités économiques en fonction du nouvel accord germano-russe.

M. Le Pt. - C'est, en effet, essentiel.

M. P. Laffont. - Peut-être soumettons-nous aujourd'hui plus près de faire l'accord sur la demande qui aurait fait événement quand j'y l'aurais présentée: savoir pourquoi et avec qui l'on allait se battre. M. Labrousse avait fait observer que personne ne nous demandait notre avis. Alors, première question: voulons-nous l'exprimer? Deuxième question: quels en sont les moyens?

Une audition du Gt ne peut tendre qu'à nous renseigner, mais non à établir notre collaboration indispensable avec le Gt. Il n'est pas possible de continuer à laisser dicter au peuple français, sans que nos représentants soient consultés, ce qu'il a le devoir de penser, à moins qu'on ne voie aussi la position française engagée par des déclarations à la Chambre des Communes. Il faut que nous puissions prendre nos responsabilités; nos réunions confidentielles ne sont niées d'aucune sanction; si l'on dit qu'il peut y avoir des inconvénients à réunir le Parlement, j'y réponds qu'en de grands maux il faut choisir le moindre. Pour ma part, je crois à notre régime démocratique, et c'est pourquoi j'exige la réunion du Parlement.

M. Ch. Reibel. - Je n'y suis pas absolument opposé, encore que j'en voie les risques dans ces heures extrêmement graves. Quelque opinion qu'on ait d'ailleurs, à cet égard, et sur la continuation d'une paix en conseil du Parlement qui est antérieure à la guerre, c'est la question de fond qui importe: pourquoi avons-nous la guerre? Mais parce que



nous avons compris que l'impérialisme allemand menaçait la liberté du monde entier. Si l'on s'était incliné à Munich, il n'y aurait pas des raisons que j'aurai à vous exposer d'après les documents. Le déchaînement conjugué des deux maîtres, hitlérisme et stalinisme, ne doit pas nous faire changer d'opinion sur les nécessités qui nous ont fait apparaître. Si nous ne faisons maintenant, ce serait faire prochainement revenir sur nous, et gravement accru, le danger que nous avons voulu écarter.

Certes il nous semble qu'on n'agit pas assez, de notre côté. Nous pensons notamment au facteur italien, qui est essentiel. L'Italie s'en tiendrait-elle aux conditions ~~thérapiques~~ antérieurement ? En tout cas, le fait nouveau, énorme, de la menace bolchevique, doit être de nature à secondar nos efforts auprès del' Rome qui avait sauvé l'Italie du bolchevisme. Il faut s'employer à déchaîner une force de coalition anti-bolchevique.

M. H. Hage. - La question de la réunion du Parlement a été posée, elle est urgente. Il ne faut pas que les institutions représentatives puissent être accusées de s'être laissées dépasser par les événements. Je demande à la Com. de se prononcer.

M. Laval. - Je lui propose de déclarer qu'elle demande la convocation immédiate du Parlement et charge son Président de faire les démarches nécessaires.

M. V. Boret. - Laissez-vous nos collègues communistes assister aux séances.

M. Laval. - Le Sénat <sup>est</sup> maître de se prononcer et peut demander le Comité secret.

M. Jovelet. - La question de la convocation du Parlement ne peut venir qu'après celle de l'audition du G<sup>l</sup> à très bref délai.

M. R. Bernard. - Je crois très dangereux que la Com. en ce moment ait l'air de donner au G<sup>l</sup> l'ordre de convoquer le Parlement. Je ne pourrais voter la proposition.

M. Honnorat. - J'ajoute que même une minorité en faveur de cette proposition serait en fait extrêmement grave.

M. le Président. - La proposition serait extra-réplémentaire et ne serait pas de nature à faire respecter la procédure parlementaire. La Com. m'aurait déjà demandé de faire une démarche



auprès du Pt du Senat, j'ai faite et avec énergie, il m'a répondu qu'il réfléchirait et consulterait les <sup>Pts</sup> des autres grandes (Cous). J'attends la suite.

J'ai fait une démarche analogue auprès de M. Deladieu, qui m'a répondu: "Je ne vais pas cela pour l'instant, et, en toutes, je devrais en conférer avec les Pts des deux Chambres et le Pt de la République." J'attends également la suite, de ce côté.

Refaire ces démarches, et à la veille de l'audition du Pt du Ciel, ne me paraît pas opportun. Mettre en flèche la Cou sur un tel sujet, et à l'heure où l'Allemagne se livre au travail que vous savez, serait une chose à laquelle je supplie mes collègues de réfléchir.

M. Laval. - Je rends hommage à vos activités, encore qu'elles n'aient pas eu l'écho qu'elles auraient dû avoir. La réflexion de M. Honnorat me touche. Si on avait mis aux voix ma proposition, je crois qu'elle aurait recueilli la majorité. Mais je m'incline devant les inconvénients signalés, car je crois que, de toutes manières, le Parlement devra être convoqué. Je souhaite qu'il ne soit pas trop tard. Je retire ma proposition.

M. C. Ferrard. - La mission de M. Pfeiffer est-elle exacte?

M. le Prés. - Je minimise son curat praetor. Je ne puis vous répondre à cet égard, je poserais la question.

M. Paul Boncour. - Attendant, pour ma part, d'avoir entendu le Pt pour prendre position, je présume que, de l'échange de vues qui vient de se produire, il ne sera pas déposé une opinion de la Cou à présenter au Pt en interprétant certains silences.

M. le Pt. - Je vous remercie de limiter si bien la conversation que j'aurai avec le Pt du Ciel.

M. le Pt donne lecture d'une lettre de M. Lukaciewicz, ambassadeur de Pologne à Paris, remerciant la Cou de la motion votée par elle, le 5 septembre, l'honneur de la nation polonaise.

M. le ~~Président~~ <sup>Président</sup> lit, et la Cou adopte, <sup>une</sup> ~~la~~ <sup>nouvelle</sup> adresse à l'ambassadeur de Pologne, portant "aux héroïques défenseurs de Varsovie le salut ému de la Cou."

(La lettre de M. Lukaciewicz est annexée ci-après au présent procès-verbal.)



M. M. Plaisant lit son rapport provisoire sur le traité franco-anglo-turc.

Il rappelle les déclarations faites, le 12 mai, par M. Chamberlain au Parlement britannique, et M. Saradjopou au Parlement turc, celles de M. Bonnet et Lualaba, faites le 23 juin, et qui annonçaient la conclusion future d'accords définitifs.

Il expose les conceptions sur la base desquelles a été envisagé un projet de traité dont le texte est actuellement encore tenu pour secret.

M. le Président félicite et remercie M. le Rapp<sup>r</sup>. (Approbation)

M. H. Haye. - J'avais signalé, dès l'origine, que nous cédions le très important territoire du sandjak contre une pièce de très vague littérature orientale. Mon impression ne change pas. Je crains que la seule formule précise du traité ne soit celle qui exclut l'action turque en cas d'intervention russe. En tout cas, il est essentiel qu'on ne refuse pas de nouvelles concessions après celle du sandjak.

M. Paul Boncour. - Même s'ils ne sont pas toujours clairs, les traités valent par l'atmosphère qu'ils créent. Cette fois, on a payé cher, faute d'avoir traité au moment même de la convention des détroits, en juillet 26. La réserve visant l'intervention russe devient aujourd'hui singulièrement plus floue qu'elle n'aurait pu paraître. Ce que j'ai compris, c'est qu'on n'a, par référence à l'art. 19 de cette convention de Montreux, visé le droit de passage dans les détroits pour nos bâtiments que dans le cas d'agression contre la Roumanie et la Grèce, et non pas contre la Pologne, alors que le dernier cas était précisément en vue, et que la Mer Noire était devenue la seule voie d'accès pour secourir la Pologne.

M. J. Bardoux. - Avec vous en, M<sup>onsieur</sup> le Rapp<sup>r</sup>, les rapports du gal Weygand après son passage à Ankara? Je crois que la diplomatie s'en est singulièrement écartée.

M. le Rapp<sup>r</sup>. - Ils ne figurent pas parmi les documents que j'ai pu obtenir sans peine ni insistance.



M. le Pt. - Sans doute et souvent ils, comme tout ce qui est d'ordre militaire, entre les mains de M. Daladier.

M. Mireaux. - Ce qui m'apparaît du projet de traité me fait comprendre que, de Moscou, le Pt du Ciel here ait été invité par M. Saradjoglou à le signer.

M. Boivin-Champeaux. - Je voudrais que nous demandions à M. le Pt du Ciel si, pour le jour où nous aurions à porter secours à un pays de la Mer Noire ou à compléter de ce côté le blocus, nous profitons du répit actuel pour nous armer, par des mesures militaires, faute d'en disposer par accords diplomatiques, la liberté des détroits.

M. le Prés. - La question a déjà été évoquée. Elle sera posée. Nos collègues pourront me faire parvenir leurs questions, ou les apporter lundi à la réunion du bureau. Je répète qu'il sera d'ailleurs opportun de réduire notre questionnaire à un très petit nombre de points. (Adhésion)

Séance levée à 18 heures 27.



Annexe à la séance du 29 septembre.

L'AMBASSADEUR DE POLOGNE

Paris, le 22 Septembre 1939.

No. 415-b/2.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre aimable communication par laquelle vous avez bien voulu m'informer que la Commission sénatoriale des Affaires Etrangères a voté le 15 Septembre dernier, dans sa séance plénière et par acclamation à l'unanimité, une motion d'admiration pour la nation polonaise et d'assurance de la solidarité et de la résolution du peuple français.

Je vous prie, Monsieur le Président, d'être mon interprète auprès de Messieurs les Membres de l'expression de ma conviction que dans cette lutte, entamée par la barbarie germanique contre la civilisation, nous sortirons victorieux, vous Français et nous Polonais, unis dans un même idéal de justice et de morale internationale.

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Monsieur Henry BERENGER

Président de la Commission  
des Affaires Etrangères du Sénat  
Paris

J. L. Kacinski

Guysing



séance du vendredi 6 octobre 39 - 15h30.

Pré de M. Henry Bérenger, Prést.

Présents: MM. M. Plaisant et Lefebvre du Prey, vice-Présidents, Laffont et Berthod, secrétaires, Paul Baulou, Capus, Bardoux, Millerand, Steeg, Honorat, Renoult, Desjardins, H. Bachelot, C. Fernand, Mollard, A. Buisson, H. Hauge, de la Guesle, de Chaulbrun, de Hudde, ~~de~~ Reibel, Pidery, Laval, Peyronnet, Mireaux, Albrousse, Besnard, Gasnier-Duparc, Bourdeaux, Fourment, Boivin-Champeaux, Jovelet, Thounyze, Boret.

Excusé: M. Laroche

M. Daladier, Président du Conseil, M<sup>re</sup> de la Député National et des Affaires étrangères, est introduit.

M. le Prést. - Monsieur le Prést du Conseil, je vous remercie au nom de la Com<sup>te</sup>, d'être venu aujourd'hui même devant nous, alors que vous êtes sollicité par un devoir si important, et que vous avez dû remettre à demain votre rencontre avec les chefs militaires britanniques.

Nous vous remercions aussi d'avoir établi un contact technique, immédiat et continu, avec notre Com<sup>te</sup>, aussi bien par vous-même que par la personne de M. Champetier de Ribes, qui a organisé ce travail avec une méthode dont nous nous félicitons: il fait, en effet, préparer des analyses très complètes des principaux documents diplomatiques, lesquelles nous tiennent au courant des événements jour par jour. Je suis que c'est sur vos instructions que ces méthodes ont pu perfectionner ce qui déjà existait auparavant.

Grâce à la libéralité avec laquelle les dossiers nous sont ouverts, nous pouvons exercer notre contrôle, si au reste nous considérons surtout comme une collaboration.

C'est dans cet esprit même qu'a été conçu le questionnaire que notre bureau avait préparé, que je vous ai remis lundi dernier, et que vous avez



accepté dans ces grandes lignes: nous vous prions, au surplus, de n'y voir qu'un cadre dans lequel le G<sup>t</sup> peut peindre le tableau qu'il entend présenter à la C<sup>on</sup>, et c'est ce que j'aurai marqué dans la lettre dont j'en accompagnais l'envoi.

(Le questionnaire et les lettres échangées entre M. le Pr<sup>és</sup> de la C<sup>on</sup> et M. le Pr<sup>és</sup> du C<sup>eil</sup> sont annexés ci-après.)

M. le P<sup>r</sup> du C<sup>eil</sup> - Je vous remercie des sentiments que vous m'exprimez; ils correspondent à ceux du G<sup>t</sup>: j'ai toujours été partisan d'une collaboration étroite entre le G<sup>t</sup> et le Parlement dans les circonstances normales. Encore plus nécessaire m'apparaît-elle dans les circonstances extrêmement difficiles que traversent et la France et l'Europe. Vous me trouverez toujours décidé à une collaboration totale avec les grandes C<sup>on</sup>s et les Chambres.

J'aurais d'ailleurs réuni le Parlement, car j'ai rien à lui dissimuler, si j'osais dire que, au moins pendant la guerre, nous pourrions, comme il arrive dans d'autres pays, faire qu'il exerce son contrôle sur les grands problèmes sans se laisser glisser à certaines questions subalternes qui risquent de prendre le pas sur les autres: j ne veux pas convoquer les Assemblées pour avoir à répondre sans cesse à des questions sur le paiement des allocations ou sur la libération de certaines catégories de mobilisés.

Vous me trouverez toujours prêt à venir m'expliquer devant vous en toute loyauté sur la seule question qui se pose à nous, et qui est de veiller à la sécurité de la patrie.

Je vous suis gré d'avoir réduit votre questionnaire à un petit nombre d'interrogations brièvement exprimées, qui vont au fond des choses et touchent les difficultés principales que nous avons à surmonter.

Elles se rangent en trois groupes principaux: questions d'ordre militaire, - tableau de la situation diplomatique présente, - buts de guerre, (ou buts de paix, car c'est la même chose.)

Sur le premier point, et sans attendre que j'aie



livre des chiffres, mais en me donnant occasion d'aborder les vrais problèmes, qui, dans une Assemblée comme celle-ci, peuvent être évoqués en toute sécurité, vous me demandez : "Avez-vous le sentiment que les forces franco-britanniques soient capables de soutenir les nécessités de la guerre provoquée par le hitlérisme, i. à. d., en réalité, par le pargermanisme ?" Ce n'est, en effet, ni un homme ni un système de gouvernement que nous combattons, c'est un système collectif de domination sur l'Europe, qui se manifeste aujourd'hui avec les moyens plus horribles, mais qui reproduit, après 25 ans, ce que nous avons déjà connu. (TA)

Or, il faut reconnaître que les gangsters, au début de leurs opérations, bénéficient de l'initiative, sont souvent mieux armés que la police, ce qui ne les empêche pas de finir sur la chaise électrique.

Le combat aujourd'hui se présente total : sur terre, sur mer, dans l'air. Sur mer, les forces franco-britanniques restent très supérieures, quoi qu'il arrive. Après un mois de guerre, la moitié des sous-marins allemands en service a été envoyée au fond.

Sur terre, même si la lutte se réduisait à un duel franco-allemand, je n'hésiterais pas à répondre que l'Allemagne sera vaincue.

Reste l'air, où il n'y a pas douteux que l'Allemagne s'est assurée, par un travail acharné, une supériorité quantitative, que je ne dois pas plus digresser à dissimuler qu'à laisser s'accroître. Mais ce n'est pas une supériorité qualitative, loin de là : dans tous les engagements, les avions de chasse français se sont montrés supérieurs aux allemands. Si on regarde aux chiffres des pertes, aux missions accomplies, ou aux actes d'héroïsme, la vérité oblige à reconnaître que notre aviation de chasse a fait figure extrêmement honorable.

Les avions de bombardement ont été l'objet



des soins particuliers de l'industrie allemande. Par le nombre des appareils elle est supérieure à la nôtre, c'est un fait, et j'en dis clairement la vérité. S'ensuit-il que notre infériorité quantitative puisse être permanente? Je ne le crois pas. Nous avons passé de très importantes commandes à l'étranger, notamment aux Etats-Unis: un grand nombre d'avions sont déjà assemblés là-bas, qui nous arriveront dès la levée de l'embargo. Nous avons passé également des commandes à d'autres pays.

Les Anglais ont fait un effort plus grand que le nôtre. J'ai toujours dit au Sénat et à la Chambre que notre rôle était d'avoir une armée de terre assez puissante pour mettre notre territoire à l'abri de l'agression; ainsi avons-nous forgé le puissant bouclier dont vous constatez, depuis un mois, l'efficacité. Nous avons donc consacré la majorité de nos ressources à cette armée de terre, qui était notre premier objectif. L'Angleterre, elle, libérée de cette servitude, a pu consacrer des sommes énormes à sa marine et à son aviation; ses avions de chasse et de bombardement sont maintenant au point, ils ont pu pénétrer jusqu'à Berlin. La question pour la France est que cette aviation soit là aux premières heures du péril, comme notre armée y est: c'est un effort à faire auprès de l'Angleterre, j'y ai fait inlassablement, et avec succès, puisque M. Chamberlain vient de m'écrire: "Pour l'aviation comme pour le reste, nos ressources sont en commun de même que nos destinées sont communes." J'espère vaincre dans ce domaine les dernières résistances particularistes de certains chefs anglais.

Mais il faut aussi que l'Angleterre fasse un effort sur terre. Déjà elle a établi la surveillance, déjà elle a à la frontière belge tout un corps d'armée, qui a pris position en un point délicat, encadré d'ailleurs par nos troupes, et relevant de notre haut commandement pour la conduite des opérations.

S'il reste encore des progrès à réaliser, un certain nombre de résultats importants ont été acquis dans



les réunions du Conseil d'Europe franco-britannique, lui-même institué dès le début de cette guerre, alors que, pour la précédente, il y avait eu tant de difficultés à y faire les Anglais. J'y ai toujours trouvé un sentiment de coopération nouvelle, qui donne les plus grands espoirs.

À ce propos, j'aimerais mettre un terme à une campagne de calomnies qui voudrait faire croire à la France qu'elle se bat pour l'Angleterre, alors qu'en réalité, si l'Angleterre voulait se replier sur son Empire et se désintéresser de l'Europe comme elle l'a fait pendant de longues périodes, rien ne lui serait plus facile. La politique française, elle, a toujours tendu à engager l'Angleterre dans le sort des peuples du continent. Et nous nous ferions l'écho de telles campagnes! Je n'aurais pas grande confiance dans le destin du pays, si il n'y avait alors que leur origine n'eût pas douteux, qu'elles sont alimentées par des traîtres réfugiés en Allemagne, — campagnes abjectes contre lesquelles nous devons protester de toute notre vigueur. Sachons que, si nous devons toujours soutenir auprès de nos amis les intérêts français, nous n'y réussirons que dans la mesure où nous aurons fait la preuve de notre loyauté. (TTB)

Je ne m'arrête pas davantage aux insinuations d'accords avec l'Allemagne. Quelle force auraient-ils de plus que tous ceux qu'elle a déjà violés?

Il j'en viens au deuxième ordre de questions, qui concernent la situation diplomatique.

Je ne fais pas de retour sur les origines de la guerre, c'est un débat aujourd'hui dépassé. La vérité est que la destruction de la Pologne a été décidée, non le 20 ou le 21 août, mais aux environs du 20. Le Gt allemand proposa au Gt italien de s'associer à cette opération, l'Italie s'y refusa, et



c'est son honneur. A partir du moment où l'airon emporta le C<sup>te</sup> Ciano qui n'avait pas voulu accepter cette violation de la parole donnée par Hitler à Mussolini, les troupes d'approche menées par l'Allemagne auprès des forêts ont été rapidement portées à leur terme, et dès lors la décision de Hitler fut prise.

La Pologne, quand elle fut attaquée, commut la faute de vouloir engager la bataille sur toute l'étendue d'un front de plus de 1.000 kilomètres, au lieu de se replier sur une ligne plus courte et impossible à traverser, en dépit de nos conseils répétés. Cependant, grâce à une bravoure dont il y a peu d'exemples, la Pologne échappait à l'Anéantissement, elle aurait pu prolonger sa résistance pendant de longues semaines, lorsqu'elle fut frappée dans le dos par ce 9<sup>e</sup> russe, qui, depuis des années, dénonçait le fléau hitlérien. Dès lors elle dut perdre. Cependant Varsovie prolongait sa résistance jusqu'au 29 septembre, et, bien que M. Hitler, qui, il y a quelques heures, paraissait sur ses ruines, déclare que ce fut grâce à sa longanimité, elle n'a capitulé que faute de munitions, de vivres et d'eau.

Nous avons pu mettre en direction Roumanie environ des avions polonais avec un million de pilotes, et nous assurerons leur départ vers la France ou l'Angleterre. Ainsi avions-nous récupéré nos aviateurs tchèques, qui ont déjà au front sur nos appareils. Nous avons mis l'or polonais en lieu sûr. Nous avons donné à un nouveau 9<sup>e</sup> polonais l'hospitalité qu'il nous demandait, en posant cette seule condition qu'il fût composé d'hommes capables de valoir l'union de leur patrie et n'ayant jamais participé à aucune intrigue avec leurs ennemis d'aujourd'hui, aussi avons-nous refusé notre asile à un général qui n'offrait pas cette garantie nouvelle que celle de la solennité. Au contraire, le général Sikorski et le comte Zaleski supportent avec une dignité admirable le malheur de leur pays, qui, s'il les avait laissés au pouvoir, ne serait pas dans la situation dramatique actuelle. Nous collaborerons avec eux pour accomplir les choses raisonnables que nous



de nous accomplir.

La Russie a présenté son intervention comme dirigée, non contre la Pologne, mais en faveur des Russes Blancs, des Ukrainiens, et proclamé sa neutralité envers la France, l'Angleterre, et le 31 polonais nous a demandé de ne pas invoquer le casus foederis pour déclarer la guerre; c'est ce que nous avons fait; il n'y a pas d'état de guerre entre nous et la Russie, et cela est préférable. La question est de savoir ce que la Russie va faire. Va-t-elle reprendre le rêve impérial d'extension vers la Baltique et la mer noire, et après avoir violé un certain nombre de paroles, ne va-t-elle pas déjouer à violer celle même qu'elle a donnée à l'Allemagne?

Le partage de la Pologne lui laisse les populations qui ne font pas partie du bloc ethnique polonais, ukrainiens et blancs russiens, et donne à l'Allemagne les autres. Les deux participants ont déclaré le partage définitif et sans trait à toute intervention d'autres pays; l'Allemagne cherche, depuis 10 jours, un Hacha ou un Litovoy qui accepte d'être le chef nominal d'une Pologne d'une dizaine de millions d'habitants; c'est sans doute sur ce point que sa propagande développera son offensive.

La Russie a offert à l'Allemagne de ramener pour elle ses exportations au niveau de 1934 ou 35; mais, pour le faire, il lui faudra ou bien attendre le temps considérable pour développer sa production avec le concours des techniciens allemands, ou bien imposer à sa population une nouvelle réduction de son niveau de vie.

L'Allemagne paraît subitement se désintéresser de l'expansion russe vers la Baltique, qui, depuis des siècles, fait une des crises prépondérantes de sa politique, et où elle a tant d'intérêt, ne serait-ce qu'à l'égard de ses importations de bois et de fer. Cependant la Russie renouveau de ce côté les positions traditionnelles du tsarisme. Elle pousse aussi du côté des Balkans. Tels sont les retournements



auxquels nous assistons de toutes parts.

La poussée russe produit dans les Balkans diverses réactions : en Bulgarie sympathie très nette, espoir de satisfaire les revendications territoriales, d'ailleurs parfaitement raisonnables sur certains points auxquels les traités n'auraient pas eu assez égard (accès à la mer Egée). — en Yougoslavie, d'abord satisfaction, et maintenant inquiétude, qui fait qu'on propose à la Roumanie de consentir à la Bulgarie certains avantages territoriaux équitables pour qu'elle entre dans le système balkanique.

En face de la Roumanie, le danger allemand a cessé de paraître imminent, mais la menace russe sur la Besarabie pousse le Gt qui s'efforce de se concilier la Bulgarie et de se rapprocher de la Hongrie. Et, en Hongrie aussi, toutes prévisions déjaillées : le passage y a été refusé aux troupes allemandes, et une neutralité vigilante maintenue.

Aurons nous la chance de voir se constituer un bloc balkanique, dont nous souhaitons seulement la neutralité, et à l'égard duquel l'Italie aussi aurait un rôle très important à accomplir ? Je ne puis répondre à cette question. Mais il y a un point stable et solide : c'est la Turquie, par qui le rapprochement balkanique pourrait se trouver en contact avec le bloc franco-anglais. Tel est l'effort de notre diplomatie.

Nous avons paraphé avec ce pays un traité en vertu duquel il se porterait à nos côtés, si les intérêts franco-britanniques étaient menacés en Méditerranée. La clause est d'ailleurs réciproque ; et nous avons consenti d'importants sacrifices financiers. Mais la Russie continue à presser fortement sur la Turquie pour tenter d'enlever à ce pacte tous ses éléments positifs. Nous menons sur ce terrain un combat très âpre. Ce que je veux, sans m'attarder à des minuties juridiques, c'est m'assurer la solidarité turque au cas où le conflit s'étendrait à la Méditerranée orientale.

Dès le début, j'ai voulu constituer une armée d'Orient. Mais l'envoyer à Salonique, comme il eût été indiqué, aurait risqué d'enchaîner un conflit avec



L'Italie, que, en dépit de certaines opinions imprudentes, j'ai cru préférable d'éviter.

J'ai cependant envoyé, dès les premiers jours de la guerre, le général Heygand au Levant, avec des divisions et du matériel, pour y être à pied d'œuvre si l'on assiste à une descente ennemie vers les côtes méditerranéennes ou si la péninsule balkanique est enveloppée dans la guerre.

J'espère fermement que la Turquie, si préoccupée soit-elle de conserver la neutralité russe, ne changera pas de position à notre égard, j'en ai reçu l'assurance; nous avons là un point d'appui important, il faudra tout mettre en œuvre pour le conserver.

L'Italie assiste à tous ces changements avec le sentiment qu'elle a exprimé le 2 septembre et confirmé à plusieurs reprises. M. Mussolini est d'ailleurs assez clairvoyant pour comprendre que la fausseté du pans germanisme et du panslavisme est le renouvellement des grandes invasions dont l'empire romain a déjà été victime, et trop réaliste pour croire que, s'il participait à ce mouvement, fût-ce même à la faveur de quelques dons, son tour ne viendrait pas bientôt.

En tout cas, dans tous les documents, dans tous les entretiens, s'affirme la cordialité de nos rapports avec l'Italie. Je crois qu'il y a intérêt à faire le peuple italien s'incruster le plus possible dans l'état de neutralité, à lui montrer les avantages qu'il peut en retirer; nous avons dressé tout un programme d'échanges fructueux. Il faut poursuivre et effort avec patience, savoir consentir même certains sacrifices matériels, renoncer à certaines espérances sentimentales. Déjà le Cte Litvinov a refusé de participer à l'agression contre la Pologne, et en g<sup>de</sup> de prendre à son compte les propositions de Hitler, sans doute parce qu'il les connaît et pense qu'il ne saurait rien à les présenter. Notre volonté



est de rendre nos relations avec l'Italie encore plus cordiales et plus étroites.

Avec l'Espagne nous avons signé un traité de bon voisinage, qui a eu des effets heureux : le bel Franco a démobilité de nombreuses troupes, - ce qu'on appelle "la zone frontalière" n'a pas eu à être garnie ; il a exprimé sa fidélité à l'idéal chrétien et sa désapprobation de l'accord germano-russe, du côté duquel, je crois, n'est pas sa confiance. Il est très préoccupé de l'avenir de la Méditerranée, et ses sympathies pour l'Italie restent très vives.

Restent la Belgique, la Hollande, la Suisse.

La Belgique aurait empêché l'agression contre la Pologne, si elle était restée fidèle aux idées qu'elle avait si souvent affirmées. Car, si tous les petits pays avaient maintenu leur fidélité aux grandes nations qui ont déjà versé leur sang pour les défendre, l'agression hitlérienne ne se serait pas produite. C'est en le cas, notamment, si les armées françaises avaient pu, traversant la Belgique, aller frapper au cœur l'Allemagne industrielle. Aujourd'hui diverses nuances d'opinion, ceuthien du côté catholique qu'ouvrier, semblent annoncer un nouvel état d'esprit.

La Hollande paraît assez décidée à se défendre, mais elle dispose d'à peine 4 divisions, et le recours à l'inondation demanderait plusieurs jours. Nous ne l'avons pas garantie, et elle peut se trouver brusquement envahie. Les Allemands se défendent de vouloir le faire ; cependant il y a des concentrations de troupes motorisées dans la région de Dusseldorf, en direction des ports hollandais & belges.

La Suisse maintiendra sa neutralité avec une armée solide, et un peuple déterminé à se défendre. Elle nous a laissé certaines facilités. Je n'exclus pas la possibilité d'une grande attaque allemande, par mouvement enveloppant, l'un par la plaine de Bâle, l'autre par le Luxembourg.

Le Japon vient de dénoncer le pacte antikomintern.



Il est vrai qu'il a signé avec la Russie un pacte de non-agression : mais c'est le 30 ou 6<sup>ème</sup>, ce qui n'a pas empêché les batailles. Le <sup>Min</sup> des affaires étrangères vient malheureusement de démissionner, à la suite d'un conflit avec le haut personnel de son département, mais le <sup>Min</sup> reste en fonctions. Nous avons accueilli avec grand plaisir la nomination de M. Salvada, ami de la France, comme ambassadeur à Paris, notre ambassadeur a mission de pratiquer à Tokio une politique très cordiale, et de se prêter à un examen complet de la situation quand ce sera possible.

Aux Etats-Unis, la levée de l'embargo serait capitale pour nous, elle permettrait d'écarter les <sup>importantes</sup> commandes <sup>déjà</sup> passées et d'achever le matériel déjà fabriqué. M. Roosevelt paraît très confiant dans l'issue du débat parlementaire. Il redoutait, au Sénat, une destruction, qui jusqu'ici ne s'est pas produite. Ainsi, la solution pourrait intervenir dans une quinzaine. Les effets en seraient incalculables, matériellement et moralement. L'un d'eux serait aussi de nous permettre d'accueillir plusieurs milliers de volontaires américains, parmi lesquels de nombreux aviateurs. Ce serait un fait capital.

Troisième question : buts de guerre, ou plutôt de paix. Ce qui préoccupe les Français, c'est le sentiment qu'ils ne pourraient plus rien entreprendre ni mener à bien tant que durerait un régime où en Europe succèdent régulièrement les violences aux promesses, tant que ne serait pas établie une véritable sécurité pour leur patrie. Au front, tous les combattants m'ont dit : "Si vous nous démolissez maintenant, ne comptez pas sur nous pour répondre, l'an prochain, à un nouvel appel. Tous les six mois, nous avons vu se renouveler pareilles mesures, nous en avons assez, nous voulons pouvoir batailler avec sécurité." Et bien, c'est cela qui



est le but de guerre de la France. L'invasion de la Pologne, ce n'est, après trois autres, qu'une étape de la domination allemande sur l'Europe: elle - la - franchise, qui peut croire qu'il n'y en aurait pas d'autres.

M. Hitler a déclaré l'autre jour: "Certains hommes d'Etat occidentaux me reprochent d'avoir violé ma parole je ne l'ai pas violée, j'ai toujours dit que j'aurais détruit le traité de Versailles." Mais la destruction du traité, ce n'est pas seulement celle des traités du Danemark, c'est aussi celle de la cession de l'Alsace-Lorraine, c'est le redressement des frontières allemandes de 1914 avec absorption d'une grande partie de l'Autriche-Hongrie. Il est impossible d'attacher une importance quelconque à de telles déclarations, sans être dupe ou complice de celui qui les fait. Ce que nous voulons, c'est qu'il y ait enfin en Europe un ordre, que ce désordre incessant de la force soit enfin banni des rapports normaux entre Etats civilisés.

Comment cela peut être traduit dans le détail sur le plan diplomatique, ce serait la matière de tout un débat nouveau. Pour ma part, j'ai très beaucoup moins sensible à la forme du Gt allemand, si honteuse qu'en apparaissent les pratiques qu'à la nécessité de détruire un certain esprit que nous avons toujours connu, et contre lequel il faut que nous prenions des garanties morales et matérielles.

Le Parlement sera associé à l'évolution de toutes ces questions. Si le Gt était résolu de choses sérieuses - et vous ne voudriez pas, par exemple, comme proposition de paix la déclaration Ribbentrop, de Munich, si l'on voulait, par miracle, nous proposer des conditions honnêtes de paix, le Gt, qui a la charge de les examiner, prendrait sa décision et rendrait devant le Parlement lui demander de dire s'il a tort ou raison.

Mais, pour le moment, il s'agit moins de parler de tentatives plus ou moins sincères de paix, que de s'organiser pour que la force ne marque pas de nouvelles étapes victorieuses, et notre premier devoir est de nous montrer dignes de nos soldats. Je reçois beaucoup de lettres, et d'eux, et de parents qui ont déjà perdu un enfant: ils ont le cœur brisé, comme nous l'avons tous.



songeant aux sacrifices inévitables, mais leur zèle est unanime, ils me disent: "C'est à vous maintenant de faire en sorte que les hôtes ne soient pas trahis pour rien."

Il nous faut conduire la guerre pour mettre fin au régime de l'oppression, conduire la guerre, qui nous a été imposée, jusqu'à la victoire qui seule permettra d'instaurer en Europe un régime de justice réelle, de paix durable, et montrer au monde que ~~pour~~ nous n'avons pris les armes que pour en finir avec l'esprit de domination et de violence qui caractérise l'Allemagne d'aujourd'hui comme trop souvent celle d'hier et du passé, nous ne les déposerons que lorsque cette paix sera effectivement assurée. (appl.)

M. le Prés. - Je vous remercie des paroles généreuses, claires, loyales, par lesquelles vous venez de nous exposer l'action militaire & diplomatique du G<sup>t</sup>. Nous sommes unanimes à maintenir, comme nous l'avons proclamé dès nos premières réunions, que nous ne sommes ici que pour soutenir & appuyer cette action. Nous désirons une collaboration permettant l'exercice de notre contrôle: vous nous l'avez donnée. Nous nous félicitons de la séance d'aujourd'hui, qui renforce encore le contact <sup>qui</sup> existait depuis dix semaines entre le G<sup>t</sup> et nous, et se manifestait par l'intermédiaire du Pr<sup>s</sup> et des rapp<sup>ts</sup> de la Com<sup>te</sup>. Aujourd'hui la Com<sup>te</sup> fait entière, au grand complet, est là, et vous remercie de nous avoir parlé comme à des hommes, de ne nous avoir rien caché, de nous avoir dit ce que vous considérez comme la vérité: qu'il faut d'abord conduire et gagner la guerre.

M. Labrousse. - Pouvez-vous, M<sup>rs</sup> le Pr<sup>s</sup> du C<sup>eil</sup>, nous donner des indications sur la situation intérieure de l'Allemagne & de la Russie?

M. le Pr<sup>s</sup> du C<sup>eil</sup>. - J'ai beaucoup d'informations, j'en ai abusé par leur importance: ce sont des impressions



contradictoires de voyageurs. La gêne économique est réelle en Allemagne, nous le savons par des lettres saisies sur les prisonniers. Pour avoir une idée claire sur l'état d'esprit des populations, il faut attendre plusieurs semaines.

La Russie est un pays toujours enveloppé de mystère. Il ne faut pas en colorer la situation d'après nos propres préoccupations. Ce que je crois, c'est qu'il lui faudra du temps pour mettre en valeur ses ressources naturelles.

M. Labrousse. - J'ai entendu parler d'un mouvement en Géorgie.

M. le P<sup>t</sup> du C<sup>l</sup>. - C'est possible. Tous ces pays ont traversés de mouvements centrifuges.

M. Laval. - Je suis pleinement d'accord avec vous quand vous voulez que la France ne soit ni vaincue ni diminuée. J'ai été heureux d'entendre rectifier la formule dangereuse qui semblait être le leitmotiv des bruts de guerre: abattre le nazisme. Vous avez, en effet, bien précisé que ce que vous voulez détruire, c'est le pan-germanisme. C'est là une formule qui correspond mieux à l'esprit français que celle qui pourrait refléter une certaine tendance quasi-religieuse d'autres pays.

Vous espérez une prochaine parité pour notre armée de l'air, et faites état déjà de la supériorité de nos avions de chasse. <sup>vous</sup> Ajoutez que, grâce à notre armée de terre et armée enterrée - nous avons pu interdire à l'ennemi l'entrée de notre territoire. Je veux à cette occasion rendre hommage à Maginot pour l'immense service que lui doit ainsi la France.

Quant à la campagne <sup>de colonies</sup> que vous avez dénoncée, il n'est certainement pas de notre intérêt de favoriser la dissociation des alliés. Je suis moins d'accord avec vous quand vous dites: à quoi bon évoquer les origines immédiates de la guerre? Car il y a eu un jeu dangereux, fondé sur l'espoir de faire reculer Hitler?

C'est, ou bien aussi, fait tout ce qu'il fallait pour défendre la Pologne? Une haute personnalité polonaise, interviewée le 21 septembre par le Messaggero, se plaignait qu'en dépit des promesses celle-ci n'<sup>est</sup> avait pas



recu, interrompus, voire crédits et matériel de guerre.

Vous fonder beaucoup d'espoir sur la constitution d'un front balkanique. Je redoute que, après un certain nombre déjà de défaites diplomatiques, nous n'allions au-devant d'une grave déception du côté de la Turquie; celle-ci ne cache pas qu'elle ne veut rien faire sans être d'accord avec les soviets, et vous ne nous laissez pas beaucoup d'illusions sur eux.

Certes, nous voulons en finir avec l'hégémonie allemande; si nous pouvons écarter l'Allemagne, ni hésitation ni bienveillance n'est possible. Seulement tenez compte de la carte: j'ai assez réclamé depuis 4 ans l'amélioration de nos rapports avec l'Italie et l'Espagne pour m'en féliciter aujourd'hui. Mais nous la devons surtout aux fautes de Hitler et Ribbentrop. Des millions d'hommes vont tomber parce que la France n'<sup>avait</sup> pas su cœurer avec sa voisine d'au-delà des Alpes les rapports qui auraient dû exister. Je demande que rien ne soit négligé pour les restaurer et éviter le retour des erreurs passées. Un seul homme, un seul régime, profiterait de la guerre: Staline et le Bolchevisme, qui, peut-être en feignant de passer d'un camp à l'autre, feront tout pour la prolonger. De ceux-là ne ferez-vous. au contraire, il y a près de nous des cartes qui sont à notre disposition, — jouez-les, et mieux qu'on n'a fait par le passé.

M. A. Buisson. — Notre propagande à l'étranger est dangereusement insuffisante, notamment dans les pays neutres où l'Allemagne fait des efforts considérables, exaltant ses moindres succès locaux. Nos amis y restent dépourvus de renseignements, de documents, ils ne reçoivent même pas les journaux français. Il faut améliorer notre organisation. La propagande, c'est de l'action; il faut aller vite et frapper fort; nous avons beaucoup à faire de ce côté. Aux Etats-Unis, en Roumanie, en Belgique, aucun effort sérieux de



notre part ne contrebalance ceux que multiplie l'Allemagne avec ses nombreuses missions.

Quant au traité turc, il est paraphé, dites-vous : mais quel espoir avons-nous si il n'est signé ? Nous avons livré le Sardjak : la contre-partie que nous en devons recevoir dans cette forme nous sera-t-elle réellement fournie ?

M. C. Ferrard. - Vous nous avez donné des assurances sur l'égalité, que je réclamaux des sacrifices entre alliés. Nous vous demandons d'insister pour l'accroissement des effectifs anglais dans les tranchées.

En ce qui concerne l'aviation, le pays attend que vous agissiez avec la plus grande sévérité contre ceux qui retardent, si peu que ce soit, la livraison, par notre industrie des armements qui permettent d'économiser le sang de nos soldats.

M. A. Pachelet. - Sur les forces militaires de la Russie il existe toute une documentation, où elles apparaissent considérables et par le nombre d'hommes et par la modernisation des engins. Je suis le premier à déplorer l'attitude actuelle de l'UKSS, mais c'est une grande force, et je suis heureux qu'on se soit efforcé de la maintenir dans la neutralité.

M. H. Haug. - En ce qui concerne les buts de guerre, nous avons insisté sur la nécessité de détruire la pangermanisme et de prendre contre ses otages des garanties réelles. Il faudra, en effet, éviter de répéter les erreurs passées : il est incalculable qu'après la dernière guerre la pression anglaise a amené l'évacuation prématurée de la Rhénanie. Il faut donc dès aujourd'hui être d'accord avec nos alliés sur certaines prises de gages qui assurent la sécurité de nos frontières, et par conséquent définir en pleine entente avec eux nos buts, et ne pas attendre, pour prévoir, que la victoire même risque de nous laisser moins forts que nous ne le sommes aujourd'hui.



M. Boivin-Champeaux. - En ce qui concerne le traité anglo-franco-turc, est-il exact qu'il contienne une clause excluant l'intervention de la Turquie à nos côtés si la Russie aide l'Allemagne, et quelle serait actuellement la portée de cette stipulation?

M. de Lussé. - D'après des informations récentes d'Autriche, les anciens soutiens nazis d'Hitler y sont devenus des pires ennemis, tandis que les communistes y sont maintenant ses partisans forcés.

Nous avons eu France quantité d'Autrichiens qui sont extrêmement sûrs et peuvent nous rendre de grands services; on a eu le tort d'en mettre dans des camps de concentration; il faut réparer ces erreurs. (TD)

M. M. Plaisant. - Vous avez marqué, sans méconnaître les objections possibles, la grande importance du front oriental, où nous voyons nous-mêmes la possibilité d'un plan d'action.

Si une base d'assistance devait se constituer à Salonique, y aurait-il opposition irréductible de l'Italie ou négociation possible? Si c'était à Constantinople, serait-ce conciliable avec les obligations et garanties énoncées du traité anglo-franco-turc? Quels sont les projets vers lesquels vous vous orienterez à l'avenir?

M. V. Boret. - La censure ne pourrait-elle arrêter certains articles indésirables, comme celui qui vient d'être publié et laisse prévoir l'évacuation des terrains conquis par nos troupes?

M. A. Reynaud appuie cette observation.

M. Berdeau. - Le problème belge-hollandais est capital. Le tracé de la ligne actuelle de défense belge nous



ferme l'accès éventuel de la Belgique, tandis qu'il ouvre  
à l'Allemagne le trajet secondaire qui conduit à la  
trouée de l'Oise. Entendez-vous renouveler vos efforts  
à la Haye, Bruxelles et Luxembourg?

M. Miraux appuie cette observation et ajoute: Quelles sont les  
précautions militaires qui ont pu être prises dans la  
secteur qui touche au Luxembourg?

M. Jovet: M. Butler a déclaré aux Communes que l'Allemagne  
s'était engagée à ne pas s'engager à la guerre des gaz.  
Est-ce exact?

M. le P<sup>t</sup> du Ciel Je réponds successivement aux diverses questions  
posées.

D'abord à celles de M. Labrousse et Laval, concernant  
les origines lointaines ou immédiates de la guerre.

Je m'inscris énergiquement en faux contre les  
assertions accusant les franco-britanniques de n'avoir, en  
quoi que ce soit, pas exécuté leurs engagements envers la  
Pologne. Nous les avons tenus aux dates fixées, tant en ce  
qui concerne la mobilisation, la concentration de nos  
armées, que l'allocation et l'épuisement des crédits  
convenus, 2 milliards d'après les accords de Rambouillet,  
puis 800 millions en 1936, dont il n'a dépendu que de la  
Pologne d'utiliser toutes les disponibilités.

Quant au matériel, j'ai envoyé des quantités  
d'avions et de chars qui dépassaient même nos engagements.  
Mais, quand une armée est en retraite, les envois de  
matériel ont peine à la rejoindre à temps; une partie de  
ceux-ci n'a pas trouvé ses destinataires aux lieux et dates  
où ils devaient se trouver.

La France n'est en rien responsable de la défaite polonaise.  
Il y a eu de graves erreurs commises par le G<sup>t</sup> polonais,  
qui n'a voulu accepter l'envoi ni du G<sup>l</sup> Mittelthamer,  
ni de la mission française que nous lui avions  
promise sur sa demande et que nous voulions faire  
partir dès les premiers jours de la guerre. Le G<sup>l</sup> Fauriol,



officier de grande valeur, que nous avions placé près du commandement polonais, n'a jamais pu obtenir un entretien sérieux avec le Lt Rydz-Śmigły. Le gal Armiański, qui était le meilleur des conseillers pour l'aviation, a prodigué inutilement les avis les plus opportuns. Il ne faut donc pas qu'on vienne, du côté polonais, mettre en cause le concours français. Le haut commandement polonais a fait preuve de la plus complète méconnaissance des exigences de la guerre moderne. Si l'on avait eu à la tête des armées polonaises des hommes comme les généraux Sikorski ou Haller, la résistance aurait été beaucoup plus efficace et plus longue.

En ce qui concerne les Balkans, j'ai dit non espoir de voir s'y former une certaine communauté politique, et s'attester la fidélité turque. Mais j'ai dit aussi qu'il s'agit d'une situation extrêmement mouvante et pleine d'imprévu. Je me borne à répéter qu'à constituer cette communauté nous ne cessons de travailler. La Turquie a toujours déclaré qu'elle ne veut pas se mettre en conflit avec la Russie; elle ne le peut pas, pour des raisons historiques et géographiques. Nous ne le lui avons d'ailleurs pas demandé, mais seulement d'être à nos côtés dans deux cas, celui où une puissance méditerranéenne provoque la guerre dans la Méditerranée orientale et celui où il se produirait une descente d'armées allemandes sur la Méditerranée; elle nous l'a promis, et n'est pas revenue sur sa promesse. Certes il y a un péril: c'est que la Russie, tout en restant officiellement neutre, paraisse s'associer à une opération allemande de descente sur la Méditerranée. C'est ce que nous nous efforçons d'empêcher.

M. Paul Boncour. - Il y a un autre danger: c'est que la Russie s'empare de la Bessarabie, auquel cas la garantie turque ne jouerait pas pour valider une action de notre part en faveur de la Roumanie.

M. le Pt du Ciel. Si ce cas se produisait, êtes-vous sûr que



la Roumanie résisterait? mais il est certain qu'en ce cas nous n'aurions pas le concours turc.

M. Laval. - Je constate que c'est parce que vous avez fait le projet d'accord avec la Turquie, dont les limites nous apparaissent bien, que s'est décidée l'alliance italo-allemande.

M. le Pt du Ciel. Cette alliance est antérieure à l'accord en question. Mais il faut se replacer, pour juger les choses, au moment où il a été envisagé. Aujourd'hui l'Italie, dans chacune de ses traités, pratique à notre égard une politique d'abstention militaire; mais, si elle ne l'avait pas fait et que nous n'ayons pas eu d'autre part un accord avec la Turquie, c'était toute la Méditerranée orientale où nous nous trouverions inquiétés. Il est vrai qu'à présent les situations se sont retournées, et aussi le traité turc a perdu la pointe qu'il pouvait présenter contre l'Italie; mais, si il n'en avait pas été ainsi, nous ne pourrions rien faire pour Suez, l'Egypte, les îles.

Lorsque j'ai envoyé des divisions au Levant, j'en ai avisé l'ambassadeur d'Italie courue d'une mesure qui ne pouvait pas porter ombrage à son pays. Envers l'Italie, notre politique se déroule avec la prudence que nous conseille le G<sup>t</sup> italien lui-même pour des raisons qui se comprennent. Je souhaite que la position actuelle de l'Italie se maintienne; et peut-être, un jour, comme tous le désirent, elle-ci prendra pleine et entière conscience du danger que représente pour toute la civilisation la collusion germano-russe.

Envers l'Espagne aussi nous pratiquons une politique de raison, et il n'y en a pas d'autre à faire.

En ce qui concerne l'article signalé par MM. Boret et Peyronnet, je constate que le courrier ne pèche pas toujours par excès, comme on aurait pu le croire. Il y a eu dans ce domaine beaucoup d'erreurs, et il y aura beaucoup de réformes à opérer.

Pour la propagande à l'étranger et la nécessité d'y prévoir des méthodes, j suis d'accord avec vous, et j'



prends note des observations de M. A. Briston.

Pour la radio, il a fallu improviser, des critiques justifiées se produisent, j'ai fait tous mes efforts pour remédier aux déficiences qui se révèlent. De moins nos émissions en langue française ont. elles maintenant au point, exercent une heureuse influence.

A M. C. Ferrand j'ai répondu que j'ai compris son sentiment sur la nécessité d'accroître les effectifs anglais en ligne. Mais nos alliés tiennent leurs promesses; dans peu de jours, un 2<sup>e</sup> corps d'armée doit être installé en France. Nous tâchons d'obtenir davantage, et notamment la présence de réfugiés britanniques parmi nos troupes face à la frontière du Nord-Est.

A M. H. Haye j'ai répondu que la question de nos entrées de guerre réclame d'être méditée avec beaucoup de soin, en en parlant le moins possible. Entrer dans le détail serait actuellement dangereux. Ce sera encore un sujet sur lequel exercera la collaboration du G<sup>t</sup> et des Coms.

Avec M. de Leusse j'ai déploré les erreurs commises envers certains Autrichiens. Nous avons accepté la création d'un Conseil national autrichien où fusionneront toutes les nuances politiques, et qui pourra & nous aider à faire la police des réfugiés.

A M. Bourdeaux j'ai répondu que, si la Belgique était envahie, c'est évidemment la trouée de l'Oise qu'il faudrait protéger. Mais la question la plus grave & urgente est celle du Luxembourg: la Belgique considérerait-elle qu'attaquer le Luxembourg sera l'attaquer elle-même?

M. Ch. Reibel. - N'existe-t-il pas un pacte belgo-luxembourgeois?  
M. le P<sup>t</sup> du C<sup>eil</sup> Non, il ne s'agit que des questions économiques

Il est exact, comme l'a indiqué M. Jovelet, que



L'Allemagne s'est engagée à ne pas user des gaz, - ce qui ne veut pas dire qu'il n'y ait pas des réserves d'obus chargés de gaz. En Pologne, il ne semble pas qu'elle en ait usé. Nous avons pris un engagement analogue, et nous le tiendrons, à moins, évidemment, que nos ennemis, en usant de ces engins, ne nous forcent d'y recourir nous-mêmes.

M. Gaston-Duparc. - Pourriez-vous nous dire les chiffres des pertes allemandes en Pologne?

Que pensez-vous faire en face de l'intense propagande allemande en Belgique, alors que rien n'est fait ici pour y faciliter la nôtre?

M. le Pt du Ciel. Sur les pertes allemandes, les deux camps ont publié des chiffres exagérés dans l'un et l'autre sens. Je crois qu'il faut les estimer à environ 15.000 tués et 40 000 blessés; chiffres évidemment faibles, les assaillants ayant eu devant eux des armées en retraite.

M. H. Hage. - Et les pertes en aviation.

M. le Pt du Ciel. Cela est impossible à savoir avec certitude. Il est possible qu'elles ne dépassent pas une centaine d'appareils.

Il est exact qu'en Belgique la propagande allemande fait un effort considérable. Les Allemands n'ont rappelé aucun de leurs nationaux qui s'y trouvaient; nous avons eu le tort d'agir inversement. Sur le terrain économique nous ne donnons d'ailleurs pas place de même.

M. le Pt. En vous renouvelant les remerciements de la Com pour les explications complémentaires, j'y joins le souhait que vous reveniez le plus souvent possible parmi nous, et que notre collaboration se poursuive avec continuité.

Pourrai-je vous demander, par égard pour nos collègues retenus dans leurs départements par leurs obligations locales, si vous avez l'intention de réintégrer le Parlement la semaine prochaine?

M. le Pt du Ciel. - Je ne puis prendre aucune décision à cet égard, tant que ne seront pas terminées certaines opérations actuellement en cours. A moins d'événements



graves sur le plan extérieur ou militaire, je n'aurais pas de convocation pour la semaine qui vient. Si des événements diplomatiques importants surviennent, je vous demanderais, au contraire, de prendre position.

Séance levée à 18 heures  $\frac{1}{4}$ .

Annexes à la séance du 6 octobre

S.E.N.A.T.

Commission des Affaires  
Etrangères et de Politique  
Générale des Protectorats

Paris, le 2 Octobre 1939

LE PRESIDENT

à Monsieur Edouard DALADIER  
Président du Conseil des Ministres  
Ministre de la Défense Nationale et  
des Affaires Etrangères

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu faire connaître à la Commission Sénatoriale des Affaires Etrangères qu'il vous serait possible et que vous acceptiez de venir devant elle le Vendredi 6 Octobre à 15 heures 30, pour l'entretenir de la situation internationale et de l'action diplomatique de la France.

La Commission m'a chargé de vous présenter ses remerciements et de vous transmettre à toutes fins utiles, le questionnaire ci-joint qu'elle a préparé en vue de cette audition.

Dans l'esprit de la Commission, ce questionnaire n'a que le caractère d'un cadre où il vous serait loisible de développer devant elle votre exposé de la situation actuelle au mieux de vos convenances et des intérêts de la Nation.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération et de mes sentiments dévoués.

Le Président de la Commission :

Henri Bérenger



QUESTIONS à POSER POUR L'AUDITION DE M. DALADIER

LE 6 OCTOBRE PROCHAIN

I.

Collaboration franco - britannique

Quelles précisions le Gouvernement peut-il nous donner sur la coordination des forces britanniques et françaises, notamment au point de vue de l'emploi de l'aviation et de la mise en oeuvre des effectifs terrestres sur la ligne du feu ?

II.

Rapport des forces en présence.

L' Angleterre et la France possèdent-elles une force militaire et des alliances diplomatiques qui soient en regard des nécessités de la guerre /soutenue par ces deux puissances contre le Reich hitlérien et les Etats axés sur lui ?

Comment fonctionne le Conseil Suprême de guerre franco -britannique annoncé par les journaux ?

III.

Politique envers les Soviets

Quelle est la position exacte de l' Angleterre et de la France en face de la Russie Soviétique ? Définir la politique de guerre franco-britannique à l'égard de l'alliance germano - russe ?



120  
100

IV

L' alliance franco - britannique et les Balkans

L' Angleterre et la France ont garanti la Roumanie et la Grèce. Comment ont-elles organisé cette garantie ? Quel est le caractère de nos arrangements avec la Turquie ? Où en sommes-nous de nos rapports avec les autres Etats de l' Europe centrale et orientale ( Yougoslavie, Bulgarie, Hongrie ? )

V.

Nos frontières et les neutralités

La plupart de nos frontières étant limitrophes d' Etats qui se sont proclamés neutres, quelles précautions précises ont été prises par le Gouvernement et le Haut - Commandement pour nous couvrir en cas de violation d'une ou plusieurs de ces neutralités ?

Nature de notre défense du territoire en fonction

- a) de la Belgique et de la Hollande,
- b) de la Suisse,
- c) de l' Italie,
- d) de l' Espagne, ?

VI.

Où en sommes-nous avec l' Italie ?

L' Italie s'étant jusqu'ici abstenue militairement, il en est résulté des conversations franco-britanniques avec elle, voire même des tractations commerciales. Où en sont-elles ? Quel est le plan d'action du gouvernement français et son activité positive pour ramener l' Italie dans le camp des Alliés d' Occident ?



VII.Le Pacte anglo - franco - turc .

Nous avons payé fort cher un rapprochement avec la Turquie.

Quelle a été la contre-partie exacte ? Où en est-on du Traité nouveau avec la Turquie, et quel est le caractère de protocole annexe de ce traité, concernant les engagements turco - soviétiques ?

VIII.Politique franco - britannique en Extrême - Orient

Nos Ambassadeurs reçoivent-ils des instructions définies à Shanghai et à Tokio ? Et quelles sont-elles ? Où en sommes - nous avec le Japon et le Siam ?

IX.Relations franco - américaines

Quel est le caractère de nos activités diplomatiques aux Etats-Unis d'Amérique, et, d'une façon plus générale, auprès des Etats Américains ?

X.A - t'on envisagé un plan de réponse ?

La France et l'Angleterre font la guerre en commun. Ont-elles envisagé en commun un plan éventuel de réponse aux propositions annoncées de différents côtés et qui peuvent se préciser d'un moment à l'autre ?



LE PRÉSIDENT DU CONSEIL  
MINISTRE  
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

PARIS, LE 2 Octobre 1939

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception du questionnaire que vous m'avez adressé en vue de la prochaine réunion de la Commission des Affaires Etrangères du Sénat et vous remercie de l'obligeante lettre que vous avez jointe à cet envoi.

Ainsi qu'il en est convenu, je me présenterai le vendredi 6 Octobre à 15 heures 30 devant la Commission pour l'entretenir de la situation internationale et de l'action diplomatique de la France.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

*Le Delors*

Monsieur Henry BERENGER  
Président de la Commission des Affaires  
Etrangères du Sénat  
Palais du Luxembourg  
P A R I S



Séance du vendredi 20 octobre 39. 15 heures.

Présidence de M. H. Béranger, président.

Présents: MM. Paul Laffont et Aimé Berthod, notaires, Millerand, Bardoux, de Kousse, Boret, Pourment, Thaumyre, Al. Bachelot, Steeg, A. Buiston, S. Mireaux, de Chambrun, Peyronnet, Laval, Labrousse, H. Hagg, Honorat, Mollard, Ch. Reibel, Boivin-Champeaux, R. Besnard, Jovet, Desjardins, Paul Boncour, Camille Ferrand.

Excusés: MM. Plaisant, R. Renault.

M. le Pt fait connaître que M. Boret a écrit au M<sup>r</sup> de Blocus, qui lui répondra, pour lui conseiller d'acheter en Yougoslavie des stocks afin de les distribuer aux Allemands.

M. le Pt - D'autre part, M. Honorat a signalé les déficiences de la Radio à M. Brillantin, qui lui a promis d'y remédier. Nous appuyons unanimement notre collègue et lui demandons de nous préparer un rapport général sur la manière dont fonctionnent les services de propagande. (Approbation.)

M. Honorat - J'ai demandé si l'on organise des <sup>radiophoniques</sup> ~~conversations~~ dans les langues slaves et balkaniques. Nous avons un admirable Institut d'Etudes Slaves, j'ai dû signaler que son éminent directeur, M. Mazon, avait été mobilisé, mais son âge, comme interprète à Pres.

M. Ch. Reibel signale qu'il conviendrait de protéger la statue du roi Albert comme on l'a fait pour les monuments voisins. (M)

La question est jointe à celles de la propagande.

M. Albert Buiston lit son rapport sur les relations franco-américaines, qui, selon la décision de la Com, est annexé ci-après au Procès-verbal.



M. le Prêt félicite et remercie M. le Rapp.

M. R. Boret. - J'ai écouté avec grand intérêt le magnifique exposé. Sur un point particulier, j'aurais relevé que, si M. Hoover n'a pas manifesté une très vive amitié pour la France, il faut ne pas oublier ceci : pendant la guerre, il s'est prodigué avec un dévouement exceptionnel à l'œuvre de sauvetage de nos régions envahies. Il y a deux ans, il est venu en Europe : la Belgique lui a fait un accueil triomphal, le quai d'Orsay s'est abstenu d'en faire autant, sous le prétexte, tout à fait erroné, que M. Roosevelt en aurait pris ombrage. J'ai vu que M. Hoover, qui n'en a cependant rien montré, avait été très ulcéré qu'on ne fit pas la moindre attention à son passage.

M. Lefebvre - Quel doit être le ministre responsable ?

M. Boret. - Je signale, d'autre part, combien il est regrettable que toutes les lettres que nous écrivons actuellement à nos amis américains, par une de leur pauvreté. Il y a là un mystère.

M. Honnart. - Je puis témoigner de faits analogues.

M. le Prêt. - Vous pouvez faire porter sur eux l'enquête que la Com. vient de vous confier.

M. le Rapp. - J'insiste sur la nécessité de mener avec une extrême prudence notre propagande aux Etats-Unis. L'Américain n'aime pas les pressions. Celui même qui pense que son pays sera entraîné dans la guerre ne pardonnerait pas à ceux qui voudraient le lui faire dire.

M. Boret. - La propagande utile est, en effet, celle qui peut être faite par le rétablissement de relations cordiales et des allusions indirectes aux intérêts économiques des Etats-Unis eux-mêmes. Je regrette que notre presse ait fâcheusement insisté sur des fautes de M. Hoover, qui pourtant n'a pas cessé de nous être favorable.

M. Henry Haye. - J'ai été d'autant plus frappé par les vues pénétrantes de M. Buisson sur la psychologie américaine que j'en connais bien moi-même pas



de nombreux séjours dans presque tous les États. Il est exact que beaucoup d'Américains méconnaissent encore la France même après y être venus; certes ils n'aiment pas la propagande trop directe; mais ce n'est pas une raison pour s'abstenir entièrement. À ce qui vient d'être dit pour M. Hoover, j'ajouterais que M. Smuts, Sénateur, Vice-président de la Com<sup>on</sup> des Dettes, est venu en France en 1924, avec 4 collègues, et n'a été reçu ici par personne; il a été accueilli par un officier américain francophobe qui l'a saigné à la campagne alors menée en Amérique et qui nous accusait de gaspiller l'or américain dans la reconstruction des régions envahies. En Angleterre, au contraire, il a été reçu en grande pompe par le roi. Il est rentré avec une opinion défavorable à notre pays.

M. le Pr<sup>s</sup>. - Je m'en suis aperçu quand j'ai eu à négocier sur les dettes!

M. H. Haug. - Les États-Unis ne tiennent pas compte encore de nos difficultés ni de la menace qui les guette eux-mêmes. Or, l'opinion américaine pèsera d'un poids décisif pour la solution du conflit.

La plupart des Sénateurs américains sont mal avertis des divers éléments de la question de la neutralité. Or, nous faudrait-il pouvoir à leur documentation; or, notre organisation à cet égard est extrêmement inférieure à celle de nos adversaires. C'est ainsi que Lindbergh, dont l'intégrité n'est pas douteuse, a pu être chahuté par les éléments hostiles à notre pays.

Agissons prudemment, oui, mais ne restons pas inactifs.

À la Chambre des Représentants, aussi bien qu'au Sénat, il faut pouvoir toucher un certain nombre d'hommes qui ignorent les affaires européennes. L'élément positif compte, évidemment, dans les raisonnements de la politique américaine, mais il faut se garder de sous-estimer l'élément sentimental idéaliste, qui joue un très grand rôle.

M. le Rap<sup>pr</sup>. - Si je n'y ai pas insisté, c'est que je voulais éviter tout optimisme excessif, mais nous sommes d'accord. Je vous demanderai de traiter ultérieurement de la question de la propagande en Amérique.



Voici le dernier fait que me signale le Quai d'Orsay: à une ~~référéndum~~ d'un Institut de statistique sur la question de savoir si Hitler aurait eu raison de demander, après la conquête de la Pologne, à l'Angleterre et à la France de ne pas faire la guerre, il y a eu 85% de non. Tous les jours, se produisent ainsi des symptômes nouveaux. d'Amérique, c'est un coup de vent: tâchons de le diriger du bon côté.

M. P. Laval. - J'approuve entièrement le très beau rapport de M. Buisson. Je suis persuadé que l'Amérique entrera dans la guerre le jour où son intérêt le lui dictera. Nous y avons des amis très actifs. Une immense majorité de la nation condamne Hitler.

Mais que faisons-nous? J'ai eu hier le représentant de l'United Press, grand ami de la France; son directeur, M. Ward, ne l'est pas moins; tous deux sont affolés par l'inefficacité de ce que les journaux américains reçoivent actuellement de notre propagande, reportages ou photos. J'ai eu aussi M. Knickerbocker, correspondant de la presse Hearst, que j'ai pu convaincre que c'est pour la cause américaine elle-même, celle de la liberté, que nos soldats donneront leur vie. Il est certain qu'il faudrait veiller à ne pas froisser nos visiteurs de marque, ainsi qu'il en a fait récemment encore pour le propriétaire de Time et de Life, qui ont une influence énorme. J'appuie à ce sujet les observations de M. Buisson, et celles de M. H. Hage, l'un des hommes politiques qui connaissent le mieux l'Amérique, et qui, à Versailles, sait organiser d'importantes réceptions.

Les Etats-Unis tâcheront d'échapper à la guerre, si elle dure, ils ne le pourront pas. Apaisons donc, mais avec tact. N'oublions pas que, dès leur entrée en guerre, l'Allemagne était déjà, en 1912, une vaincue. Si un tel jour vient, veillons toutefois à ne pas les laisser dessécher la nouvelle carte.

M. de Chambrun. - Ayant reçu l'éducation américaine, j sais ce que pensent les Américains. Je suis d'accord avec M. Hage sur leur idéalisme, mais



laissons-le s'allumer tout seul. Pas de propagande intense: l'Américain pense qu'elle est faite pour les peuples inférieurs, et s'en offenserait.

J'ai eu l'honneur d'accompagner Viviani et Joffe aux Etats-Unis quand ils venaient de voter la censure. Viviani a parlé admirablement, les Américains disaient: "Quelle chance de ne pas comprendre le français! car il nous aurait dicté notre devoir." Ils regardaient le Maréchal, c'était la meilleure propagande, au Sénat M. Marshall le comparait à Charles-Martel comme sauveur de l'Occident!

Montrez des personnes, des héros, aux Américains, — n'essayez pas de les endoctriner, ce qui serait attentat à leur liberté d'opinion.

M. E. Mireaux... Pour appuyer l'observation de M. Laval, j'ai vu ce matin Time, qui est bourré uniquement de photos allemandes qui sont d'ailleurs les plus précieux documents. Que faisons-nous, de notre côté?

M. le Rapp.... J'ai signalé la question à M. Daladier quand il est venu.

M. le Ptes.... Elle entre dans le cadre de celles que nous avons confiées à M. Honnorat.

Vous avez bien fait de souligner l'intervention de M. Roosevelt en faveur de la Finlande, — peuple qui jouit d'un grand crédit en Amérique pour avoir fait honneur à sa signature; cette intervention auprès du Président de l'URSS, Kalinine, est un acte courageux et un fait d'importance mondiale; en dépit de certaines prédictions, elle a obtenu une réponse, et la discussion entre Russie et Finlande évolue dans de meilleures conditions qu'on n'aurait pu le craindre. Or, c'est vraisemblablement, cette fois, non par la Méditerranée mais par le Nord, qu'une solution apparaîtra. Et M. Roosevelt a obtenu l'adhésion de 21 républiques américaines, sorties toutes de l'abstention en faveur des Etats Scandinaves.

Ceux-ci, en effet, ont pour le nouveau Continent l'attrait du nouveau, que nous avons perdu, et leur situation sollicite la chevalerie américaine. Il y a là des



phénomènes qui vont se développer ; si nous procédons avec subtilité, nous pourrions voir se tourner à notre avantage l'intérêt manifesté à des nations considérées comme victimes.

M. Labrousse. - Pour donner une sanction pratique à nos échanges de vues, nous vous demandons d'exprimer aux ~~affaires~~ Affaires étrangères le sentiment de la Com<sup>on</sup> sur les erreurs commises, comme on le rappelait tout à l'heure à l'égard de certains visiteurs américains.

M. le Pr<sup>es</sup>. - Je n'y manquerais pas. J'aurais d'ailleurs, sur le moment même, fait l'observation au ministre intéressé.

J'ai vu hier longuement M. Daladier. La question américaine a été évoquée, elle lui est familière. Il est en correspondance téléphonique presque quotidienne avec M. Roosevelt. Il s'agit donc d'une action directe, et qui est très utile : car dès que la levée de l'embargo sera votée, et elle va l'être sans aucun doute, tous les meilleurs avions américains, très supérieurs aux nôtres, et qui sont déjà en caisses, prêts à partir, partiront instantanément, - résultat considérable dû à l'action de notre Com<sup>on</sup>, comme l'auront été la conscription britannique et l'augmentation du contingent anglais sur notre front). J'ajoute qu'avec ces appareils pourront venir les pilotes qui doivent les monter, et qui maintenant sont immobilisés jusque-là.

### Communication sur la situation diplomatique.

M. le Pr<sup>es</sup>. - Je ne reviendrai pas sur les questions traitées ici, il y a une quinzaine, par M. Daladier. De ce qu'il a dit ensuite à la Radio, ainsi que M. Chamberlain, je retiens qu'ils ne rejettent pas la possibilité de négociations, mais qu'ils représentent les conditions posées par Hitler, se réservant l'examen, le jour où



leur serait proposée une paix honorable et accompagnée des garanties nécessaires.

J'ai demandé hier à M. Daladier si c'était là une simple clause de style; il m'a répondu que, lorsqu'il est venu parmi nous, il avait cru trouver des partisans de la guerre encore plus convaincus que lui; j'ai lui ai fait observer que nous ne sommes pas des "bellicistes", mais des partisans de la guerre qu'il fait, avec l'Angleterre. Et il m'a confirmé que les deux <sup>gouvernements</sup> examineraient les propositions, le jour où il en viendrait qui fussent dignes de l'être.

Ne faudrait-il pas, dans ce cas, que nous sachions ce que devraient être les garanties réclamées? La question a été posée aux Communes, M. Chamberlain s'est borné à dire: des garanties honorables et acceptables. Les réflexions ont continué de s'exercer en Angleterre sur ce sujet. Ne comprendrait-il pas que, dans le silence et le secret nécessaires, une Com<sup>m</sup> telle que la nôtre s'en préoccupât aussi?

M. Mollard. - Nous pouvons sans doute réfléchir à ces sujets, mais il serait prématuré de désigner, par exemple, une sous-Com<sup>m</sup>.

M. le Pr<sup>es</sup>. - Je n'ai rien proposé de semblable. Je me rappelle seulement que, pendant la dernière guerre, les Cours de ~~la~~ sont inquiétées d'un sujet analogue dès 1915. Attendre le dernier moment pourrait amener de singulières déceptions; car la rédaction d'un traité de paix ne sera pas chose facile.

M. Labrousse. - Ce que je crains le plus, comme dans la guerre précédente où, dès 1917, j'en signalais au Conseil fédéral de la Corvère, c'est qu'on commette l'erreur de distinguer entre le hitlérisme et le prussienisme et de soumettre les <sup>intérêts de</sup> guerre à des ~~principes~~ humanitaires. Vous avez raison de nous inviter à réfléchir à ces choses, à nous préparer, mais il ne faudrait pas que pût se répandre une idée issue de notre Com<sup>m</sup>.

M. Thourmy. - Je me rappelle que c'est seulement trois semaines avant l'armistice, en octobre 18, que les



services de certains M<sup>rs</sup> ont été invités à étudier les demandes qui devraient être adressées à l'Allemagne.

Nous n'avons pas connu le texte intégral du dernier discours de Hitler.

M. le Pr<sup>s</sup>. - Je veillerai à ce que chacun de vous reçoive bien le bulletin de presse du quai d'Orsay: il y a été inséré.

M. Millerand. - On ne peut en ce moment examiner l'hypothèse même de la paix sans avoir d'abord franchi la question posée par Hitler. Lui aussi veut parler de paix, mais à condition que l'Autrichien ait bien en partant du fait accompli. C'est cela qu'il faut, et tout de suite, écarter; ensuite on pourra rechercher quelles conditions pourraient amener à une paix honorable.

M. le Pr<sup>s</sup>. - nous sommes d'accord. On ne peut pas faire la paix sur les données actuelles. Mais il faut espérer que la victoire les modifiera.

M. Laval. - Je suis de ceux qui pensent que la guerre, pourrait être évitée; c'est un lieu commun, à Genève, de soutenir que la question de Dantzig & du Corridor devrait être tranchée, d'une manière acceptable pour la Pologne. Je crois qu'on aurait pu là-dessus engager une conversation avec Hitler, sous la garantie, non plus de la SDN, mais des armées de tous les Etats européens. Mais c'est le passé, nous sommes dans la guerre. Hitler propose la paix sur la situation créée par lui. On ne peut pas croire qu'il acceptera de remettre en question celle, je ne dis pas de l'Autriche puisque France & Angleterre l'ont envahie, mais même de la Tchécoslovaquie & de la Pologne. Je déplore que la guerre ait été engagée sans qu'on eût concerté les moyens de défendre la Pologne. Mais la question maintenant est celle de la conduite de la guerre. L'Angleterre fait et fera un formidable effort en effectifs, les Etats-Unis seront sans doute un jour à nos côtés: n'y aura-t-il pas alors plutôt trop d'hommes pour tenir la courte ligne de notre front,



et, si Hitler s'y immobilise et nous y impose une guerre blanche, quel sera leur moral? J'attache une extrême importance à une activité diplomatique pour élargir notre coalition. Je ne sais si le traité turc sera aussi bien vu qu'on le dit par l'Italie, que déjà une alarme de ce côté avait poussé à l'alliance militaire allemande. Il est probable qu'un jour les brisés changeront de camp. Mais aujourd'hui le domaine essentiel de notre action <sup>d'urgence</sup> elle-même capitale pour continuer la guerre, puisque les conditions de la paix n'existent pas, c'est l'Italie, vis à vis de qui notre rôle, ici, est d'empêcher toute imprudence.

M. Paul Baudouin. - Je ne crois pas l'heure venue pour la loi de se saisir de la question des buts de paix. La discussion ferait apparaître des décisions, qui n'est pas désirable, tandis qu'il n'y en a pas sur la poursuite de la guerre, et particulièrement de la guerre diplomatique. Je regrette avec M. Laval qu'on ne parle jamais de l'Autriche, mais la guerre <sup>doit</sup> permettre de la remettre en question. Je ne partage pas, au contraire, les appréhensions quant au traité turc; c'est le grand événement du jour; il a été très heureusement complété, comme si j'en avais demandé, par une clause stipulant l'assistance turque dans le cas d'une guerre provoquée par le jeu de la garantie donnée à la Roumanie et à la Grèce. Il ne peut inquiéter l'Italie, puisqu'il parfait les accords de Montreux auxquels elle avait acquiescé; il ne saurait plus être question, actuellement, de protéger la Turquie contre une action italienne, qui aurait pu être en vue quand les pourparlers ont commencé; il s'agit, au contraire, de préserver le statu quo balkanique, ce qui est aussi l'objectif italien.

M. R. Bernard appuie ces observations.

M. Le Priest. - J'allais venir à l'heureuse signature de ce traité, où il faut mettre en valeur la loyauté du <sup>g<sup>t</sup></sup> turc et l'énergie du <sup>g<sup>t</sup></sup> français.

Vous vous appelez les difficultés qui auraient surgi: M. Saradjoglou convoqué à Moscou avant la signature, et partant avant qu'elle fut donnée, - puis, à Moscou,



donnés aux mêmes engagements qu'auparavant  
 nos missions. Notre G<sup>t</sup>, pour mettre fin à ces  
 atermoiements, Intervint auprès du P<sup>t</sup> Ismet  
 Inonu, qui invita son Ministère à vérifier si la  
 Russie n'acceptait pas un texte s'accordant avec  
 le traité anglo-franco-turc.

L'URSS exigeait de substituer, dans ce  
 traité, à la garantie une simple consultation,  
 et de suspendre l'application du traité au  
 cas où elle serait en guerre avec la France et  
 l'Angleterre: c'était le vider de sa substance.  
 Elle offrait en échange à la Turquie un accord  
 d'assistance mutuelle complet et une clause  
 analogue de consultation. Le résultat eût été de  
 fermer les Détroits et d'isoler la Roumanie.  
 M. Saradjoglou n'a pas cédé. Son G<sup>t</sup> a averti les  
 nôtres; un compromis a été, un instant, mis en  
 avant; finalement a triomphé la thèse française,  
 d'accord avec l'Angleterre, le traité a été signé  
 tel qu'il avait été paraphé, les Dardanelles et la  
 Mer Noire restent ouvertes: c'est l'honneur des  
 Turcs d'avoir avec nous créé devant les visées  
 russes ~~un~~ un barrage qui ne vaut pas  
 seulement pour les Balkans, mais même pour  
 l'Asie. L'armée d'Orient permettra de déjouer  
 le plan russe, qui menace les possessions anglaises  
 en Asie, et qui va probablement apparaître dans  
 les mois qui viennent.

Notre G<sup>t</sup> s'est attaché à spécifier à l'égard de  
 l'Italie que le traité turc ne contenait aucune  
 pointe dirigée contre elle. D'ailleurs l'Italie le  
 sentait, puisqu'elle avait déjà démobilisé et dans  
 le Dodécanèse et en Libye; elle ne voit plus d'un  
 mauvais oeil le rapprochement des puissances  
 occidentales avec la Turquie. De ce côté aussi un  
 revirement s'est opéré; le G<sup>t</sup> italien se rend compte  
 qu'il s'agit de défendre la Méditerranée contre  
 l'invasion soviétique, et prépare des rapprochements  
 possibles. Si tout cela se confirme, il va se concrétiser;



de la Turquie et l'Espagne, une grande chaîne.

La question des pays balkaniques est un peu plus délicate. Nous n'avons pas d'informations suffisantes pour croire résolue la question d'un bloc envisagé entre elles. Il subsiste encore des différends qui sont loin d'être apaisés, et auxquels l'Allemagne travaille. Mais tous ces pays à leur tour devraient être impressionnés par la constitution de la chaîne dont je parlais.

M. le Prêt lit le texte du traité franco-anglo-turc, en faisant observer qu'il n'est encore en possession que d'une traduction française de la rédaction anglaise.

M. le Prêt . - Je vois que le pactole n° 2, qui vise le cas où l'URSS entrerait en guerre, soulève des "mouvements divers". Sans doute il peut donner lieu à difficulté. Mais fallait-il tout refuser sous prétexte d'obtenir tout? D'ailleurs nous ne sommes pas en guerre avec la Russie, et la décision des Alliés à cet égard a sans doute été motivée <sup>par</sup> le désir de ne pas empêcher la conclusion du présent traité.

M. Laval . - Si l'URSS attaque la Roumanie, la Turquie reste libre de sa décision. Si l'URSS intervient contre la France, la Turquie restera-t-elle neutre, ou peut-elle se trouver aux côtés des Soviets?

M. le Prêt . - Ce qu'ont voulu France, Angleterre, Turquie, c'est s'assurer une possibilité de mouvement dans les Balkans et en Méditerranée. Il s'agit d'un traité local et non universel. Les Turcs s'efforcent, dans la répétition, à ne rien faire de contraire à nos intérêts, mais non à nous envoyer des troupes vers le front occidental.

M. Mireaux . - Si l'URSS attaque la Roumanie, et que France et Angleterre subviennent elle-ci, la Turquie n'entre pas en guerre: mais nous laissons-elle passer dans les Dardanelles, conformément aux accords de Montreux?

M. le Prêt . - La question ne se pose pas, puisque la rupture avec les Russes s'est faite parce que ceux-ci voulaient nous fermer les Dardanelles.



M. Mireaux. - Ainsi la Turquie s'est engagée à nous laisser passer.

M. Boivin-Champeaux. - Mais, semble-t-il, à la condition que la Russie ne considère pas cela comme un acte hostile de sa part.

M. Mireaux. - Dans ce cas, c'est la Russie qui ferait la guerre à la Turquie, et non l'inverse. C'est tout différent.

M. le Près. - En effet: la Turquie ne s'est pas engagée à ce que la Russie ne lui fasse pas la guerre!

M. Al. Bachelet. - N'y a-t-il pas alors contradiction entre le protocole annexé et le traité?

M. le Près. - Autoriser les flottes alliées à passer les Dardanelles, ce n'est pas prendre part à une guerre contre l'URSS.

M. H. Haye. - Le nouveau texte est beaucoup plus net et catégorique que le précédent. Nous pouvons en féliciter d'autant plus notre Gouvernement que c'est la France qui, par la cession du sandjak, avait payé d'avance le prix de la négociation. Et nous devons nous féliciter de l'action de notre Com, qui, en consacrant à la France la Syrie, nous a permis d'exercer une action efficace. J'ajoute qu'on peut imaginer que la Turquie se trouve être, un jour, la coartière de négociations avec l'URSS.

M. Honorat. - Il a été fait allusion à des menaces visant l'Asie. On sait l'importance, à cet égard, de l'Iran. J'ai pu, en n'y rendant en mission il y a deux ans, éviter une rupture des relations intellectuelles avec notre pays. Aujourd'hui nous n'avons pas de Ministre de France à Téhéran: c'est une lacune à combler de toute urgence.

M. le Près. - Je suis déjà intervenu à cet égard, et je le ferai à nouveau, comme je vois que le sentiment de la Com n'y engage.

M. Peyrounet. - Où en sont nos rapports avec l'Italie?

M. le Près. - Il y en a. Nos propres continuent de ce côté, tandis que l'Allemagne n'en fait pas. Déjà, le traité grec n'inquiète plus l'Italie et fait entrevoir,



une collaboration méditerranéenne.

M. Camille Fernand... n'y a-t-il pas eu des livraisons interrompues?

M. le Prés. - Hier encore, M. Daladier m'a confirmé que les relations ne cessent de s'améliorer. Ce qu'il pourrait y avoir de pire, et l'heure actuelle, ce serait d'accumuler, je ne sais quelles suspicions sur les relations franco-italiennes, et de méconnaître le fait que nous avons obtenu la sécurité de nos frontières du S.E. et du S.O.

M. Ch. Reibel appuie ces observations.

M. de Leusse. - Je reviens de Litz, où j'ai acquis la conviction qu'il y a en Italie un revirement complet, mais il faut qu'à cet égard nous soyons très prudents et discrets. J'ai su aussi, par une source digne de foi, que, si la situation alimentaire de l'Allemagne ne doit pas nous entraîner à des illusions, il y existe une vive dualité entre une politique Hitler-Goebbels-Himmler et une politique Goering présentée comme "francophile"; les militaires sont, en général, pour Goering, mais non jusqu'au point de débiter à un ordre. Les gens de plus de 30 ou 35 ans aspirent tous à la paix, mais la jeunesse est encore très hitlérienne, et enflammée par la conquête de la Pologne.

M. le Prés. - En somme, il y a des divergences d'opinion, il n'y a pas de divergences d'action.

M. Mireaux. - Actuellement, ce qui compte, c'est l'attitude de l'Allemagne, non envers la France, mais envers l'Angleterre, car la question y est posée de cette façon. Ce sont les militaires toutefois qui, à la fin d'about, auraient poussé au déclenchement de l'offensive sur la Pologne en s'opposant à la médiation de Mussolini.

M. de Leusse. - Il y a un très fort mouvement en Allemagne contre la mainmise russe sur la Baltique, et qui donne de grandes préoccupations à Hitler. Ce mouvement irait même assez loin pour qu'on y envisage, dans certains milieux une lutte future de l'Allemagne contre la Russie, avec l'aide de la France.

M. Boivin-Champeaux. - Cela, c'est un des thèmes dont se sert la propagande allemande.

M. le Prés. - Oui, les Allemands essaient de faire croire qu'ils



la Russie ils n'ont eu qu'un flirt passager. Or, tout donne à croire que Hitler et Staline ont construit un plan cohérent pour réorganiser, à l'abri de la ligne Siegfried, tout le nord de l'Europe, tandis que la Russie pénétrerait en Asie jusqu'en Inde. Il ne faut pas voir la guerre d'aujourd'hui à l'échelle de celle de 70 ou même de 14. Actuellement cette question de l'Europe septentrionale est prédominante. L'Allemagne vise à s'approprier toutes les bases navales et aériennes de Hollande, de Danemark, de Norvège, pour se libérer de l'emprise anglaise et menacer l'Angleterre à son tour. D'ailleurs, par la Scandinavie, elle se rapprocherait inévitablement des côtes américaines, de concert avec les Russes, et ce plan m'empêche de croire à une trêve entre eux. Les Allemands ont concédé aux Russes le domaine de l'ancien impérialisme slave, à l'est, c'est ainsi que l'URSS convoite la Finlande. Et de là, la réaction des Etats nordiques, que nous ne pouvons qu'approuver, aussi bien que l'halté intervention de M. Roosevelt, premier geste par lequel la sympathie pour les Scandinaves amène l'Amérique à pénétrer dans le conflit européen. Nous devons tout faire pour appuyer cette action.

Du côté Belgique-Hollande, propres aussi. On aurait pu concevoir des appréhensions. Notre Gt s'est montré sage et habile. La Belgique se préoccupe de possibilités d'agression bruxelloise; de ce côté, l'évolution en notre faveur semble rapide. Entre Belgique et Hollande, grands changements aussi depuis quelque temps.

M. Jovelet. Avez-vous l'impression que les Soviets accorderont un concours militaire à Hitler?

M. le Prêt. L'histoire du siècle précédent peut se renouveler, mais je ne vois pas d'utilité à cela pour l'URSS, dont le plan est d'arriver à Götterherrschaft l'Europe entière, en ménageant le plus possible leurs forces, en se servant le plus possible de l'Allemagne en Occident et en se réservant pour l'Asie.



M. Boivin-Champeaux. Vos exposés sur la situation ont ~~posé~~  
 nous tous un tel intérêt que nous voudrions voir  
 fixer une procédure qui assurât qu'ils seront entendus  
 au moment où nous sommes tous présents. (113)

La Com. décide de se réunir le vendredi  
 3 novembre, à 15 heures.

La séance est levée à 18 heures 1/2.

1er Rapport

de M. ALBERT BUISSON

sur

LES RELATIONS FRANCO-AMERICAINES

ET LA LOI DE NEUTRALITÉ.

-o-o-o-o-o-

Pour une exacte compréhension de l'état actuel des  
 relations franco-américaines, il m'est apparu que le premier  
 rapport que ~~j'ai l'honneur~~ <sup>j'avais</sup> a de vous présenter devait tenter  
 de recréer l'atmosphère dans laquelle s'est déroulée jusqu'à  
 ce jour la discussion du projet de loi Pittmann sur la  
 Neutralité, et la psychologie politique que celle-ci révèle.

Ce tableau sera nécessairement brossé d'une manière  
 large; les traits pourront vous en paraître vifs, mais il y  
 gagnera en brièveté et ~~mutatis~~ en franchise.

X X X



Le Sénat des Etats-Unis a repris la discussion du projet de loi Pittman sur la Neutralité le 2 Octobre.

Le débat est engagé non seulement au Capitole de Washington, mais dans la nation entière, et l'on peut dire que tous les individus, tous les groupes y participent. Depuis la Loi de Prohibition, aucune mesure législative n'avait passionné au même degré le peuple des Etats-Unis. Le Congrès délibère sous les yeux et sous l'influence de l'opinion. Le rôle que joue celle-ci est d'autant plus grand que nous sommes à l'automne 1939, c'est-à-dire moins d'un an avant l'élection du Président, d'un tiers du Sénat, de tous les membres de la Chambre des Représentants, de la plupart des législatures, des gouverneurs, etc... Aux Etats-Unis, plus encore qu'en Europe, une telle période se caractérise par l'extrême souci qu'ont les parlementaires de refléter exactement l'état d'esprit de leurs commettants. Seul le Sénat échappe à ce besoin dans une certaine mesure, car <sup>deux tiers</sup> ~~un tiers~~ de ses membres n'ont pas à se préoccuper de cette échéance.

Quelle est donc cette opinion américaine de 1939 qui pèsera d'un poids si lourd sur la décision législative ?

Comparée à celle de 1914, il ne faut point nous dissimuler qu'elle est à la fois mieux renseignée sur nous et moins sympathique à notre égard. Il y a vingt-cinq ans, la France n'était guère connue aux Etats-Unis, mais elle jouissait d'un prestige considérable. La mémoire des incidents qui parfois, au XVIIIe et au XIXe siècles, avaient opposé les deux pays, s'était graduellement dissipée, tandis que les gloires historiques et les efforts communs pour établir la liberté avaient été mis en relief par un grand nombre d'écrivains; ils avaient ainsi créé une amitié



3.

franco-américaine de caractère romantique, dont l'ambassadeur français, M. Jusserand, avait su tirer un remarquable parti. La masse de l'opinion américaine, surtout dans les états de l'Est, était favorable à la France et faisait des vœux pour elle. Elle n'envisageait du reste pas la possibilité d'une intervention militaire des Etats-Unis dans un conflit européen, et cela rendait son élan sentimental d'autant plus spontané et généreux. En 1939, la situation est tout autre. Les Etats-Unis ont eu, depuis 1917, des relations intimes avec nous; ce "coudolement d'intérêts" a créé des liens, et aussi des conflits, des rancunes. Un grand nombre de vétérans américains ont rapporté de leur campagne en France des impressions mêlées; d'autres Américains gardent un souvenir indigné du refus opposé par la France à continuer le paiement des arrérages de sa dette. D'autres encore reprochent à notre pays d'avoir été trop peu généreux vis-à-vis de l'Allemagne libérale, et trop patient vis-à-vis de l'Allemagne totalitaire. Ainsi l'opinion publique, qui déteste Hitler, souhaite une victoire de la France, mais elle professe à l'égard de celle-ci une sympathie où il entre des réserves, où il se mêle parfois une pointe d'aigreur.

Les observateurs sont d'accord pour confirmer ces renseignements et pour montrer, dans le courant de 1939, le développement du sentiment isolationiste. Il s'agit là d'un phénomène d'ordre moral et d'un fait complexe de politique intérieure



sur lequel il serait trop long de s'étendre, mais il est nécessaire de signaler que la masse des Américains, passionnément dévouée à l'esprit démocratique et aux institutions républicaines, rejette en bloc toute l'Europe et tous ses régimes. Il y a un an encore, l'électeur américain croyait comprendre, et, rêvant d'une alliance France-Angleterre-Russie-Tchéco-Slovaquie contre Allemagne-Italie, il lui semblait que l'univers avait un sens. Aujourd'hui, devant le chaos de la situation diplomatique, il s'abandonne à son instinct d'isolement. Incapable de concevoir comment les Russes bolchevistes, (qui se disaient les apôtres les plus exigeants de la démocratie), et les nazis allemands, (qui prétendaient être ses ennemis les plus systématiques), ont pu trouver moyen de collaborer à une oeuvre commune, le public américain hausse les épaules et demande seulement qu'on ne lui parle plus de l'Europe.

..

Ce sentiment anti-européen a trouvé son expression dans le vote de la commission des Affaires Etrangères du Sénat du 11 Juillet 1939, qui rejetait le projet de loi proposé par le Sénateur Pittman, et appuyé par le Président. Franklin Roosevelt, nul ne l'ignore, garde à la France des sentiments de réelle amitié. Il est, par ailleurs, désireux de soutenir en Europe la cause des gouvernements libéraux. Il se trouve que seule l'entrée en guerre des Etats-Unis lui donnerait une chance



5.

véritable d'obtenir un troisième mandat. Seule une neutralité favorable aux alliés amènerait l'Amérique à suivre les impulsions de Roosevelt. Son intérêt électoral coïncide avec sa conviction profonde. On peut donc compter qu'il fera tout son possible pour entraîner son pays aussi loin qu'il lui semblera sage dans la voie de la collaboration avec la France et l'Angleterre.

Malheureusement il est fort gêné par la législation actuellement en vigueur aux Etats-Unis. Elle repose sur la loi du 31 août 1935, votée sous l'influence du sénateur Nye. Celle-ci décrétait - en cas de guerre - un embargo automatique sur les "armes, munitions et instruments de guerre" à destination des pays belligérants. Elle interdisait encore aux citoyens des Etats-Unis de prendre passage sur les navires des dits pays belligérants. D'abord voté pour six mois, ce texte fut prorogé et complété en février 1936. A cette date, le Congrès décida d'interdire tous les prêts aux belligérants pendant la durée de la guerre, et de ne pas appliquer ces <sup>mesures</sup> ~~provisions~~ aux nations de l'Amérique du Sud qui entreraient en <sup>conflit</sup> ~~guerre~~.

Enfin, en mai 1937, une autre Loi de Neutralité fut votée par le Congrès, autorisant le Président à mettre l'embargo sur les exportations destinées à une nation belligérante, à moins qu'elles ne soient payées comptant. Cette loi, votée pour une période de deux ans, cessa d'être en vigueur en mai 1939, sans que le Président l'ait jamais appliquée. Seule restait donc la loi d'août 1935.



On voit tous les inconvénients de ce texte. Il empêche le ravitaillement franco-anglais en armes, munitions et instruments de guerre : il contraint les Américains à se renfermer chez eux sans pouvoir bénéficier des marchés européens que leur ouvre la guerre. Aussi depuis longtemps le Président Roosevelt avait-il suggéré, par l'entremise de ses partisans à la Chambre et au Sénat, une loi nouvelle dont les caractéristiques essentielles étaient les suivantes : suppression de l'embargo automatique, autorisation de vendre au comptant ("cash and carry") aux belligérants qui peuvent payer et transporter eux-mêmes les marchandises, quelles qu'elles soient, interdiction aux belligérants de lancer des emprunts aux Etats-Unis; avis aux citoyens des Etats-Unis qu'ils ne doivent pas compter sur la protection de leur pays s'ils voyagent sur les navires d'un des belligérants.

Ainsi les industriels américains eussent été libres de ravitailler la France et l'Angleterre, sans courir de risques ni en faire courir à leur pays; on satisfaisait du même coup le sentiment de l'intérêt et les aspirations pacifistes du pays, tout en rendant service aux nations libérales.

Malgré la pondération, la sagesse, l'adresse de ce programme et les manoeuvres savantes du Président, le projet de loi fut amendé au point d'être défiguré par la Chambre des Représentants (début de juillet 1939), puis, le 11 juillet, rejeté à la majorité de 12 contre 11 à la Commission des Affaires Etrangères du Sénat. Cet échec fut d'autant plus sensible au Président que le coup lui était destiné. C'est lui qu'on voulait



7.

atteindre personnellement. Durant toute la discussion, les adversaires de la mesure proposée par le Gouvernement insistèrent sur leur défiance à l'égard de M. Roosevelt, et proclamèrent qu'ils se refuseraient toujours à lui donner des pouvoirs qui lui permettraient d'entraîner le pays dans une guerre. Comme il subit à cette époque (juillet) trois autres défaites parlementaires retentissantes, le Président dut se résigner, et, non sans protester, remettre à plus tard un nouvel effort afin de transformer la Loi de Neutralité. Il avait d'abord songé à retenir le Sénat en session tout l'été, dans la chaleur étouffante de Washington, pour obtenir de lui un vote favorable, ou de faire un appel direct au pays afin d'intimider ce corps intraitable; il en fut dissuadé par Mr. Hull et ses amis les plus clairvoyants. On lui conseilla de laisser Hitler préparer le terrain et de donner à l'opinion américaine le temps de mûrir. On lui montra que s'il voulait s'engager à fond, il compromettrait irrévocablement le succès de sa manœuvre.

Il le crut, et ce fut sans doute l'un des plus grands sacrifices que le Président ait jamais fait à ses idées et à la France. Il renonça à la lutte. Au début de septembre il proclama la neutralité américaine et appliqua aussitôt l'embargo, avec une rigidité consciencieuse, scrupuleuse, où il entraînait de la coquetterie et du calcul. Il savait fort bien qu'en gênant ainsi l'essor de l'industrie nationale, à la minute même où la bourse de New-York saluait la déclaration de guerre d'une hausse sensationnelle, et révélait les espoirs secrets de tous les commerçants et industriels américains, il porterait



un coup fatal à la Loi de Neutralité.

. . .

Il ne se trompait pas. Malgré les efforts concertés des divers chefs isolationistes, malgré le soin qu'ils mirent à organiser leurs troupes disparates où se coudoient catholiques irlandais, hostiles à l'Angleterre, communistes de toutes origines, ennemis de Chamberlain et des états capitalistes, pasteurs protestants et clubs de dames mystiquement dévoués à la paix à tout prix, nationalistes américains déchaînés contre l'Europe, traditionnalistes qui veulent suivre le conseil de Washington, il apparut vite que le Président Roosevelt triompherait cette fois. Même le discours magistral et impressionnant de Lindbergh en faveur de la plus stricte neutralité ne parvint pas à électriser l'opinion.

Cependant un groupe considérable de chefs républicains fort écoutés se rapprochèrent de Roosevelt, en particulier l'ancien candidat Landon, le fameux sénateur Taft, fils de l'ancien président, et M. Hoover lui-même. Sans accepter entièrement toutes les thèses de M. Roosevelt, ils consentirent à appuyer son action et lui firent entendre qu'il lui suffirait de renoncer publiquement à un troisième mandat présidentiel pour être assuré de faire passer la nouvelle Loi de Neutralité. Le sacrifice qu'on lui demandait était sans doute trop considérable pour être consenti dans ces conditions, pourtant on remarqua fort la déclaration faite à cette époque par la mère du Président, le jour



9.

où elle atteignait ses 87 ans : "Je ne crois pas que mon fils ait le moindre désir d'un 3ème mandat". Tous les journaux en prirent acte et le mirent en manchette.

Pour appuyer cette sage manoeuvre, le Président eut grand soin d'adopter un ton qui ne lui est pas familier; il se fit impersonnel et lointain; il se garda d'intervenir dans la discussion qui reprit au Sénat sur la Loi de Neutralité le 2 Octobre. Il laissa les chefs démocrates et les républicains ralliés mener la bataille.

Celle-ci, il faut l'avouer, se déroula dans la plus extraordinaire confusion. Elle fut émaillée de phrases à effet, et de déclarations théâtrales, mais on n'y pourrait guère signaler un seul discours magistral. Tous manquent de cohérence et de solidité, car ils manquent tous de sincérité et de clarté. Les journaux américains le constatèrent, et dans son numéro du 2 Octobre l'hebdomadaire "Time " en donna la raison : il déclara sans ambage : "Les sentiments des deux partis dans le Congrès et au dehors sont chaotiques" ("muddled").

Tandis que les anciens amis du Président (les frères La Follette en particulier) se déclaraient contre son plan, plusieurs de ses anciens ennemis (le sénateur Burke, notamment), prenaient position en faveur de sa thèse. Borah avait beau multiplier ses objections et Nye revenir sans cesse sur ses scrupules, les opposants répétaient en vain les prédictions les plus noires; graduellement l'ennui se répandait dans la salle du Congrès là où on avait espéré faire vibrer les passions, et, du dehors, les échos s'assourdisaient. En vain le sénateur républicain Tobey essaya-t-il à son tour une manoeuvre qui semblait



fort habile : il proposa de scinder en deux le projet de loi : d'un côté on eût voté sur l'article autorisant les nations belligérantes à acheter comptant aux Etats-Unis tous les produits qu'ils pouvaient emporter eux-mêmes, d'un autre côté on eût voté sur l'embargo à appliquer aux armes et munitions. Ainsi on ruinait l'échaffaudage péniblement construit par le Gouvernement; la loi ne pouvait passer que comme un compromis; en la divisant ainsi, on divisait la majorité qui lui était favorable, et on faisait disparaître toutes ses chances de succès. Chacun le comprit : la motion Tobey fut ardemment discutée et finalement repoussée le 10 Octobre, par 65 voix contre 26. Ces chiffres révélaient et indiquaient clairement l'issue à laquelle il fallait s'attendre. Les isolationistes eux-mêmes le reconnurent.

Cependant la discussion traîna, elle traîne encore. Elle risquerait de s'éterniser si le Gouvernement ne faisait des concessions. Tour à tour on reproche au projet de loi d'être trop favorable aux belligérants (qu'il autorise à acheter aux Etats-Unis les marchandises payables avec des crédits de 90 jours) et trop dur pour la marine marchande américaine (à qui il interdit la navigation dans les zones de guerre). Sur le premier point, M. Pittmann est résigné à céder, mais il paraît décidé à tenir bon sur le second.

A vrai dire, une fois la discussion terminée au Sénat, il faudra encore consulter la Chambre des Représentants, qui en juin-juillet ne s'est pas montrée trop docile, et qui ne semble



11.

pas encore bien en main. Elle ne manquera pas de créer de nouvelles difficultés et d'embrouiller encore le débat. C'est là que réside désormais le véritable danger.

En ce moment la confusion des esprits est extraordinaire aux Etats-Unis; on n'y distingue point, comme en 1914, deux camps nettement tranchés; les mêmes formules se retrouvent dans toutes les bouches, employées pour avancer des propositions contraires et contradictoires entre elles. Vers le milieu de septembre, les sondages statistiques prouvaient par exemple que les 2/3 du peuple américain rejetaient une neutralité stricte, et qu'un quart souhaitait de voir interdire tout commerce avec les belligérants; 85% déclaraient souhaiter une victoire franco-britannique, mais 17% seulement étaient disposés à envoyer un corps expéditionnaire américain en Europe. Les femmes étaient aussi belliqueuses que les hommes, mais les noirs l'étaient bien plus que les blancs, car chez eux la haine de Hitler était générale. Le Sud était bien plus disposé à la guerre que le centre (six pour un), les fermiers et les habitants des petites villes se montraient deux fois plus bellicistes que les habitants des grandes villes.

Cependant de nombreuses voix s'élevaient en faveur d'une stricte neutralité; signalons en particulier, dans le courant de septembre, les anciens combattants (ceux de la Grande Guerre, réunis à Los Angelès, ceux de la guerre hispano-américaine, réunis à Atlantic City, les citoyens italo-américains, réunis à San-Francisco, les fidèles de l'abbé Coughlin (qui inondèrent le Congrès d'un véritable flot de lettres et de télégrammes en faveur de la neutralité la plus stricte)); l'ancien candidat



socialiste Norman Thomas, et le plus grand nombre de ses partisans tenaient hautement le même langage, qui était du reste celui des communistes. Durant les deux premières semaines de septembre, la poste apporta aux membres du Congrès un nombre effroyable de lettres, dont l'immense majorité réclamait la paix à tout prix. Les parlementaires en furent d'abord impressionnés, mais ils remarquèrent ensuite une telle uniformité dans la rédaction de ces messages qu'ils leur attribuèrent moins d'importance; au reste, graduellement, les lettres favorables à la cause des alliés se multiplièrent; récemment elles paraissent être les plus nombreuses.

Un incident surtout a déconcerté les isolationnistes et changé le ton des disputes aux Etats-Unis : la menace russe contre la Finlande. Les pays scandinaves jouent un rôle considérable dans la vie et la politique intérieure des Etats-Unis. Les états du Nord-Ouest, qui constituent le plus souvent, depuis 1900, le balancier politique du pays et qui forment le bloc le plus radical, sont habités par une population scandinave assez compacte, très consciente de sa force, très active et très respectée. Elle fournit de nombreux sénateurs, et des députés en proportion encore plus considérable. Il en résulte que le monde officiel et l'opinion publique aux Etats-Unis professent un préjugé favorable à l'égard des nations scandinaves. Au reste celles-ci, par leur démocratie ordonnée, progressive, soucieuse des problèmes économiques et sociaux, se sont imposées à l'estime des hommes d'état. Enfin, la Finlande jouit d'un prestige particulier qu'elle doit, et à la réputation de ses athlètes, et



13.

à l'adresse de ses financiers. En refusant d'imiter les autres peuples européens lors du débat sur les dettes de guerre, et en continuant sans interruption les paiements aux Etats-Unis, les Finlandais ont acquis outre-mer un prestige immense. Avec l'Amérique Latine, le "groupe d'Oslo" est le mieux vu aux Etats-Unis. On entendait souvent dire outre-mer, en septembre, que l'Amérique, en compagnie des Américains du Sud et des Scandinaves, pourrait un jour imposer à la folle Europe une sage paix, si ces neutres réussissaient à maintenir leur neutralité et à ne pas laisser entamer leur bloc. Le péril que court aujourd'hui la Finlande suscite des craintes directes et paraît le présage le plus sinistre. Il est manifeste que cette impression répandue dans la foule et à Washington, fait le plus grand tort à la cause isolationiste. Il apparaît à tous que la France et l'Angleterre peuvent bien, après tout, être les champions du droit. Il semble évident que le bloc des neutres ne pourra se protéger, qu'il va s'émietter de mois en mois, et que tous, en fin de compte, seront pris dans l'infernale sarabande.... Nul ne peut plus douter que l'Amérique ait un devoir moral et un intérêt immédiat à voir la défaite de "l'Allemagne, de l'Italie et de la Russie" (propos du sénateur Pittman, le 14 octobre 1939 au Sénat). Lindbergh lui-même a tenu à reprendre la parole par radio afin de suggérer que l'embargo ne devrait pas empêcher la vente des armes défensives aux pays belligérants.

.. ..



En résumé, dans cette deuxième moitié d'octobre 1939, il paraît évident que les Etats-Unis s'orientent vers une transformation de leur Loi de Neutralité, c'est-à-dire vers une participation économique à la guerre européenne. Le Président Roosevelt, avec l'extraordinaire adresse politique qui lui est propre, a su tirer parti d'une situation très délicate. Il a compris qu'il ne fallait à l'heure actuelle s'appuyer ni sur un parti, ni même sur un groupe, mais sur un instinct. Ce qui se produit en ce moment en Amérique n'est ni une escarmouche entre classes, ni une bataille de générations; c'est un conflit entre l'instinct idéaliste, démocratique et libéral du peuple américain, d'une part, et son instinct commercial et utilitaire, d'autre part. Tous les Américains voudraient à la fois rester en dehors de la guerre, et assurer à leur pays la prospérité. Le Président leur offre donc un texte constitutionnel qui fournit les garanties nécessaires pour empêcher les belligérants de compromettre les Etats-Unis, tout en assurant à ceux-ci les bénéfices matériels maxima. Il n'est guère douteux qu'une telle formule finisse par être acceptée par le Congrès, bien que nul ne puisse encore prévoir sous quelle forme elle passera, ni quels amendements le sénateur Pittman devra subir.

Au demeurant, il ne faut pas croire qu'une fois la loi Pittman votée, nous soyons au bout de nos difficultés; attendons-nous à voir les industriels américains, soutenus par leur Gouvernement, nous imposer des contrats draconiens, des règlements de comptes impitoyables, et des paiements massifs, qui pourront nous sembler à certains moments intolérables. Notre cause s'appuie outre-mer sur l'appétit de gain, et elle doit compter



15.

avec lui. Il serait dangereux aussi de sous-estimer la force du courant pacifiste et de le croire dominé. Lindbergh avait à peine prononcé son discours contre la participation américaine à la guerre, qu'on voyait surgir des clubs "Lindbergh for President", et qu'il était reconnu dans tout le pays comme une figure centrale. Dans les mois qui viennent il sera fort écouté; Mr. Roosevelt lui-même ne pourra le négliger. Le Président sera contraint de louvoyer, et s'il veut garder son autorité, il sera tenu de voiler ses sentiments favorables aux alliés. Prenons garde surtout au moment où la guerre se prolongeant, l'or français et l'or anglais commenceront à s'épuiser; à cette époque, les sentiments anti-bellicistes et les instincts utilitaires seront amenés à converger et à collaborer; ils imposeront au Gouvernement une politique pacifiste et s'efforceront de nous contraindre à la paix immédiate. Déjà le jour de la déclaration de guerre, de nombreux journaux américains ont publié en bonne place le chiffre exacte des réserves métalliques franco-anglaises, en avertissant leurs concitoyens qu'il fallait nous refuser tout crédit à long terme, et se préoccuper immédiatement des mesures à prendre pour empêcher que les commandes des alliés ne créent, par contre-coup, une crise économique aux Etats-Unis, à l'heure où les ressources financières de la France et de l'Angleterre seront taries. Pris dans l'engrenage des circonstances, les Etats-Unis sont en train de se rapprocher de nous, mais au bout de quelques mois, il est possible qu'ils se raidissent contre cet engrenage, afin de rester fidèles à leur instinct pacifique et de défendre leur opulence.



Certes, à l'heure présente, la France est en état de grâce sentimental aux Etats-Unis, car la haine des totalitaires est quasi universelle. Gardons-nous toutefois d'un optimisme naïf. "L'Amérique est un coup de vent", disait le Maréchal Foch. Soyons donc attentifs aux variations d'une situation dont je me suis efforcé de vous montrer la complexité, afin de sauvegarder dans la mesure du possible nos intérêts essentiels.



Séance du vendredi 17 novembre 1935 - 15 heures

Présidence de M. Henry Bérenger, Prés.

Présents: MM. M. Plaisant, vic. Prêt, Berthod et P. Laffont, 2<sup>e</sup> air,  
Bardoux, Capus, Millerand, Boret, Desjardins, Steeg, Paul Boncour,  
Leyronnet, Mollard, Camille Ferrand, P. Laval, Al. Bachelet, docteur,  
de Chambrun, Mireaux, Jovelet, Reibel, Thourmyre, Gastier-Duparc,  
Parayre, Honorat, Boivin-Champeaux, Buisson.

Excusés: MM. Lefebvre du Prey, R. Renoult, Fourment.

M. le Prêt. - En raison des fêtes de la Toussaint et de la session des  
cours généraux, beaucoup de nos collègues avaient demandé  
que fût reportée à ce jour notre séance d'abord prévue pour la  
semaine précédente; il a été acquiescé à ce désir.

A la demande générale, dont M. Boivin-Champeaux  
a fait fait l'interprète, j' commencerai par vous donner un  
exposé de la situation internationale à l'heure présente.

J'ai eu avec M. Daladier, Pt du Cail, et avec M. Champetier  
de Ribes un certain nombre d'entretiens. J'en ai retiré  
une impression générale de réconfort et de confiance. J'ai  
trouvé en M. Daladier un homme très maître de lui,  
connaissant bien les questions qu'il a à traiter, et qui m'a  
donné, sur les différents points évoqués, des explications  
utiles.

Quant à M. Champetier de Ribes, il suit avec beaucoup  
de soin les affaires de son département et se montre parfaitement  
au courant de ce qui le concerne. Il a organisé très rapidement  
un service d'information pour les parlementaires, où  
nous trouvons des dossiers bien tenus, contenant les pièces  
originales et des résumés très clairs.

Ce qui frappe, en premier lieu, dans les événements de la  
dernière quinzaine, c'est le resserrement et le renforcement  
de l'amitié franco-britannique. Elle a fait bien du chemin



depuis l'Entente cordiale, nous en sommes à la période, selon les termes employés hier par les représentants des deux pays, de l'"union indivisible" et de la "solidarité totale"; c'est une sorte de nation unique travaillant dans les mêmes brancards, en quelque domaine que ce soit, finances, armées, armement, organisation; nous concluons avec joie un tel accord aboutissant à un ensemble de dispositions pratiques de toutes formes.

Une petite réserve doit être faite pour le commerce franco-britannique, que ne paraissent pas avoir touché jusqu'ici les directives données par le grand Comité de guerre; il y a là quelque chose à améliorer pour sauvegarder l'activité extérieure de notre économie nationale. Les Comités du Commerce des deux Assemblées se sont saisis de la question, qui, m'a dit le Président du Ciel, sera prochainement réglée.

Un autre grand fait est que la ratification du traité anglo-franco-turc par l'Assemblée d'Ankara continue d'étendre ses heureux effets notamment dans le Sud-Est del' Europe: si n'y insiste pas, le M. Plaidant nous présentera à bref délai un nouveau rapport sur ce sujet.

Il y a eu là un succès de notre diplomatie et nous pouvons le dire, de Parlement; car nous avons tous collaboré à la réussite de cette affaire. Nous devons remercier particulièrement notre ambassadeur en Turquie, M. Mastigli, qui a eu à porter tout le poids de négociations parfois très moins que faciles, et étendre nos compliments aux services du quai d'Orsay, qui a exercé une action extrêmement utile. A un moment, en effet, où le Gt Turc d'ait disposé - et peut-être avec l'assentiment anglais - à céder aux dernières demandes russes, c'est notre diplomatie qui s'y est formellement opposée, a demandé au Foreign Office de reconsidérer la question, et lui a fait accepter finalement son point de vue; après quoi les deux Gts, d'accord, ont pu télégraphier à leurs ambassadeurs qu'ils ne signeraient pas le traité si la Turquie ne renonçait pas à la clause demandée par



Moscou, et elle a fini par consentir.

Nous n'avons d'ailleurs pas fait d'objection au maintien de la vieille amitié turco-russe. On a pu voir, d'autre part, qu'en dépit de craintes exagérées, le traité n'avait eu aucune incidence fâcheuse en Méditerranée occidentale : des négociations ont été entamées entre l'Italie, la Grèce et la Turquie.

Il semble que, pour l'instant tout au moins, de ce côté il n'y ait pas de ruptures à craindre. Mais il ne faut pas non plus nourrir d'illusions excessives : Italie, Espagne, ne sont pas passées dans le camp des puissances occidentales. Elles ne sont pas restées avec la puissance qui avait formé puis a désherbé le bloc anti-Komintern ; elles sont restées des non-belligérants, mais non pas des neutres, se réservant de jeter, le moment venu, leurs armes et leurs intérêts dans la balance de la paix ou de la guerre. C'est un jeu dangereux et difficile. Il serait très mauvais de croire que la partie est gagnée. Il vaut mieux rester de sang-froid. Nous avons du moins gagné un excellent point, le traité turc n'ayant aggravé les difficultés avec aucune puissance méditerranéenne.

Un troisième signe de grand réconfort a été la levée de l'embargo américain sur les armes. Nous aurions entendu un très beau et complet rapport de M. Buisson ; depuis lors, non seulement la majorité substantielle escomptée au Sénat de Washington s'est vérifiée, mais elle a été, à la Chambre des Représentants, des 3/5 <sup>des</sup> voix, ce qui a donné au Président des Etats-Unis une très grande autorité.

Nous aurons là-bas 300 avions de premier ordre qui attendaient le moment de partir ; j'en suis sûr, j'en puis dire qu'ils sont en route. Ce n'est que le commencement ; après les appareils de chasse, les bombardiers suivront. Et nous aurons les pilotes, puisque les volontaires sont désormais autorisés à s'engager.

Il y a sans doute des réserves à faire : la première est que cela nous coûtera cher, et tout de suite.



nous aurions pu éviter les inconvénients du "cash and carry" si nous avions consenti à payer nos dettes selon le règlement qui avait été prévu; mais on ne peut plus revenir là-dessus. Quand nous n'aurons plus d'or, on nous prêterait sans doute à nouveau des dollars, car les Etats-Unis, encore une fois, ne pourraient pas faire autrement.

Il ne faut pas nous dissimuler que notre position actuelle devant l'opinion américaine a été favorisée par un très fort mouvement, anti-hitlérien sans doute, mais bien davantage encore anti-soviétique, provoqué par les injures de M. Molotov à l'adresse de M. Roosevelt qui ont produit le plus déplorable effet et nous ont gagné <sup>à la dernière</sup> une cinquantaine de voix à la Chambre des Représentants.

J'arrive à une zone d'action un peu moins bonne, mais où notre diplomatie travaille avec soin: c'est la Méditerranée et l'Extrême-Orient.

Au début de la guerre, on a pu craindre que nous n'ayons à couvrir deux fronts et à déplacer notre flotte en Méditerranée, avec répercussion sur le ravitaillement et la sécurité de notre Afrique du Nord. Cela ne s'est pas produit.

Or, en raison des imprudences de la Pologne - et c'est le moins qu'on puisse dire -, de la désorganisation de son Gt et de son commandement, la résistance opposée de ce côté par les héroïques individus aux armées allemandes, au lieu de durer 6 semaines ou 2 mois, comme il était possible même avec la trahison russe, on s'est effondrée au bout de 3 semaines. Ainsi l'Allemagne a pu jucher rapidement sur notre front ses 100 divisions de Pologne; nous n'aurions pas alors un contrepois, les Anglais n'auraient pas fait au début l'effort que réclamait avec raison M. Camille Perrot. S'il nous avait fallu, en outre, faire face à 90 divisions italiennes et à plusieurs divisions espagnoles, la situation aurait été fort dangereuse. Heureusement, de même qu'en 1914, l'abstention italienne nous a permis de nous consacrer à notre front du N.E. Il ne s'agit pas, cette fois-ci, d'ailleurs,



de neutralité bienveillante, mais seulement de non-belligérance courtoise. Et l'Espagne continue à se solidariser avec l'Italie.

Je suis jour par jour les télégrammes manuscrits de notre ambassadeur à Rome, dont les balancements reproduisent eux-mêmes ceux de l'attitude italienne à notre égard; elle est soigneusement dosée par le Duce, qui, en dépit des racontars, a conservé la direction de toutes les affaires. C'est lui qui, de temps en temps, autorise M. Gayda ou un autre à décocher aux alliés quelque article plus ou moins agréable, qu'il envoie ensuite à rendre justice à leurs efforts. Comment tout cela finira-t-il? Pour le dire, nous ne sommes pas prophètes. Du moins l'ensemble du peuple italien, et dans toutes les classes, est-il nettement hostile à tout ce qui pourrait être une action contre la France, et son chef tient compte de ce sentiment.

De plus, au moment où la guerre a éclaté, la préparation militaire de l'Italie était loin d'être au point. Le C<sup>te</sup> Ciano avait obtenu de Hitler la promesse qu'il n'y aurait de guerre en Europe ni à propos de la Pologne, ni avant quatre ans: il s'agissait par là de gagner le temps nécessaire pour réparer les déficiences apparues, tant dans le corps des officiers que dans certains armements terrestres, à la suite des campagnes d'Abyssinie et d'Espagne, et auxquelles n'auraient pu remédier les envois, nombreux à un moment, de missions allemandes en Italie. C'est pourquoi le déclenchement brusque de la guerre en septembre représentait pour l'Italie un danger redoutable. L'Italie ne tient pas à entrer dans la guerre; elle se prépare, s'organise, s'outille; tout en démobilisant — et en profitant de la situation pour gagner beaucoup d'argent de tous côtés et de toutes façons, ce qui lui permet de se refaire —, elle achève de s'armer. Notre diplomatie doit, par conséquent, rester très prudente.

En Extrême-Orient, si le pacte anti-Romünien avait



fonctionné, nous pourrions craindre une puissante action militaire du Japon contre nos possessions, et de grandes difficultés dans ce domaine pour l'Angleterne et pour nous. La politique que nous avons préconisée, et que le G. A. a bien voulu suivre en général, a été de ne pas prendre parti en Extrême-Orient. Grâce à cette sagesse, il n'y a pas, depuis quelques mois, de grands sujets de friction. L'Angleterne et nous, retirons des troupes de Chine, c'est un geste auquel le Japon se montre sensible.

Pas de difficultés non plus avec le Siam, comme on avait pu le craindre. Grâce à l'heureuse action de notre agent là-bas, nous avons l'assurance que l'Indo-Chine ne sera pas attaquée de ce côté.

J'arrive aux points qui restent névralgiques en Europe : conflit russo-finlandais, - difficultés hollandaises avec le Reich.

Tous vous rappelez comment est née l'affaire finlandaise : les Russes ayant occupé dans grande résistance la Pologne orientale, la Biélorussie, l'Ukraine et <sup>intégrée</sup> 13 millions d'habitants, le païso-baïdoug, mis en goût, a voulu retrouver toutes les limites de l'ancien empire des Tsars. Exploitant les impuissances de Hitler, il a d'abord pesé sur les Etats baltes pour les forcer d'accepter certaines servitudes, que d'ailleurs on a peut-être démesurées en Occident, ainsi que le mécontentement, relatif semble-t-il, des nations intéressées. C'est, au surplus, une question sur laquelle il sera bon que l'un de nous présente une étude spéciale.

Les Soviétiques ont voulu également contrôler la dernière partie qui restait échappée à l'ancienne domination russe, la Finlande. Mais celle-ci n'a pas avec les Slaves les mêmes affinités que les Baltes, elle est tournée vers la Scandinavie, ayant perdu de la haine de plus longs et meilleurs souvenirs que des Russes. Néanmoins elle accepte une conversation sur



les moyens d'assurer la protection de Leningrad, qui n'est qu'à 32 kilomètres de sa frontière; d'autre part, les golfes de Finlande et de Botanie présentent pour les Russes un certain nombre de nécessités stratégiques. C'est à propos de leurs prétentions sur Hangoe que se sont interrompues les négociations. Je craignais d'ailleurs d'être surpris que les Russes recourent à la force; ils comptent sur le temps et les difficultés financières pour venir à bout de la résistance finlandaise. Je crois qu'ils se trompent, et qu'ils n'obtiendront finalement pas Hangoe. Mais il faut s'attendre à ce que le différend se prolonge.

En ce qui concerne l'affaire hollandaise-belge, il y a longtemps qu'on avait été averti que l'Allemagne voulait passer par la Hollande ou s'y assurer des bases navales et aériennes. En mars-avril, j'en avais déjà entendu parler.

La Belgique, pour sa part, doit avoir par l'expérience de la dernière guerre. C'est elle pourtant qui avait rompu, en 1936, les traités qui la liaient, militairement et politiquement, à la France et à l'Angleterre, en arguant que celles-ci n'auraient pas rempli avec assez de force la garantie des traités de Locarno qui la concernait: après la ~~renonciation~~ <sup>renonciation</sup> de la Rhénanie par le Reich, en effet, et devant l'absence de réaction anglo-française, la Belgique prenait peur, comme tous les petits États européens; ils se disaient: si la France, intéressée au premier chef au glacis du Rhin, l'abandonne, et si l'Angleterre conseille l'abandon, qu'est-ce que nous devenons? De là la nouvelle attitude, non seulement de la Belgique, mais de la Yougoslavie et des Balkaniques. On n'a peut-être vu cela assez profondément ici. Nous nous entendons, dans le moment, M. Flaminio et M. Albert Sarraut: ils nous ont affirmé qu'on allait défendre le Rhin et empêcher la réalisation des projets allemands. Mais là-dessus les élections amenaient un changement d'orientation; la nation ne semblait pas attachée à ces questions faute d'importance qu'elles avaient. Je crois qu'il n'y a pas eu, sur la décision de



s'abstenir, unanimité au Conseil des ministres, mais en tout cas celui-ci n'a pas fait ce qu'on nous avait promis.

Les conséquences de ce fait subsistent: la Belgique a cessé d'être une couverture militaire pour la France, elle a déclaré en octobre 36 son entière neutralité. Nous avons senti le danger. Avec l'Angleterre, nous avons maintenu l'assurance de nous porter à son secours si elle était attaquée. Cependant le courant d'opinion en Belgique n'en est pas moins devenue particulariste; et, en 1939, quand la guerre a été déclarée, la Belgique a proclamé sa neutralité absolue; c'est encore la position qu'ont affirmée et son roi et son premier ministre, M. Spaak, le 27 octobre. Autant <sup>que possible</sup> la majorité du pays a de sympathie pour nous, autant elle est attachée à la neutralité.

C'est dans cette atmosphère que s'est produit, le 7 novembre, le voyage du roi Léopold à La Haye. Vous vous rappelez l'offre de bons offices qui en est sortie, ainsi que les réponses française et anglaise. Celle du Président de la République a été sans doute établie en collaboration avec M. Daladier, et tous les mots portent. La réponse britannique n'est pas de forme exactement semblable; peut-être peut-on reprocher qu'à une démarche collective hollando-belge il n'ait pas été fait une réponse unique, concertée entre France et Angleterre.

Seule, la France a énuméré les pays opprimés à restaurer, Autriche, Bohême, Pologne, ce qui nous a donné, devant l'Allemagne, la Russie, l'Italie, la figure de gens qui veulent redémembrer l'Allemagne tandis que les Anglais se contentaient d'imposer des principes généraux.

Le Reich, selon ses procédures habituelles, a répondu sans répondre. On n'a pas encore de texte de Hitler; nous ne connaissons, et par le DNB, que des conversations de Ribbentrop avec les ambassadeurs des puissances intéressées; il s'y efforce de rejeter sur la France et l'Angleterre la



responsabilité de la continuation de la guerre. On laisse seulement prévoir une communication personnelle de Hitler aux souverains hollandais et belge, qui ne serait pas rendue publique. Le matin, toutefois, le New York Herald généralement bien informé à cet égard, a fait savoir que ces souverains ne considéraient pas comme déliés de leur mission, et qu'ils continueraient.

En même temps, l'ambassadeur américain à La Haye remettait, le 13, à la reine Wilhelmine un message du Pt Roosevelt, où, croit-on savoir, il lui faisait connaître qu'il se tenait à ses côtés dans les épreuves que traversait son pays et les initiatives qu'elle prenait. Si cette communication est exacte, elle peut prêter à de grands développements. Déjà l'intervention de Roosevelt auprès des Soviets en faveur de la Finlande a eu un grand effet. Il faut se rappeler que, pendant l'offre de bons offices hollando-belge aux belligérents, l'un de ceux-ci exerçait la plus puissante pression par des concentrations de troupes aux frontières et des campagnes de presse.

Les Italiens ont aussitôt commencé, de leur côté, une campagne soutenant que c'était l'Angleterre et la France qui croyaient bon d'annoncer des concentrations allemandes et de faire craindre une prochaine invasion en Hollande. C'est aussi la thèse qu'a adoptée l'Allemagne à partir du 14, prétendant qu'elle n'avait jamais pensé violer la neutralité hollandaise. D'après nos informations, une débâcle s'est produite, la Hollande et la Belgique ne se considèrent plus comme menacées. Les choses en sont là, on laisse entendre qu'elles pourront continuer.

M. Honorat. — En ce qui concerne l'essence, est-il vrai que certaines restrictions ont été ~~édictées~~ <sup>éditées</sup> en Hollande, le fait coïncidant avec des lioraisons et l'Allemagne?

M. le Prêt. — Je n'ai rien su de cela.

M. Paul-Boncour. — Et les Balkans?

M. le Prêt. — Situation balkanique! c'est à dire confuse. Nos sommes engagés envers la Roumanie en cas d'attaque allemande, et n'y faillirons pas. Aucun traité



en cas d'attaque russe: il faudrait reconsidérer la question si la Bessarabie était menacée. Le problème est suspendu actuellement.

Quant à la Hongrie, l'Italie a fait de très grands efforts pour la maintenir dans l'orbite de son influence, et avec succès. Les Hongrois ont peur de la Russie, et de son contact pour leur régime économique, ils n'ont pas accueilli non plus leurs relations d'amitié avec l'Allemagne. Je crois qu'il y a un travail utile à faire de notre côté pour ramener la Hongrie dans l'équilibre balkanique général.

Vous savez ce qui s'est passé entre l'Italie et la Grèce. Il serait audacieux de préjuger de l'avenir dans les Balkans; il dépendra de la solution militaire qui sera intervenue sur le front d'Occident.

M. A. Buisson.. Je crois savoir qu'une pression économique allemande se distingue derrière la pression militaire sur la Hollande, celle-ci étant sommée d'avoir à libérer un montant d'importations au moins égal à celui d'avant-guerre. L'Allemagne prétendrait imposer en Hollande et en Belgique des restrictions dont elle serait elle-même victime, et celles-ci ne viseraient pas seulement l'essence. Par là, elle voudrait faire échec au blocus.

M. le Président.. Cela n'est pas douteux.

M. E. Mireaux.. Quid de la Bulgarie? L'Allemagne y expédie des armements substatuels, notamment des bombes d'avions de 500 kilos, alors que les Bulgares ne possèdent pas d'avions qui puissent les transporter. Tout se passe donc comme si l'Allemagne entretenait en Bulgarie un dépôt pour des éventualités que nous pouvons deviner. Ces avions passent par le Danube, ensuite ils ont été découverts par la Yougoslavie au passage des troupes.

M. le Président.. Elle les a même arrêtés.

M. Mireaux.. Oui, mais je ne crois pas qu'ils aient cessé. Il y a des raisons de penser que la Yougoslavie s'est inclinée ou qu'elle a préféré fermer les yeux.

M. le Président.. Sofia est un champ de bataille entre les influences soviétiques, qui ont beaucoup gagné, et



allemandes. Les hautes classes redoutent une révolution. La solidarité slave joue. Tout cela reste très obscur.

M. P. Laval. - La question balkanique me paraît capitale. Hitler a voulu traverser la Hongrie pour attaquer la Pologne.

M. Le Priol. - La Hongrie s'y est énergiquement opposée.

M. Laval. - N'a-t-elle pas fait une démarche à Rome? M. Coatz s'y est rendu en avion pour informer M. Mussolini, qui répondit: mobiliser; et, si l'Allemagne persiste dans ses intentions, je mobilise. Si, comme tout me <sup>me</sup> fait croire, ce fait est exact, les liens entre Hongrie et Italie seraient ensuite devenus encore plus intimes.

Je ne crois pas que la situation balkanique sera réglée par les événements militaires du front occidental; car ce n'est pas sur la ligne Siegfried ni par le blocus que nous pourrions attendre une solution militaire, et c'est pourquoi le <sup>général</sup> Weygand a été envoyé à Berne. Mais il n'y a pas d'illusion à se faire: aussi longtemps que l'Italie restera neutre, le corps expéditionnaire d'Orient sera dans l'impossibilité de remplir la mission décisive qu'on en attend.

S'il est vrai que M. Mussolini a offert son concours militaire à la Hongrie pour s'opposer au passage des armées allemandes, c'est que les actions du Reich ont beaucoup baissé en Italie. Je n'attache pas, après cela, grande importance à certaines attaques de la presse italienne qui s'expliquent d'ailleurs par la stupidité de notre propre presse, incapable, par exemple, de consacrer plus de deux lignes à la commémoration de Vittorio Veneto.

M. Berthod. - Il est particulièrement maladroit, de la part de ne laisser passer aucune allusion à l'Italie.

M. Laval. - J'aurais pu du moins demander au Jour d'Orsay qu'on profite de l'anniversaire du roi d'Italie pour donner des articles sympathiques, du moins, à la maison de Savoie; j'en ai guère vu, Figaro et Temps exceptés. Nous ne savons pas profiter des occasions, alors que l'unité de l'Italie nous est si nécessaire, et qu'au printemps prochain son concours nous sera indispensable. Or, l'Italie ne peut oublier que, par quatre fois, pour l'Autriche, pour la Bohême, pour la Pologne, et pour la



déclaration de la guerre, l'Allemagne a violé le traité qu'elle avait avec elle.

Depuis longtemps, j'ai demandé une politique nouvelle à l'égard de l'Italie, j'ai le malheur d'être toujours en avance sur les événements. Je ne me satisfais pas de la non-belligérance italienne: nous ne pourrions obtenir de solution militaire rapide que si nous élargissons la coalition. Hitler n'a d'égard que pour la force, et il n'a pas jusqu'ici le sentiment d'être le moins fort. Si l'Italie est à nos côtés, nous y aurons aussi la Yougoslavie, la Hongrie et tous les pays qui ne veulent pas accepter la mainmise allemande. J'imagine que nos chefs considèrent qu'ils ne pourront rien faire aussi longtemps que l'Italie ne sera pas avec nous. Nous n'avons pas cette habitude, nous pourrions l'avoir. Mussolini a préservé son peuple du communisme, lui a donné un empire, lui a fait une place parmi les grandes puissances, il sait qu'il ne pourra participer à une nouvelle construction de l'Europe que dans la mesure où il aura pris sa part des sacrifices, je ne crois pas qu'il ait tellement changé depuis l'époque, récente encore, où il admettait des ententes d'États-majors pour passer à l'hypothèse d'un conflit avec l'Allemagne.

Si le renseignement que j'ai donné à propos de la Hongrie est vrai, comme je le crois, c'est un acte important, et la préface d'une collaboration militaire de la France avec l'Italie: le jour où cette nouvelle serait annoncée, l'enthousiasme serait aussi grand en France que le désespoir en Allemagne.

M. de Fosse. - Il y a huit jours, un personnage très important du Vatican m'a attesté le fait que vous signalez.

M. Le Prest. - Il n'y en a pas trace dans les documents du Quai d'Orsay. La Hongrie, d'après eux, a seulement déclaré qu'elle prendrait toutes mesures pour empêcher le passage des allemands par son territoire. Mais je m'informe.

M. V. Boré. - J'ai vu récemment un grand personnage italien, qui a une influence particulièrement grande



dans les milieux agricoles; il n'a demandé pourquoi nous en restions au temps où nous considérions l'Italie comme hostile, alors que les masses, rurales notamment, sont toutes francophiles.

M. Steeg. - D'après ce que vous nous avez dit hier le Président, c'est le C<sup>te</sup> Ciano lui-même qui a demandé que la presse française ne fît pas trop d'amabilité à son pays.

M. le Pr<sup>s</sup>. - Parfaitement. Au moment de la "relève de la garde" l'Italie nous a demandé de n'en pas <sup>trop</sup> parler: la presse française a très bien observé la consigne. Mais, en Angleterre, au contraire, les personnages officiels eux-mêmes ont souligné le fait avec une satisfaction indiscrète. Aussitôt ils ont provoqué une violente colère de Mussolini, et c'est alors qu'il a de nouveau détourné la presse contre les Alliés.

M. J. Bardoux. - Je suis tout à fait d'accord sur la nécessité de préparer un front balkanique, d'accord avec l'Italie. Je dois signaler que la Hongrie n'a pas seulement refusé par deux fois de laisser passer les troupes allemandes; elle ~~aurait~~ a refusé également à l'Allemagne, et d'instituer des cartes d'alimentation pour accroître d'autant ses réexportations vers la Pologne, et d'admettre le contrôle allemand sur ses camps de réfugiés polonais. Mais l'armée hongroise, mise à part la supériorité de ses cadres, est, comme doit l'être celle de la Pologne, plus riche en cavalerie qu'en éléments motorisés et en artillerie. Le fait mesure-t-il cependant toute l'importance de la résistance hongroise, et d'un effort pour réaliser un front commun.

M. le Pr<sup>s</sup>. - Je crois qu'il y a un effort très sérieux. Mais tout est commandé par les efforts des grandes puissances.

M. Camille Ferrand. - Vous nous avez dit que la Belgique avait demandé au G<sup>t</sup> français son aide militaire. Notre G<sup>t</sup> a-t-il su profiter de cette demande?

M. le Pr<sup>s</sup>. - Il est impossible de donner des détails à cet égard. On a fait beaucoup, mais il est certain que l'appel s'est produit un peu tardivement.

M. Berthod. - Il y a eu récemment, dans le Giornale d'Italia, un article sur la neutralité suisse, qui a été très



commenté en Suisse. N'existe-t-il pas une sorte de veto italien à la violation de la neutralité suisse?

M. le Prés. - Je crois que les faits que vous évoquez répondent à la réalité.

M. V. Boret. - Un personnage hollandais m'a remis copie d'une note par laquelle il a demandé à la propagande française de contrebalancer la propagande allemande, qui harcèle la métropole et les colonies de son pays, par des émissions en langue hollandaise, qui toucheraient une centaine de millions d'auditeurs.

M. le Prés. - La question est renvoyée à M. Honorat, notre rapporteur pour toutes celles qui touchent à l'Information.

M. Paul-Boncour. - Je me félicite que ma question sur les Balkans ait provoqué de véritables révélations sur la position de Hongrie et de l'Italie. Je pourrais-on être renseigné à ce sujet? Je suis frappé de la rareté de nos renseignements sur la Hongrie, qui est un point délicat de l'échiquier, important et par lui-même et par rapport à la Roumanie.

Ces jours-ci, un journaliste avait annoncé que la Hongrie aurait mobilisé à la frontière allemande en déjarnisant la frontière roumaine: il a été censuré. Pouvez-vous avoir ce qu'il y a là d'exact?

Je crois que la Hongrie s'est, en effet, éloignée de l'Allemagne, parce qu'elle ne compte plus sur elle pour faire aboutir ses revendications. Ma crainte vient de ce que fera la Russie. Si elle arrache la Bessarabie à la Roumanie, la tentation de prendre aussi la Transylvanie ne l'emportera-t-elle pas en Hongrie! C'est là que le rôle de l'Italie pourrait être capital.

M. Laval. - La source de mon renseignement est bonne; je l'indiquerai à M. le Prés.

M. Paul-Boncour. - Je n'en doute pas. Cependant, s'il s'agit d'une source italienne, je ne serais pas sans méfiance.

M. le Prés. - Je n'ai que les informations que j'en ai données. Le général d'Ossay, à ma connaissance, ne sait pas que le refus opposé par la Hongrie à l'Allemagne soit dû à une intervention italienne.

M. Honorat. - Je connais beaucoup personnellement le Prés. du



Conseil hongrois, esprit extrêmement distingué, et de tendance incontestablement antihitlérienne, mais qui est forcé de tenir compte des mouvements d'opinion de son pays. Le Lt Liano<sup>lui</sup> demandait: "Aimez-vous vraiment les Allemands?" - Autant que vous! - lui répondit le Lt Csaky.

M. Ch. Reibel. - La censure ne pêche pas toujours par excès de sévérité: elle a laïsté un journal annoncer hier soir une grande trahison dans l'armée hollandaise, suivie de 40 arrestations d'officiers; le ministre des Hollandais a téléphoné à La Haye, où on lui a dit qu'il n'y avait rien de vrai.

M. Jovelet. - Avez-vous, maintenant le Rés<sup>t</sup>, des renseignements sur la situation intérieure de l'Allemagne?

M. Le Bret. - On en a plutôt trop, venant des côtés les plus divers, mais ils sont contradictoires. Pour les uns, et c'est le son de cloche que fait entendre avec une exagération susceptible <sup>d'atténuer</sup> seulement notre effort, la Radio française - ceux de nos collègues qui se soumettent au supplice de l'écouter savent ce qu'elle est -, l'Allemagne meurt de faim; d'autres informations des plus récentes donnent à penser, au contraire, que le blocus n'a encore produit aucun effet sur l'alimentation de l'Allemagne qui a des stocks pour un an encore au moins. Aujourd'hui même j'ai eu une longue conversation là-dessus avec M. Champetier de Ribes.

Mais pour la situation psychologique, c'est tout autre chose. Il y a des signes d'ébranlement et de décomposition très nombreux dans le régime nazi. Cela ne veut pas dire qu'on soit à la veille d'un écroulement. Mais il est incontestable qu'à l'heure actuelle Hitler est touché; il rencontre des contradictions et des oppositions. Beaucoup de nazis n'ont pas accepté la rupture du pacte antikomintern; d'autres, devant le renversement des alliances, croient le moment venu de travailler pour des questions de personnes; d'autres encore croient naïvement que leur Führer leur conquerra <sup>à l'est</sup> un espace vital sans



risque réel de guerre et l'ouest, et ont été extrêmement surpris de se voir à dos la France et l'Angleterre, avec, par derrière, l'empire américain. Et ceux-là, qui sont dans toutes les classes de la population, manifestent leur mécontentement. Dans l'armée même, il y a des généraux qui suivent l'un ou l'autre de ces courants. Ainsi, des légendes, des fétures certaines apparaissent dans l'édifice.

M. Mireaux. - Ajoutez la reprise de l'action communiste en Allemagne.

M. le Prét. - Cela est conforme aux instructions des ~~le~~ Romantien.

M. Peyronnet. - Il paraît nécessaire que nous connaissions le texte exact du discours de Molotov.

M. Al. Bachelet. - Il est stupéfiant que nous ne l'ayons pas.

M. le Prét. - J'ai pu l'obtenir, ainsi que celui de Ribbentrop. Mais ils n'ont pas été publiés. Vous avez raison. Il n'y a que M. Mireaux qui, dans le Temps, ait réussi à reconstituer un texte de Molotov en traduisant celui de l'agence Tass.

M. Al. Bachelet. - Même le discours Hitler du 6 octobre n'a été publié qu'il y a trois jours dans le bulletin du quai d'Orsay.

M. le Prét. - Je m'en suis déjà plaint, aussi bien que de l'absence d'un livre jaune. Cependant le C.G.I. a créé nouvellement une 2<sup>e</sup> Division, qui a donné le discours Molotov, mais seulement en confidence.

M. V. Boret. - Je me suis déjà entretenu avec notre collègue M. Mireaux, directeur d'un grand journal et le mieux informé des variantes du discours Ribbentrop selon les diverses publications. D'ailleurs, la censure allemande s'est exercée la première sur ce discours : elle y a supprimé les attaques contre M. Daladier. Nous devrions avoir à la Radio un service de sténographie des discours des chefs d'Etat étrangers.

M. M. Plaisant. - Le discours Ribbentrop, et notamment les imputations visant M. Daladier, ont alimenté toute une campagne dans la presse suisse, en



jouant sur les dates, on prêtait à la France, <sup>récentes</sup> l'intention de transaction.

M. le Prêt. - Les discours en question ont été sténographiés par nos centres d'écoute; seulement ils ne sortent pas de ce service. Je n'ai pu les avoir non même que très récemment et exceptionnellement. Le Journal ne veut sans doute pas en laisser répandre, soit les termes, soit les thèses. Cependant ils auraient mérité d'être connus, au moins des Comités parlementaires.

M. Thouny et Parayre présentent des observations sur le service du Bulletin de presse du Jura d'Orsey.

M. le Prêt lit une analyse et des extraits des discours Molotov et Ribbentrop.

M. Berthod. - Sur l'entrée dans la mer Noire de navires de guerre non riverains, le traité hier semblait vague. Or, nous voyons que les Russes déclarent avoir rompu la conversation avec les Turcs parce que ceux-ci refusaient d'interdire cette entrée. C'est fort intéressant.

M. M. Plaisant. - Le traité se réfère aux accords de Montreux. Molotov voulait indiquer ceux-ci dans un sens.

M. le Prêt. - En fait, derrière la bataille sur des textes, c'est la Turquie prenant position contre le parti de la révolution universelle.

M. Berthod. - Dans la situation actuelle, l'agression allemande contre la Pologne suffisait-elle pour que la Turquie pût laisser entrer les flottes alliées dans la mer Noire, même sans que la Roumanie soit attaquée? Et pourrions-nous ainsi arraisonner les transports destinés au ravitaillement de l'Allemagne par le Danube?

M. Plaisant. - On peut le demander.

M. Méreaux. - La question de droit n'est pas douteuse. En fait, il faudrait demander à la Turquie si elle veut laisser passer nos bateaux.

M. Gromier-Duparc. - Actuellement, la Turquie est neutre.

M. le Prêt. - Nous pourrions entendre à notre prochaine séance le rapport supplémentaire de M. Méreaux sur le



bleues, ainsi que celui de M. Plaisant sur le traité turc et le traité polonais. (Assentiment)

M. Reibel. - Pourquoi le gouv. français n'a-t-il pas jugé intéressant de faire connaître le passage du discours molotov relatif au traité turc, ~~et~~ <sup>et</sup> qui souligne la portée de la rupture russo-turque et le jeu des communistes français?

M. le Prést. - Le gt., dans ses relations avec les soviets comme dans ses poursuites contre les communistes, a égard à certaines considérations.

M. le Prést. répond à la demande de le com en relisant les instructions <sup>secretes</sup> du Koneintern, d'après une nouvelle traduction.

M. Reibel. - C'est là un document capital. Pourquoi ne le publier-t-on pas?

M. le Prést. - On l'a tenu sous le boisseau. Et cependant il nous livre le plan de la bolchevisation universelle.

M. Millerand. - C'est un document qui commande une grande partie de la diplomatie actuelle. Le gt. en a-t-il autorisé la publication?

M. le Prést. - Il a autorisé la communication à la Cougr. Il y a d'ailleurs des complications dans la politique suivie à l'égard des soviets.

M. Mireaux. - En Russie même il y a deux politiques qu'on met tour à tour sur le devant de la scène selon les besoins du moment, celle de molotov et celle de litvinov.

M. Reibel. - Déjà une propagande communiste intense se développe en France, elle attaque très perfidement les gouvts français et anglais. La Cougr. de l'armée s'en est très vivement préoccupée.

M. le Prést. - Le C.G.I. a reproduit une très violente interview prise à Thorez "quelque part en France" par un rédacteur du Daily Worker. J'ai dit à M. Champetier de Ribes que je ne comprends pas une telle ambiguïté de l'action gouvernementale. Je vois là un redoutable danger, car j'en ai vu qu'il a été dans la précédente



guerre, où j'ai eu à lutter contre lui, avec Clemenceau; nous en avons d'ailleurs triomphé; les tracts étaient fabriqués dans les usines de munitions et apportés au front dans les trains de ravitaillement: d'où les graves nuisances d'alors. Je vois avec crainte se renouveler certaines erreurs.

M. Ribet. - Elles trouveraient un terrain d'autant plus favorable qu'il s'agit d'une guerre d'inaction.

M. Al. Bachelet. - Il est question de prendre une sorte de décret des sujets.

La Commission règle l'ordre du jour de ses prochaines séances.

Elle se réunit au vendredi 12 novembre.

Séance levée à 18 heures  $\frac{1}{4}$ .



Séance du vendredi 24 novembre 1939 — 15 heures

Présidence de M. Henry Bérenger, Président.

Présents: M. M. Plaisant, M. P. Prost, Berthod, notaire, Bardoux, Mullerand, A. Buisson, E. Mireaux, Peyronnet, Laval, Pourment, Thouny, Al. Bachelet, Honorat, Bérin-Champoux, Ch. Reibel, H. Hays, V. Boret, Jovet, R. Bernard, Desjardins, Paul-Boncour.

Excusés: M. M. Camille Fournand, Labrousse, de Chambreux.

M. le Prost lit une lettre qu'il a adressée à M. le M<sup>re</sup> des Epines étrangères pour que soit exactement assuré à tous les membres de la Commission le suivi régulier des Bulletins des Epines étrangères publiés par le J<sup>nal</sup> d'Oray.

M. Champetier de Ribes a donné à cet égard toutes assurances. Les lacunes qui se produiraient encore lui seront signalées pour être comblées.

M. Emile Mireaux lit un rapport supplémentaire sur l'organisation et les effets du blocus.

L'insertion de ce rapport au Procès-Verbal ayant été réclamée par la C<sup>or</sup>, ainsi que sa communication à tous les membres de la C<sup>or</sup> et au J<sup>nal</sup>, le texte en est annexé ci-après.

Au cours de la lecture, il s'est produit les échanges d'observations suivants:

M. le Prost demande quelle garantie la France peut avoir que soient observées les clauses de non-déportation conclues avec certains pays.

M. le Rapp. — La garantie, c'est l'espionnage économique et la menace d'insérer les délinquants sur les listes noires.

M. Thouny observe que l'accord <sup>avec la</sup> Suisse antérieurement conclu



a porté un tort très grave à certaines industries françaises qui transformaient des matières premières destinées à ce pays, et qui se trouvent évincées au profit de l'industrie allemande.

M. le Rapp. - Cette situation fâcheuse doit être réparée dans les nouveaux accords qui sont en voie de négociation.

M. le Rapp. ayant signalé que la préférence s'oppose à la livraison du cuivre des mines de Borst tant qu'elle n'aura pas reçu elle-même le matériel de guerre qui lui a été promis,

M. le Pt demande pourquoi celui-ci n'est pas livré.

M. le Rapp. - Parce qu'il n'y en a pas suffisamment pour cela.

M. Ch. Reibel. - Les canons Hotchkiss de la DCA du Luxembourg n'étaient-ils pas primitivement destinés à la Roumanie?

M. le Prêt. - Ces difficultés sont encore la suite regrettable des insuffisances de fabrication qui se sont produites, dans les conditions que vous savez, de 1936 à 1938.

M. R. Bernard. - N'a-t-on pas livré à l'Espagne le matériel qui doit être destiné à ces autres pays?

M. le Prêt. - Je crois que ce n'est pas celui-là.

M. P. Laval. - Je pourrai vous communiquer, comme j'ai déjà fait, la liste des envois à l'Espagne.

M. le Prêt. - Vous avez fait cela encore de son vivant.

A propos des accords commerciaux anglo-russes,

M. le Prêt. - Il faudrait savoir quelle est exactement la politique britannique à l'égard des Soviets.

M. H. Haug. - Il s'agit de ce qu'on entend par "les limites d'absorption" de la Russie pour le caoutchouc et l'étain.

M. le Rapp. souligne que les récentes mesures franco-britanniques représentent le premier et principal obstacle que va rencontrer l'exportation allemande. A cet égard, les Alliés sont dans une position diplomatique excellente: car ils ne font que reprendre une mesure décidée déjà en 1915, et appliquée à partir de 1917 seulement, avec le concours des Etats-Unis,



de l'Italie et de nombreux neutres. Il paraît d'ailleurs que les Etats-Unis auraient fait savoir qu'ils la considéraient comme normale.

M. le Près. - Si la mesure prise en 1915 n'a été appliquée qu'en 1917, c'est qu'à cette date seulement les Etats-Unis ont levé l'opposition qu'ils y auraient faite.

M. le Près<sup>t</sup> félicite et remercie M. le Rapp<sup>t</sup> au nom de la Com<sup>m</sup>.

M. le Rapp. - Je dois signaler que, dans tous les pays, même la Turquie, le solde créditeur de l'Allemagne a notablement augmenté depuis la guerre, et son solde débiteur diminué; elle a réduit de moitié son déficit commercial. Seule exception: la Hongrie, à cause des achats massifs de denrées alimentaires. Son effort énorme de l'exportation allemande chez tous les neutres. Il faut que nous pratiquions une politique équivalente.

M. R. Bernard. - C'est dès l'établissement du blocus que l'on devrait arrêter les exportations allemandes.

M. le Près. - L'effort commercial allemand s'explique par le petit nombre des hommes que le Reich a mobilisés afin de garder la main-d'œuvre la plus nombreuse possible. C'est un problème de la plus grande importance.

M. H. Hays. - Le général de Chamberlain ayant reçu, à Washington, une commande considérable pour la cavalerie de Baccarat, celle-ci n'a pu l'exécuter, ayant 5 jours éteints sur 6 et 95% de son personnel mobilisé. Il en est partout de même chez nous.

M. V. Boret. - La question, qui touche de près à notre politique extérieure, a été évoquée par les Com<sup>m</sup> de l'Agriculture et du Commerce. La mobilisation a été faite sans égard à la meilleure utilisation possible des hommes.

M. le Près. - Je vous demande, au nom de la Com<sup>m</sup>, de nous présenter le plus tôt possible un rapport à ce sujet. Il en est ainsi ordonné.

M. A. Buisson. - Le rapport n'a pas touché à la question des



nitrate nécessaires aux fabrications de guerre. Il est vrai que l'Allemagne a organisé la production synthétique de l'azote. M. Mireaux, d'autre part, nous a dit que la Russie pourrait livrer à l'Allemagne un million de tonnes de pétrole. Par quelles voies?

M. le Rapp. - Celles du Danube, ou de la Volga et des canaux, comptent beaucoup moins que les voies ferrées, qui sont les seules pratiques. Mais l'Allemagne, comme la Russie, ne dispose que d'un nombre de wagons-citernes indispensable pour sa consommation intérieure, tant qu'elle ne l'aure pas réduite. Le problème de l'écartement différent des deux réseaux n'est pas insoluble: on peut amener, dans les régions frontalières, deux tronçons de voies parallèles, et opérer immédiatement le transvasement d'un train à un autre par siphon.

M. A. Buisson. - En ce qui concerne la dérogation, du fait des Alliés, à la règle que le pavillon couvre la marchandise, ne peut-on craindre qu'elle entraîne de grandes difficultés avec les neutres dont elle ferait la richesse si la libération se prolongeait?

M. V. Boret. - Actuellement, le fret manque, parce que les équipages ne veulent pas embarquer.

M. le Prêt. - Les points soulevés par le rapport remarquable de M. Mireaux pourront servir de point de départ aux questions que, les uns et les autres, vous voudrez poser à M. Fernot, M. de Blois, qui m'a offert de venir devant nous le 8 décembre. (Assentiment)

M. Peyronnet. - Ne prévoyait-on pas la réunion du Parlement pour cette date?

M. le Prêt. - Actuellement rien ne semble fixé.

M. Honorat. - Par quelles voies peut arriver en Allemagne le pétrole d'Iran?

M. le Rapp. - Par tous les neutres.

M. Honorat. - Ce ne peut être que par la Russie ou le golfe Persique. On invite les industriels français à exporter vers les neutres, mais en leur demandant la garantie, qu'ils ne peuvent donner et qui appartient au G<sup>t</sup>, qu'il n'y aura pas réexportation vers l'Allemagne.

M. le Prêt. - Vous avez raison. Vous pouvez le signaler à M. Fernot.



Question.

M. A. Berthod. - Il y a de nombreuses simplifications à opérer pour faciliter les exportations. Actuellement la plupart des commerçants se heurtent à des difficultés insurmontables.

M. V. Boret. - Quoi que nous en ait dit M. Gentin, il n'y a guère de progrès réalisés dans ce domaine. Je pourrais faire avant l'audition de M. Boret le rapport qui vient de m'être confié, pour que mes collègues soient renseignés. (Approbation)

M. Honnorat. - Est-il bien sûr que la Russie fasse les fournitures attendues par l'Allemagne? Dans son traité avec l'Esthonie il y avait des clauses écrites qui réduisaient considérablement la portée de l'accord officiel.

M. Marcel Plaudant lit ~~un~~ rapport supplémentaire sur le traité anglo-germano-turc.

M. le Président félicite et remercie M. le Rapporteur au nom de la Commission, qui décide d'annexer le rapport au Procès-verbal et de le communiquer aux commissions et au fruit.

M. le Président ... nous nous associons à l'éloge qui a été fait de l'action du délégué français à la Conférence de Manteaux, nous sommes fiers d'avoir M. Paul Boncour parmi nous. (TB)

M. P. Laval ... nous ne pouvons que nous réjouir de l'acte diplomatique important que représente le traité turc, mais une inquiétude subsiste sur ce qui se passera si les Soviétiques prennent une attitude nouvelle dans la guerre.

M. le Président ... nous devons, en effet, prévoir toutes les difficultés possibles. Nous n'oublions pas que les Soviétiques ont d'abord accepté les réserves de Molotov, et, avec l'assentiment anglais,



nous demandait de signer ce traité en même temps qu'il signerait avec la Russie. C'est l'opposition catégorique du G<sup>t</sup> français qui a fait échouer cette demande. Mais il y avait eu fléchissement turc, moins du côté du Pr<sup>s</sup>t. de Belgique du M<sup>r</sup> des Aff. Étrangères. Cette affaire peut n'être pas finie. Continuons donc, Parlement et G<sup>t</sup>, à travailler la même énergie. On ne comprend pas très bien la politique de Londres à l'égard des Soviets. Dès le début de la guerre déjà, l'attitude de Lord Halifax à l'égard de la ligne Curzon en Pologne était à noter. Nous devons rester attentifs.

M. le Ray. - Molotov et Tjadypou n'ont pas exclu l'idée de reprendre leurs conversations.

M. le Pr<sup>s</sup>t. - Tout dépend de la force que maintiendra la France et l'Angleterre, et qui pourrait aussi amener l'URSS elle-même à ajourner ses projets de Colchémisation universelle. Toutes les cartes ne sont pas encore jouées, nous ne nous endormons pas; la position des pays balkaniques est loin d'être définie. En ce qui concerne la question soulevée à la dernière séance par M. Laval, j'en suis renseigné: il n'est pas exact que l'Italie ait appuyé la Turquie quand celle-ci s'est opposée au passage des troupes allemandes.

M. P. Laval. - C'est là ce que dit le G<sup>t</sup>.

M. le Pr<sup>s</sup>t. - Il n'y a nulle trace d'une semblable démarche. Au surplus, tout indique que l'Italie n'a pas encore choisi, qu'elle attend de savoir ce qui se passera sur les lignes Maginot et Siegfried. Il en est de même pour l'affaire roumaine, qui est le problème le plus actuel: l'Italie, à aucun moment, n'a pris d'engagements avec M. Gafenco; elle entend rester absolument en dehors du projet de bloc balkanique; elle ne s'y est pas opposée, mais elle ne veut pas s'engager. Elle continue à se douter l'Allemagne, comme si elle en croyait la puissance militaire supérieure à celle des Alliés. De son côté, l'Espagne semble attendre aussi de voir ce que fera l'armée allemande sur la ligne Maginot. En Méditerranée nous avons certes gagné déjà 3 mois de répit, c'est énorme, mais ce n'est pas fini. De toutes les informations que l'on possède il ressort que l'Italie n'a pas encore pris position.

M. P. Laval. - On n'a peut-être pas fait ce qu'il fallait pour cela.



M. Paul Boncour. - C'est bien dommage qu'on ne puisse pas amener les Italiens sur la ligne Maginot pour les concurrencer de sa valeur.

M. Honorat. - Il est stupéfiant qu'à l'heure actuelle nous n'ayons toujours pas de représentant à Téhéran, où l'on fait exactement la politique turque, et où j'aurais pu, il y a deux ans, aller rétablir notre situation compromise. Je n'ai pas cessé de protester en faveur d'une politique iranienne, très profitable à notre commerce, auprès du Quai d'Orsay; mais vainement.

M. le Prêt. - Vous avez raison. J'interviendrai encore à maintes reprises, mais sans me faire beaucoup d'illusions sur ce que j'obtiendrai.

M. H. Hage. - La position turque sera certainement fonction de la puissance anglo-française. Il est incertain que jouent les stipulations relatives à l'ouverture des Détroits, si la Russie entre dans le conflit. Cependant je veux croire que le traité tripartite rendra les services qu'on en attend.

La Com. décide de se réunir le vendredi 1<sup>er</sup> décembre, à 15 heures, et règle son ordre du jour.

Séance levée à 17 heures 45.



RAPPORT COMPLEMENTAIRE  
SUR LA GUERRE ECONOMIQUE ET LE BLOCUS

-:-:-:-

Messieurs,

Le 22 septembre dernier, j'ai eu l'honneur d'exposer devant la Commission les conditions dans lesquelles a été organisé par la France et la Grande-Bretagne le blocus économique de l'Allemagne. Ce blocus tend à deux fins : en premier lieu intercepter le commerce maritime de l'Allemagne, qu'il soit direct ou effectué par la voie des neutres; en second lieu, contrôler et limiter dans toute la mesure du possible le commerce des neutres continentaux avec l'Allemagne.

Je voudrais aujourd'hui d'abord indiquer les premiers résultats obtenus dans ces deux domaines, ensuite préciser les données de certains problèmes particuliers, notamment celui du ravitaillement de l'Allemagne en carburants, et celui de la politique allemande à l'égard des neutres.

Contrebande maritime.-

En ce qui concerne la surveillance du commerce maritime, les résultats obtenus du 3 septembre au 10 Novembre, pendant les dix premières semaines de la guerre, sont les suivants :

La marine française a arrêté, après visite, 164

.....



navires. Elle a saisi 215.000 tonnes de marchandises et notamment 75.000 tonnes de vivres et fourrages, 25.000 tonnes de combustibles liquides, 26.000 tonnes de minerais, 25.000 tonnes de métaux, 25.000 tonnes de matières grasses, 11.000 tonnes d'armes et explosifs, 11.000 tonnes de produits chimiques, 9.000 tonnes de textiles.

Pendant le même temps, la marine britannique a saisi un peu plus de 400.000 tonnes de marchandises.

Au total, les Alliés ont intercepté plus de 600.000 tonnes de marchandises expédiées vers l'Allemagne par voie de mer.

La surveillance de la contrebande maritime paraît fonctionner dans des conditions satisfaisantes. Est-ce à dire qu'elle ne présente pas de fissures ? Il serait imprudent de l'affirmer. On constate, par exemple, au cours des dernières semaines, malgré les dénégations italiennes, un accroissement très appréciable du trafic du port de Trieste. La position géographique de ce port indique assez clairement la destination définitive des marchandises débarquées. D'autre part, il semble aussi que depuis quelque temps le trafic des ports bulgares de la mer Noire se soit sensiblement intensifié.

A ces renseignements sur la contrebande maritime, je crois utile d'ajouter les indications suivantes sur les résultats de la guerre maritime en ce qui concerne les marines marchandes des pays belligérants.

A la date du 9 Novembre, 330 bâtiments allemands représentant 1.288.000 tonnes étaient toujours réfugiés dans des ports neutres, 39 soit 276.000 tonnes avaient regagné la Nor-



vège, l'Allemagne ou la Russie arctique; 12, soit 29.000 tonnes avaient été perdus; 12 enfin, soit 68.000 tonnes avaient été capturés par les alliés.

Voici d'autre part le bilan des bâtiments de commerce coulés par les Allemands à la date du 31 octobre :

Français ....	7 bâtiments :	47.933 tonnes
Anglais ....	54 " :	238.942 "
Neutres .....	32 " :	83.358 "
	93	370.233 tonnes

#### Le commerce des neutres continentaux

Dans mon premier rapport, j'ai pu donner à la commission quelques indications sur les négociations économiques engagées avec un certain nombre de neutres. Voici quelques indications complémentaires.

Avec l'Italie, les principes posés dès le mois de Septembre n'ont pas changé : la France fournit à l'Italie certaines matières premières avec la garantie que ni ces matières, ni les produits fabriqués avec elles ne seront réexportées vers l'Allemagne; elle autorise le transit à travers la France dans les mêmes conditions. Dans le cadre de cette entente générale des contrats assez nombreux ont été conclus avec des firmes italiennes notamment pour du matériel de guerre. Quant aux garanties de non réexportation, elles semblent jusqu'à nouvel ordre suffisantes. Les firmes italiennes paraissent en effet avoir le très grand désir de ne pas être inscrites sur les listes noires franco-anglaises.

C'est avec la Belgique que nos négociations ont été poussées le plus loin. Le 30 octobre a été signé un accord



franco-belge au sujet des minerais et du coke.

L'économie générale de cet accord a pour base une distinction entre le minerai de fer de provenance française et le minerai de fer de toutes autres provenances. En ce qui concerne le premier, le Gouvernement français s'engage à faciliter, dans toute la mesure du possible, l'exportation vers la Belgique d'un tonnage annuel de 6.750.000 tonnes. En aucun cas, ni ce minerai de fer, ni les produits et sous-produits en dérivant, ne pourront être réexportés vers l'Allemagne, et le Gouvernement belge usera de son pouvoir pour faire accorder sur lesdits produits une préférence aux commandes émanant de France et de Grande-Bretagne.

D'autre part, le tonnage des produits élaborés à l'aide du minerai de fer d'autre provenance et livrés à l'Allemagne, ne pourra, en tout état de cause, dépasser sept pour cent de l'ensemble du tonnage des produits fabriqués pendant la période d'application de l'accord.

En contre-partie de ces livraisons de minerai de fer français, le Gouvernement belge facilitera, dans toute la mesure du possible, l'exportation mensuelle vers la France de tonnages de gros coke de hauts-fourneaux et de charbon à coke dont l'équivalent en houille sera de 212.000 tonnes.

Cet accord, qui est immédiatement entré en vigueur, pourra être dénoncé à tout moment tant qu'un accord commercial général n'aura pas été conclu. Après la date de cette conclusion, il sera revisable de trois mois en trois mois.

Des négociations ont en effet été engagées avec le Gouvernement belge en vue de la conclusion d'un accord général.



Elles ont abouti à la rédaction d'un projet d'accord qui vient d'être paraphé. Les grandes lignes de ce projet d'accord peuvent être ainsi résumées :

1°/ Les marchandises nécessaires à la Défense nationale de la Belgique ou du Luxembourg, ou à la subsistance de la population belge ou luxembourgeoise (produits alimentaires, tels que viandes, céréales, etc... diverses matières premières, par exemple soufre, phosphore, etc.... ) sont totalement prohibées à l'exportation; par suite, les marchandises de telle nature en provenance de pays alliés ou neutres ne seront pas autorisées à sortir de la Belgique ou du Luxembourg à destination de l'Allemagne.

2°/ Des marchandises moins importantes (viandes congelées, oeufs, pommes de terre, etc.... ), pourront être exportées vers les pays belligérants ou neutres dans la limite des courants normaux définis d'après une période de référence qui représente la moyenne des années 1936 à 1938. Il ne sera accordé de dépassement que si le Gouvernement belge et le gouvernement luxembourgeois ont reçu l'assurance que la marchandise dont il s'agit ainsi que tout produit qui en sera dérivé n'ira pas vers un pays belligérant.

3°/ Les matières premières les plus importantes (textiles, minerais et métaux, pétrole, peaux, caoutchoucs) feront l'objet, avec les belligérants, d'accords spéciaux.

Cette formule, introduite dans le projet d'accord à la demande du Gouvernement français, permet, sans porter atteinte à la neutralité de la Belgique, de traduire la supériorité que possèdent les Alliés au point de vue approvisionnement en matières premières et maîtrise de la mer. Au moyen de ces accords spéciaux, la Belgique et le Luxembourg pourront recevoir des belligérants



(mais, en fait, presque uniquement des Alliés, puisque ceux-ci contrôlent la presque-totalité des marchés d'approvisionnement) les matières premières, les transformer, et exporter les produits qui en dérivent, d'abord vers les pays fournisseurs des matières premières puis vers les neutres.

Tant que ces accords ne seront pas conclus, les matières premières dont il s'agit ou les produits qui en dérivent ne pourront pas être réexportés de Belgique en l'état.

4°/ le transit à travers la Belgique ou le Luxembourg reste libre. Toutefois, les Gouvernements belge et luxembourgeois veilleront à ce que les déclarations souscrites par le transitaire soient respectées, c'est-à-dire par exemple que la marchandise en transit ne change point en cours de route de destination.

Cet accord a été paraphé jeudi 23 novembre à Paris.

Avec la Suisse, des négociations en vue d'un accord analogue ont commencé le 14 novembre à PARIS. Cependant la France a conclu, dès le 23 septembre 1939, avec le Gouvernement helvétique, un arrangement provisoire concernant le transit. Cet arrangement prévoit que le Gouvernement français fera bénéficier les marchandises à destination de la Suisse, en transit sur son territoire, d'une dérogation générale aux prohibitions d'importation et d'exportation. De son côté, le Gouvernement fédéral accordera une dérogation générale à la prohibition d'exportation aux marchandises à destination de la France en transit sur son territoire (il n'existe pas en Suisse de prohibitions à l'importation). Le Gouvernement fédéral s'est engagé à ne pas réexporter en l'état les marchandises de provenance française et à ne pas réexporter au-delà des courants normaux



-7-

les marchandises fabriquées en Suisse en partant des matières premières reçues par la même voie.

Je continue cette revue de nos négociations.

Avec la Grèce, un accord commercial provisoire a été conclu le 25 octobre. En attendant la conclusion d'un accord définitif, la Grèce s'engage à ne pas augmenter ses exportations au delà des courants normaux pour toute une série de marchandises dont l'Allemagne a particulièrement besoin.

En Yougoslavie, nous nous sommes<sup>m</sup> heurtés à une difficulté particulière qui vous a déjà été signalée relative au cuivre de Bor et aux ~~xx~~ livraisons par la France de matériel de guerre. Pour tourner cette difficulté, il a été décidé que des négociations commerciales générales s'engageraient le 27 novembre à Belgrade. Au cours de ces négociations, toutes les questions relatives aux échanges franco-yougoslave seront examinées. En attendant, le Gouvernement yougoslave a interdit par décret l'exportation du cuivre, ce qui est pour nous une garantie.

Un mot enfin de la Russie elle-même. La Grande-Bretagne a conclu récemment avec Moscou un accord comportant l'échange de caoutchouc et d'étain anglais contre du bois russe. Le gouvernement français s'est ému et a demandé des explications à Londres. Ces explications ont été fournies de bonne grâce et ont paru jusqu'à nouvel ordre satisfaisantes.

#### Le ravitaillement de l'Allemagne.

Quels sont jusqu'ici les résultats des efforts franco-anglais dans le domaine économique. <sup>9</sup> Bornons-nous à quel-



ques produits essentiels pour la défense nationale.

a) Textiles.- L'Allemagne importait à la veille de la guerre 660.000 tonnes de coton, 156.000 tonnes de laine. On peut dire que toutes ces importations sont pratiquement supprimées. Peut-elle y suppléer ? Elle annonce qu'elle portera prochainement sa production de laine artificielle de 150 à 300.000 tonnes, et sa production de rayonne de 65.000 à 80.000 tonnes. Reste un déficit de <sup>500</sup>~~350~~.000 tonnes. L'Allemagne actuellement demande à la Russie 150.000 tonnes de coton à fournir en 1940.

b) Corps gras.- Le blocus prive l'Allemagne du tiers de ses importations.

c) Pétrole.- Jusqu'à nouvel ordre, la disette de pétrole est la menace la plus grave que le blocus fasse peser sur l'économie allemande. Je rappelle qu'en temps de paix ses importations étaient de 5 millions de tonnes. Comment combler ce déficit car la grande majorité venait d'outre-mer ? L'Allemagne a théoriquement à sa disposition 3 sources : la Pologne, la Roumanie, la Russie.

Les puits polonais sont occupés presque en totalité par les Russes; Mais des informations de source italienne nous ont appris que la totalité de la production polonaise serait réservée à l'Allemagne par la Russie : soit 500.000 tonnes.

Roumanie.- Depuis le début des hostilités, les importations de pétrole roumain ont baissé. Elles atteignaient de janvier à août 1939 la moyenne mensuelle de 120.000 tonnes. En septembre et octobre, le chiffre mensuel est tombé à 80.000



tonnes. D'où vient cette chute ? Probablement de difficultés de transport. La voie de mer étant fermée, la seule voie disponible à grand rendement est le Danube. La flotte pétrolière du Danube ne paraît pas dans l'état actuel en mesure de transporter plus de 20.000 tonnes de pétrole par semaine. En outre, la navigation est normalement interrompue du 15 décembre au mois de février.

Une mission allemande s'est récemment rendue en Roumanie pour essayer de développer les exportations roumaines vers le Reich. En principe l'Allemagne a droit à 25 % des exportations de pétroles roumains. Les négociateurs allemands ont essayé d'obtenir un élargissement de ce contingent; ils ont demandé notamment que le contingent polonais fût ajouté au contingent allemand. Ils ont demandé aussi que la Roumanie assurât avec son parc de wagons-citernes le transport d'une partie du pétrole roumain jusqu'en amont des Portes de fer. Ces négociations jusqu'ici n'ont pas abouti.

Reste la Russie.- En 1938, pour une production de 30 millions de tonnes, la Russie n'a pu exporter que 1 million de tonnes. Sa production ne paraît pas en voie d'augmentation. Les forages qui avaient été de 2.119.000 m. en 1936 sont tombés à 1.650.000 en 1938 et 1939 n'a marqué aucun progrès. Pour accélérer les forages, il faudrait un matériel et un personnel spécialisé que la Russie ne possède pas et que l'Allemagne ne peut que difficilement lui fournir. Elle doit fournir déjà en effet ce matériel à la Pologne et à la Roumanie. Or l'Allemagne ne comptait chez elle ces derniers temps que 6.700 spécialistes en matière de forage.



La Russie, il est vrai, possède certainement des stocks assez considérables. L'Allemagne demande que la Russie lui fournisse en 1940 2 millions de tonnes . On estime qu'elle pourra lui en fournir 1 million.

Le problème des transports reste en effet jusqu'à nouvel ordre extrêmement difficile à résoudre. Que l'on envisage la voie fluviale de la Caspienne à la Baltique, la voie de fer ou celle de la mer Noire et du Danube, on se heurte partout aux mêmes difficultés: l'extrême longueur des trajets et l'insuffisance d'un matériel approprié. Il est vraisemblable que les Allemands vont faire un effort pour intensifier le trafic par le dernier itinéraire. Ils ont déjà en mer Noire un embryon d'organisation de transports maritimes. Ils ont ~~xxxxxxx~~ groupé les 8 bâtiments allemands qui s'y trouvaient sous la direction d'une société unique, la Dorian Levante Linie. On peut penser qu'ils développeront cette organisation et qu'ils essaieront de faire entrer en mer Noire des bâtiments neutres pétroliers ou autres qui passeront ensuite sous leur pavillon. C'est un des points sur lesquels la vigilance des pays alliés doit particulièrement s'exercer. Les Allemands tentent simultanément de mettre la main sur tout le fret disponible sur le Danube.

On peut, sans de gros risques d'erreur dresser, à l'heure actuelle, de la façon suivante le bilan de l'approvisionnement de l'Allemagne en carburants.

En 1938, les experts allemands ont évalué les besoins annuels de leur pays en temps de guerre à 12.700.000 tonnes. C'est là certainement un chiffre minimum. Les experts alliés



## -II-

estiment ces besoins à 15 millions de tonnes au moins. En face de ces besoins, quelles sont les ressources ?

La production du grand Reich a été en 1938 de 3.500.000 Tonnes, dont 1.700.000 tonnes d'essence synthétique. Les prévisions sont de 4.200.000 tonnes en 1939 et de 5.000.000 tonnes en 1940, soit une augmentation de 1.500.000 tonnes, portant surtout sur l'essence synthétique.

Les évaluations des stocks oscillent entre 3 et 4 millions de tonnes. Au total l'Allemagne pourra disposer en 1940 des ressources suivantes :

Production .....	5.000.000 tonnes
Pologne .....	500.000 "
U.R.S.S. ....	1.000.000 "
Roumanie .....	1.000.000 "
Contrebande (évaluation) ..	1.000.000 "
Stocks .....	<u>3.500.000 "</u>
	12.000.000 tonnes

Si ces prévisions sont exactes, le déficit de carburant et d'huiles de graissage devrait se faire sentir à partir du 10ème mois de guerre.

L'Allemagne et les neutres.-

L'effort des alliés consiste à restreindre autant que possible le commerce des neutres avec l'Allemagne. Celle-ci, de son côté, a manifesté avec éclat son désir d'obliger les neutres à pratiquer une politique analogue à l'égard des Alliés. On a même parlé en Allemagne de blocus continental.

Dans les conditions économiques du monde à l'heure ac-



tuelle, c'est là une expression vide de sens. Un blocus continental était peut-être concevable lorsque le commerce d'outre-mer était infime par rapport au commerce européen. A l'heure actuelle la puissance des marchés extra européens exclut a priori toute conception de cet ordre.

Il est vrai que l'idée de blocus continental peut avoir à l'heure présente un autre contenu. L'Allemagne nourrit certainement l'idée d'amener la plupart des neutres de gré ou de force à former avec elle pendant la guerre une sorte de vaste unité économique. La constitution de cet ensemble en raison même de son étendue et de sa complexité permettrait à l'Allemagne de mieux résister au blocus. En outre, elle finirait, <sup>à la longue</sup> ~~en se prolongeant~~, par aboutir à une sorte d'organisation de l'Europe sous l'hégémonie économique allemande, les économies des neutres devenant dans une large mesure complémentaires de l'économie germanique. Une des pièces essentielles de ce plan consiste notamment à amener les neutres voisins de l'Allemagne à adopter des mesures de restriction analogues à celles qui ont été prises déjà dans l'intérieur du Reich, de manière à libérer ainsi un contingent de denrées que l'Allemagne pourrait absorber.

Pour réaliser ce plan, l'Allemagne ne compte d'ailleurs pas seulement sur l'habileté de sa diplomatie. Si elle hésite visiblement à lancer ses divisions sur notre front fortifié, elle sait les déplacer et les concentrer de manière à exercer sur des neutres, braves mais faibles et non téméraires, des pressions opportunes. Nous venons peut-être d'assister à une de ces manoeuvres à l'égard des neutres du front occidental sur qui d'ailleurs la menace continue à peser.



-13-

L'Allemagne a d'ailleurs, il ne faut pas se le dissimuler, remporté dans ce domaine quelques succès. Ainsi les exportateurs danois ont, le mois dernier, <sup>menacé</sup> ~~décidé~~ d'arrêter leurs envois de denrées alimentaires en Angleterre, <sup>aussi longtemps</sup> tant que leurs navires ne seraient pas convoyés dans les mêmes conditions que les navires britanniques. En septembre un accord germano-yougoslave prévoyait la fourniture hebdomadaire au grand Reich de 2.200 <sup>porcs ou</sup> têtes de bétail. On a constaté dans la seconde quinzaine d'octobre une exportation de quelque 80.000 tonnes de minerai de fer du Luxembourg vers l'Allemagne. On a enregistré aussi des importations anormales via France en Belgique de laine et de filés de laine auxquelles ont correspondu des exportations équivalentes vers le Reich. ~~XXXXXXXXXX~~  
~~XXXXXXXXXXXXXX~~

Cette politique allemande se heurte toutefois à deux difficultés essentielles.

La première provient du fait que la plupart des pays neutres ont plus ou moins mobilisé en raison même de la menace allemande. Cette mobilisation réduit certainement dans des proportions sensibles les quantités exportables des différents pays neutres du continent européen.

La seconde difficulté que rencontre l'Allemagne concerne les paiements. Les réserves d'or de l'Allemagne, sans être nulles, sont très faibles. On les évalue entre 40 et 60 millions de livres, soit quelque 5 milliards de francs. On a parlé il est vrai d'envois, c'est-à-dire de prêts d'or russe à l'Allemagne. Vérification faite, les Russes ont bien envoyé ~~XXXXXXXXXX~~ 3.500 kilogrammes d'or à l'Allemagne, mais en



contre partie la Russie est devenue titulaire d'un crédit équivalent en dollars aux Etats-Unis. Les Russes ont également expédié, par l'Allemagne, 11 tonnes d'or, mais cet or était destiné à la Suisse et aux Pays-Bas et il semble même que sa destination définitive soit les Etats-Unis. En fait l'Allemagne ne peut payer ses achats chez les neutres européens qu'en exportant.

Son désir, son besoin d'exporter est tel que dans ses négociations avec les neutres, avec la Suisse par exemple, elle ne pose aucune condition relative à la réexportation dans les pays ennemis. Sa poussée s'exerce notamment dans les Balkans. En septembre dernier par exemple le Ministère des Télégraphes yougoslaves passait à la maison Siemens une commande de 10.000 appareils téléphoniques et cependant la balance du commerce était déjà pour 1939 très nettement défavorable à la Yougoslavie. Enfin, par l'intermédiaire des neutres, elle a continué d'exporter dans les pays d'outre-mer vers l'Espagne et notamment vers l'Amérique du sud. Ces exportations n'étaient pas jusqu'ici considérées par les Alliés comme de la contrebande. Rappelons à cet égard que les exportations allemandes, au cours de l'autre guerre, n'ont été effectivement saisies qu'à partir de 1917. A la suite du déclenchement de la guerre de mines, la Grande-Bretagne et la France viennent à titre de représailles de décider la saisie des exportations allemandes. C'est là une mesure d'une importance capitale. Il faut se souvenir en effet qu'avant la guerre 70 % des exportations allemandes se faisaient par la voie maritime.

C'est le premier et principal obstacle que va rencontrer



-15-

l'exportation allemande. Il y en a d'autres. Pour exporter des produits fabriqués, il faut en effet importer des matières premières, or celles-ci sont raréfiées par le blocus. La politique commerciale de l'Allemagne à l'égard des neutres risque donc tôt ou tard de se trouver dans une impasse. Mais en attendant son activité agressive lui permet de se renforcer et de prolonger sa résistance à la pression des Alliés.

Nous pouvons au reste mesurer indirectement l'intensité de l'effort fait par le Reich pour développer ses exportations en suivant l'évolution des principaux clearings de l'Allemagne avec les autres pays. En voici le tableau :

TURQUIE	1er septembre 1939	<u>Solde créditeur de l'Allemagne</u>
	7 octobre 1939	RM 4.592.000 RM 14.000.000
GRECE	1er octobre 1939	<u>Solde débiteur de l'Allemagne</u>
	19 " 1939	RM 13.060.000 RM 8.300.000
HONGRIE	1er septembre 1939	RM 40.000.000
	1er Novembre 1939	RM 110.000.000
LETONIE	avant l'ouverture des hostilités	RM 10.000.000
	1er octobre 1939	le clearing est équilibré
PAYS-BAS	1er septembre 1939	Florins 42.000.000
	25 octobre 1939	26.000.000
ROUMANIE	1er septembre 1939	RM 30.000.000
	1er octobre 1939	le solde créditeur de la Roumanie est résorbé
SUISSE	10 septembre 1939	Déficit pour l'Allemagne :
		RM 80.000.000 francs suisses 65.000.000

Ainsi, dans tous les pays, sauf en Hongrie, où le Reich a fait des achats considérables de denrées au lendemain de la récolte, la balance du commerce du Reich est nettement positive.



Cette activité nous dicte d'ailleurs notre devoir et dans une certaine mesure notre politique.

Pour réaliser le blocus de l'Allemagne, il ne suffit pas en effet de monter la garde autour de ses frontières maritimes et terrestres, de faire ce que j'appellerai, sans aucun esprit de critique, une politique de douaniers vigilants. Pour bloquer efficacement l'Allemagne, je dirai qu'il est peut-être moins important de l'empêcher d'acheter que de l'empêcher de vendre, d'exporter. Nous venons à cet égard de prendre une mesure décisive. Mais cela ne suffit pas. Il faut que nous ayons nous-même une politique d'exportation, que nous prenions dans toute la mesure possible sa place sur le marché neutre. Par voie de conséquence, il est nécessaire que nous inaugurons, à l'intérieur, une politique économique, je dirai même une politique générale, une conception de la conduite de la guerre qui nous permette d'exporter, c'est-à-dire de battre l'Allemagne sur le terrain économique en même temps que sur le terrain militaire.

Ce sera là ma conclusion.

17 Novembre 1939.

*E. Mireaux*

(E. MIREAUX)

-----



SÉNAT

SECRET

N°67

Commission  
des  
Affaires Etrangères

Séance du 22 novembre 1939

Rapport complémentaire  
présenté par

M. Marcel PLAISANT

sur

Le TRAITÉ ANGLO-FRANCO-TURC

signé à ANKARA

le 19 Octobre 1939



RAPPORT COMPLEMENTAIRE PRESENTE PAR

M. Marcel PLAISANT

sur le

TRAITE ANGLO - FRANCO - TURC d' ANKARA

du 19 OCTOBRE 1939

---

P L A N

PRELIMINAIRES .....	Page I
I. ANALYSE de la CONVENTION.....	" I
II. INTERFERENCE du TRAITE TRIPARTITE et de la CONVENTION de MONTREUX.....	" 3
III. INTERPRETATION de la CONVENTION par ses AUTEURS .....	" 5
IV. REACTION dans les CHANCELLERIES ETRANGERES .....	" 5
CONCLUSION .....	" 6

---



## PRELIMINAIRES

---

Cet instrument diplomatique signé le 19 Octobre 1939 à ANKARA est absolument identique au projet de traité dont nous vous avons donné l'analyse le 29 Septembre sur un thème du 18 Septembre.

Si nous marquons l'identité de ces deux textes, ce n'est pas pour le plaisir d'une révélation non démentie, mais c'est parce que, entre ces deux dates, 18 Septembre et 19 Octobre, se place le voyage de Monsieur SARADJOGLOU, ou plutôt son long séjour à Moscou qui n'a pas duré moins de vingt-trois jours sans aboutir à rien.

Quelles ne furent pas les pressions exercées sur M. Saradjoglou à l'instigation de M. Von Ribbentrop et de M. Von Papen; pour y introduire des modifications substantielles : le mystère est difficile à percer. Et pourtant le texte est le même : après la crise il demeure inchangé.

M. Saradjoglou, a quitté Moscou le 17 Octobre sans que la politique du Gouvernement d'Ankara ait été altérée par la moindre dépression ou déviation hors de la droite voie qu'elle avait adoptée avec les puissances occidentales.

Mais pour mesurer la nature et la portée des demandes formulées par les Soviets auprès de M. Saradjoglou, il faut comprendre le jeu du traité tripartite en fonction de la Convention de Montreux; ainsi on mesure le prix de l'interprétation directe donnée au traité par l'un de ses auteurs, de même qu'on pourra mieux comprendre ses répercussions dans les chancelleries européennes.

---

### I. ANALYSE du TRAITE TRIPARTITE d'ANKARA

---

Le traité est composé de neuf articles et suivi de deux protocoles.

L'article premier assure à la Turquie l'assistance générale de la France et de la Grande-Bretagne en cas d'agression.

L'article deux prévoit l'assistance spéciale dans la zone méditerranéenne : les obligations, ici, sont égales et réciproques pour une collaboration effective.

L'article trois est destiné à fonder une garantie accrue dans les Balkans ; il est très remarquable parce qu'il dépasse les parties contractantes pour augmenter la garantie déjà donnée, à la Grèce, et à la Roumanie par la France et la Grande-Bretagne, d'une garantie turque, sorte de stipulation pour autrui.

L'article quatre prescrit une consultation immédiate dans les autres cas où la France et la Grande-Bretagne seraient engagées dans des hostilités. Cette prescription principale est munie d'un subsidiaire : promesse minima d'une neutralité bienveillante.

L'article cinq envisage soit l'agression contre un Etat dont les hautes parties contractantes se seraient engagées à maintenir l'indépendance, soit l'agression contre un Etat non garanti, mais qui serait considéré comme une menace à la sécurité propre.

Dans ce cas : obligation de se consulter en vue d'une action commune. Ces cinq articles contiennent la substance des obligations d'assistance :



- art. 6 - on ajoute qu'il n'est dirigé contre personne
- art. 7 - tripartite il sera l'équivalent de deux bilatéraux,
- art. 8 - armistice et paix d'un commun accord en cas d'hostilités,
- art. 9 - ratification immédiate valable pour 15 ans.

Le traité est suivi de deux protocoles :

l'un stipule l'exécution immédiate du traité dès les signatures des plénipotentiaires,

l'autre déclare que " les engagements assumés par la Turquie " en vertu du traité sus-mentionné ne pourront contraindre ce pays " à une action ayant pour effet ou pour conséquence de l'entraîner dans un conflit armé avec l' Union des Républiques Soviétiques " Socialistes ".

On peut dire, dans forcer les termes, que tout le destin tragique de la Turquie est compris dans cette promesse qui ressemble à une contrainte. Vingt ans d'histoire seraient nécessaires à résumer, ainsi que les vicissitudes des actes de Sèvres et de Lausanne, pour expliquer la présente conjoncture.

Il demeure, que dans le domaine des réalités immédiates, la Turquie ne peut pas encore se dissocier de la grande voisine de la Mer Noire. Au temps et aux événements il appartient de faire saillir les reliefs divergents de cette communauté obligée.

De ce texte définitif du traité tripartite signé le 19 Octobre 1939, Monsieur le président a donné connaissance à notre Commission dans la séance du 20 Octobre 1939. Le communiqué de votre commission en a évoqué un rappel concis lorsqu'il a marqué la loyauté du Gouvernement d' Ankara, tant au point de vue du respect de la liberté des détroits que de la solidarité avec les puissances occidentales dans la Méditerranée et les Balkans.

#### Economie générale du Traité :

Si l'on était tenté d'embrasser le traité dans l'ensemble de ses répercussions on peut dire que par son économie générale,

- le traité tripartite couvre toute la zone méditerranéenne
  - il oriente selon nos desseins le problème de la sécurité dans les Balkans, nous sommes médiateurs,
  - il complète notre garantie à la Grèce et à la Roumanie en fermant le circuit, et rend efficace l'autorité des puissances occidentales sous l'égide protectrice de la Turquie, force proche et présente,
  - il institue une communauté de vie internationale entre la Turquie et les Alliés par le pacte consultatif et la garantie minima de neutralité,
  - enfin il ouvre une faculté d'exécution et un rôle fonctionnel à la Convention de Montreux.
-



II. INTERFERENCE DU TRAITE ANGLO - FRANCO - TURC  
et de la  
CONVENTION de MONTREUX du 20 JUILLET 1936

Historique : Modification du statut des détroits fixé par le traité de Lausanne du 24 Juillet 1923.

Depuis plusieurs années la Turquie demandait la modification du régime de Lausanne qui était celui de la démilitarisation complète des Détroits, des zones des Dardanelles et du Bosphore et des Iles, en vue de maintenir libres de toute entrave le passage et la navigation des Détroits. Cependant les puissances ne pouvaient pas maintenir des forces maxima supérieures à celle de la flotte la plus forte appartenant aux puissances riveraines ; en Mer Noire, les forces ne pouvaient pas excéder trois bâtiments dont chacun ne dépassera pas 10.000 tonnes. Aucune commission internationale des Détroits incombait la mission de faire respecter les limitations et injonctions. En temps de guerre, toute limitation disparaissait et la Turquie n'était autorisée à prendre aucune mesure. Turquie neutre ou belligérante : liberté de passage absolue dans les Détroits dont les eaux et l'atmosphère doivent rester entièrement libres §2 B.

En compensation de ce dépouillement de tous ses droits qui ressemblait à une décapitation, l'article 18 du traité de Lausanne apportait à la Turquie la garantie conjointe de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie et du Japon contre toute violation de la liberté de passage.

On devine que la mise en oeuvre du régime de Lausanne supposait un concert étroit entre les puissances. La Turquie pouvait dire en 1936 que le support de ce traité sur lequel reposait toute la structure des détroits s'est avéré incapable de jouer le rôle qui lui est dévolu. C'est pourquoi elle a proposé à Montreux une réglementation qui assure la liberté de navigation conditionnée par les besoins de la sécurité générale et spéciale de la Turquie, de la mer de Marmara et de la Mer Noire. But double disait M. Paul BONCOUR : droit à la sécurité de la Turquie ; intérêt général de la paix.

Système de Montreux.

La nouvelle convention consacre à nouveau le principe de la liberté de passage et de navigation par mer dans les détroits.

La convention est conçue en vingt-neuf articles.

La section I est consacrée aux navires de commerce qui doivent satisfaire à un certain nombre de conditions d'hygiène, de police et de sécurité. La section II concerne les bâtiments de guerre. En temps de paix, tous les bâtiments de guerre, bâtiments légers ou bâtiments de ligne sont soumis à deux obligations générales.

art. 13 - le préavis de huit jours au Gouvernement Turc et le délai de 5 jours pour exécution,

art. 14 - la limitation du tonnage global en transit dans les Détroits à 15.000 tonnes, un nombre maximum de 9 bâtiments; exemption pour les visites et les bâtiments avariés.

Pour les bâtiments de ligne c'est à dire ceux de plus de 10.000 tonnes et qui ont des canons de plus de 203 mm/, obligation de franchir les détroits un à un, escorté au plus par deux torpilleurs.

art. 12 - Le tonnage global dans la mer Noire ne peut dépasser 30.000 tonnes pour les puissances non riveraines, le séjour ne peut pas dépasser 21 jours.



En temps de guerre, la Turquie non belligérante : c'est le fameux art. 19 : interdiction aux bâtiments de toute puissance belligérante de passer à travers les Détroits, sauf dans le cas rentrant dans l'application de l'article 25 : c'est une référence aux obligations découlant du pacte de la Société des Nations, art. 15 et 16 du Pacte, ainsi que dans le cas d'assistance prêtée à un état victime d'une agression en vertu d'un traité d'assistance mutuelle engageant la Turquie. Aucune des limitations n'est plus applicable.

En temps de guerre la Turquie belligérante : passage laissé à l'entière discrétion du gouvernement Turc, art. 20. Si la Turquie est menacée de guerre, elle reprend sa souveraineté,

Portée de la réserve de l' art. 19 :

Cette convention de Montreux qui restitue la Turquie dans sa souveraineté sur les détroits et qui lui donne, en temps de guerre, les clefs de la porte pour ses amis, n'a pas été établie ainsi sans de nombreuses vicissitudes. Les actes de Montreux qui relatent les procès-verbaux, discours et discussions du 22 Juin et 20 Juillet 1936 font ressortir non seulement le rôle éminent joué par le représentant de la France M. Paul BONCOUR, mais permettent encore de mesurer la portée de la nouvelle stipulation de réserve obtenue grâce à lui au profit des pays liés par un traité d'assistance mutuelle avec la Turquie. La Grande-Bretagne y était opposée. Malgré une adjuration pathétique de M. Paul Boncour, demandant une réserve de passage dans les détroits lorsqu'il convient de donner vie et force à des accords régionaux destinés à maintenir les principes de sécurité et à agir contre l'agresseur, le délégué britannique ne se sent pas disposé à octroyer cette facilité. Les discours prononcés par M. Paul BONCOUR, TITULESCO et M. Rustu ARAS le 9 Juillet 1939 méritent d'être relus, car ils nous donnent, de la part des plénipotentiaires, une préfiguration des événements qui viendraient à se passer aujourd'hui si les Alliés invoquaient la réserve de la convention de Montreux pour faire jouer l'article 3 du traité d'Ankara. Dans une analyse très fine qu'il fit paraître dans le Temps du 10 Septembre 1936, notre collègue, M. Jacques BARDOUX essaye de rechercher les causes du revirement britannique : pour lui les tractations entre Rome et Berlin, la déclaration austro-allemande du 11 Juillet 1936 auraient incité l'Angleterre à un rapprochement anglo - russe. Il reste qu'aujourd'hui, la Grande-Bretagne hésitante en 1936, mais la France prévoyante vont tirer le bénéfice principal de la réserve inscrite dans l'article 19. Dans l'article 3 du Traité d'Ankara, la Turquie promet formellement sa coopération effective, son aide et toute son assistance dans le cas où la France ou la Grande-Bretagne seraient engagées dans des hostilités à raison de la garantie donnée à la Grèce et à la Roumanie. Or cet article 3 se trouve pour ainsi dire enclavé par avance dans l'article 19 du deuxième alinéa qui vise cette assistance mutuelle prêtée à un Etat victime d'une agression pour en faire une exception à la clôture des Détroits.

L'exégèse de la Convention de Montreux et du Traité d'Ankara ne laisse aucun doute sur la faculté ouverte à la France et à l'Angleterre et la promesse donnée par la Turquie de pouvoir introduire des bâtiments de guerre en vue d'une assistance éventuelle. Mais ce traité a en outre la fortune singulière de recevoir une interprétation avant sa signature. Cette interprétation, cette leçon des deux traités de Montreux et d'Ankara nous est donnée au premier chef par la rencontre de Moscou.



### III. INTERPRETATION de la CONVENTION.

M. Saradjoglou durant sa longue mission à Moscou devait de proposer de conclure avec M. Molotov un traité parallèle à celui déjà conclu avec Londres et Paris.

- un instrument russo-turc aurait eu pour objectif de sauvegarder l'intégrité territoriale et l'indépendance des Balkans, notre traité serait devenu un simple pacte consultatif ; mais la négociation échoue, M. MOLOTOV en donne une version dans son discours du 31 Octobre 1939.

- Tout d'abord, un pacte d'assistance mutuelle limité aux régions de la mer Noire et des détroits ne devait en aucun cas, l'exposer à être impliqué dans un conflit avec l'Allemagne, or M. MOLOTOV répudie par avance l'hypothèse de ce conflit.

D'autre part la Russie prétendait d'obtenir garantie de la Turquie qu'elle n'autoriserait jamais le passage à travers les détroits vers la mer Noire des bâtiments de guerre appartenant à des puissances non riveraines de cette mer. Parlons clairement : MOLOTOV voulait fermer les détroits aux flottes anglo - françaises.

La Turquie a refusé de souscrire à cet engagement. Il reste, qu'en confirmant les accords passés, la Turquie a refusé de s'incliner devant l'exigence russe visant à interdire le passage par les détroits des bâtiments de guerre des puissances non riveraines de la mer Noire. M. MOLOTOV pour se concoler de cet échec, se flatte à tout le moins d'avoir tiré au clair la situation. Grâce à lui, nous avons recueilli, le même avantage. Il tient que la Turquie a désormais lié son sort aux puissances qui participent à la guerre et qu'elle a rejeté la politique de prudente neutralité. Nous n'irons pas jusqu'à une conclusion aussi absolue.

### IV. REACTIONS DETERMINEES dans les CHANCELLERIES ETRANGERES par le TRAITE

En Turquie même le traité est salué comme un événement considérable qui dépasse l'importance d'un acte diplomatique courant. Le discours de M. Ismet INONU, Président de la République, le 1er Novembre l'annonce comme un nouvel élément de sécurité internationale en général : spécialement il crée une zone de sécurité à l'abri des horreurs de la guerre. Pour M. Saradjoglou, discours du 9 Novembre, c'est un acte exorbitant de l'existence ordinaire pour la Turquie : un tournant dans l'histoire du monde ; il ouvre une ère heureuse et féconde dans le domaine politique : il ne cache pas sa joie, voire son orgueil, de considérer la Turquie avec sa science, sa culture et son armée, mise sur pied d'égalité avec les deux grandes nations occidentales. Après la crise de Moscou il semble qu'il y ait eu comme un rebondissement au profit de la politique d'Ankara et du traité tripartite. Le délai qui s'écoule depuis la signature paraît amplifier la portée de l'acte. Le traité consolidé, après la forte secousse moscovite, on porte les Alliés sur le pavois.

En Grande-Bretagne : Discours de M. Chamberlain aux Communes le 26 Octobre 1939. Il se félicite du succès. Il annonce en même temps les questions d'assistance financière, la fourniture du matériel de guerre.



Ces demandes de matériel de guerre sont réitérées dans toutes les dépêches d'Ankara, le Président de la République en entretient notre Ambassadeur et M. le Général WEYGAND.

En Allemagne : le traité déchaîne une violente colère; pourtant, silence de M. Von Ribbentrop dans son discours du 24 Octobre à Dantzig; depuis la signature, la presse allemande multiplie les menaces comminatoires à la Turquie.

En Italie : Le traité a déterminé des réactions très contradictoires : mouvements divers aux mobiles obscurs. Tout d'abord le dépit de la déception qu'un grand acte, un acte de pacification dans les Balkans, ait pu être réalisé sans le concours de l'Italie, qui considère tout le Danube comme une zone réservée.

D'autre part une quiétude relative : l'Italie redoutant fort que la Russie Soviétique ne s'arroge le contrôle des détroits et n'exerce une pesée en Méditerranée. C'est le sentiment fondamental. Dans de nombreuses dépêches, notre ambassadeur analyse d'une plume subtile toutes ces menaces très diverses. La position de prestige à soutenir travestit toujours les sentiments véritables. Pour Virginio GAYDA le 22 Octobre l'idée d'une autorité accrue, pour la Turquie et d'une fonction de médiation turque dans les Balkans, irrite l'Italie; pourtant, elle demeure rassurée : le péril russe lui paraît conjuré.

Opinion des neutres : Suisse, Espagne. L'Espagne avoue sans ambages sa grande satisfaction. Pour les neutres c'est le plus grand événement diplomatique survenu depuis la guerre. Les esprits sont évidemment obsédés par les souvenirs de 1914 et le périple du Goeben et du Breslau.

Pour les Suisses c'est le signe que la fortune de Hitler est compromise à jamais. L'opinion de certains organes suisses est assez curieuse, par exemple, Le National Zeitung de Bâle. La signature du pacte tripartite est surtout un échec pour la Russie; le refus de la fermeture des Dardanelles est le geste le plus frappant. Le pacte tripartite jette un pont entre l'Italie et la Turquie et rapproche les puissances occidentales de l'Italie. L'Italie avait tout à redouter de la Russie et de sa domination de la mer Noire. Son rôle dans les Balkans est facilité par le pacte tripartite : la poussée Russe et Germanique est contenue.

Premier signe : pacte italo - grec, premier indice joint à la démobilisation du Dodécanèse qui ouvre des facultés de rapprochement.

---

#### CONCLUSION

---

On peut conclure, sans hausser le ton, que le traité tripartite d'Ankara constitue l'acte diplomatique le plus considérable survenu depuis les hostilités. Sans doute le traité a une valeur en soi et l'analyse de ses stipulations équivaut à une inscription nouvelle au registre des garanties. Le plein jeu éventuel de l'article 3 laisse percevoir l'étendue de la faculté ouverte par l'article 19 de la Convention de Montreux.

Cependant à l'issue de cette étude, nous sentons la vanité du commentaire juridique de ces instruments. Le souvenir de 1914 se lève dans notre mémoire : l'ombre du Goeben et du Breslau se pro-



## Décisions de la Commission

	Pages
Jours de réunion	2-3
Questions à l'étude et désignation de rapporteurs	4
Contrôle parlementaire en temps de guerre par les grandes Com.	15
Démarche du Pr. de la Com. auprès du Pr. du C. et du Pr. du Sénat	22

- 7 -

file à l'horizon d'une Méditerranée, alors réputée sûre. A cette époque, la Turquie et les puissances vivaient sous le régime du traité de Berlin de 1878. Confirmant la Convention de Londres de 1871, le traité de Paris de 1856 et l'Acte de Londres de 1841, le statut international proclamait déjà, que les détroits étaient fermés aux belligérants, que les flottes non riveraines ne pourraient les franchir : la Turquie se déclare même neutre le 3 Août.

Et cependant, violant avec effraction les conventions internationales solennelles et répétées, le Goeben et le Breslau, après leur périple insolent, franchissent les Dardanelles, trouvent asile dans la mer de Marmara, puis entrent dans la mer Noire et bombardent Odessa et Novorossick, le tout sous les ordres d'un amiral allemand, intitulé commandant en chef de la flotte turque ; aux traités, ultime hommage, mais suprême injure. Aussi bien, avions nous affaire à l'époque à une Turquie senescente, à laquelle les Von der Goltz et les Liman von Sander avaient insufflé une ardeur d'apparat. Aujourd'hui nous avons affaire à une jeune Turquie en pleine renaissance, fière de ses forces renouvelées et consciente du grand rôle qui lui appartient dans le proche Orient. Enfin, et surtout, nous sommes les amis de la Turquie, et la Turquie elle-même tire étendard de cette alliance entre les défenseurs du droit.

C'est ici que nous pouvons mesurer que l'esprit des traités domine de haut la lettre des actes quelle que soit la gravité des obligations qu'elle consigne. Articles pleins de mots et vides de sens, stipulations exsangues, s'il y manque la volonté concordante des contractants qui, seule, communique aux promesses la chaleur de la vie, et aux engagements l'espoir de l'action.

On a vu que l'acte d'Ankara n'était pas sans certaines réserves qui pourraient devenir abolitives. Tel qu'il est, pour la France et l'Angleterre il fait régner en Méditerranée la paix, notre paix, de même qu'il procure aux Balkans, notre sécurité, avec les incises dont il convient, pour le moment, de l'entourer.

On peut concevoir certes que le traité donne bien davantage : s'il prend force et vie, il pourrait permettre, en cas d'agression, la constitution d'une base d'assistance et de soutien en Orient : mais cette faculté latente ne saurait jouer que si notre résolution et l'autorité effective de nos armes s'imposaient dans le salut commun des peuples qui luttent pour la liberté et l'indépendance.



Commission des  
Affaires Etrangères

Sénat

Reçu de Maurice Henry Beaupré, Président

de la Commission des Affaires Etrangères du Sénat.

Un dossier communiqué par le Ministère des Affaires Etrangères,  
comportant les pièces relatives à la publication du Livre Bleu  
sur la Conférence de Munich.

Paris le 22 septembre 1939

Henri



SÉNAT

République Française

Commission des Affaires Étrangères  
de  
Politique Générale des Protectorats

Le Président

Paris, le 1<sup>er</sup> Septembre 1939

Procès-Verbal de la Séance du 1<sup>er</sup> Septembre

Présidence de M. Henry Bérenger, président  
de la Commission

La Séance est ouverte à 15<sup>h</sup>30.

Présents : MM. Marcel Plaisant et Lefebvre de Prey, vice-présidents;  
Paul Laffont et René Berthod, secrétaires; Steeg, Backelet, Bardoux, Beynaud,  
Boivin-Champeaux, Albert Buisson, J. Capus, de Chambrun, Deyfardins,  
Fourment, Gashier-Duparc, Henry-Haye, Jovelet, P. Laval, de Luché, A.  
Millaud, Mireaux, Mollard, Parayre, Paul-Boncour, A. Peyronnet, Ch.  
Reibel, Choumyre, Ferrand.

Excusés : MM. Honorat, René Renoult.

Le Président ouvre la séance en adressant, au nom de la  
Commission, le salut unanime de ses Collègues à ceux qui par  
leur défense de la Patrie par la mobilisation générale et qui  
accomplissent noblement le devoir national de l'Armée contre  
l'Agresseur de la France et de ses Alliés. (Assentiment unanime)

Le Président rend ensuite compte de l'activité permanente  
du Bureau de la Commission depuis l'ouverture de la Crise dans  
la Quinzaine qui a précédé la mobilisation générale. (Approuvé)



3/ Le Président donne ensuite lecture des documents diplomatiques  
à lui communiqués par Monsieur le Ministre des Affaires Étran-  
gères. Il rend compte de ses entretiens récents avec MM. Édouard  
Daladier, Président du Conseil des Ministres, et Georges Bonnet.  
Une délibération prolongée s'engage à la suite  
de l'Exposé du Président.

La Commission décide de clore cette délibéra-  
tion par le vote unanime à l'Ordre du Jour suivant, qui  
sera transmis sans délai à MM. Édouard Daladier et Georges  
Bonnet:

« La Commission décide d'appuyer le gouvernement  
de la République dans l'action à poursuivre pour grouper  
autour de la France et de ses Alliés tous les peuples  
éprouvés de Justice.

« A l'heure de la mobilisation générale, la  
« Commission salue avec émotion ceux qui partent avec  
« tant de résolution et de courage pour défendre la  
« Patrie et la liberté des Peuples. »

(Vote à l'unanimité)

La Commission renouvelle à son Bureau la mission de siéger  
en permanence et se renvoie au Vendredi 8 Septembre.

Séance levée à 19 heures. Le Président: Henry Bérenger



S E N A T

-----  
COMMISSION  
des  
AFFAIRES ETRANGERES  
-----

Paris , le 1er Septembre 1939

La Commission sénatoriale des Affaires Etrangères ,  
réunie sous la présidence de M. Henry BERENGER a voté à l'unani-  
mité l'Ordre du Jour suivant :

ORDRE DU JOUR .

La Commission décide d'appuyer le Gouvernement de la  
République dans l'action à poursuivre pour grouper autour de  
la France et de ses Alliés tous les peuples épris de Justice .

A l'heure de la mobilisation générale la Commission  
salue avec émotion ceux qui partent avec tant de résolution et  
de courage pour défendre la Patrie et la Liberté des Peuples .

-----